

Les controverses en URSS sur les réformes

M. Mikhaïl Gorbatchev renvoie dos à dos la « droite » et la « gauche »

Recentrage

La vie politique à Moscou a aussi ses « discours de rentrée », rassemblant à s'y méprendre aux « cérémonies des vœux » et autres rituels qui nous sont familiers en ce début d'année. C'est à un exercice de ce type que M. Gorbatchev s'est livré en recevant au Kremlin ce que l'on appellerait ailleurs les « faiseurs d'opinion ».

Le fait qu'il ait fallu attendre cinq jours pour prendre connaissance des propos échangés à cette occasion donne à penser que la mise au point de la version officielle n'est pas allée sans mal, mais aussi que l'événement est jugé important. Ne dit-on pas depuis des mois à Moscou qu'après une période initiale de « réorganisation » la « perestroïka » (restructuration) est entrée dans sa phase « cruciale » et que les deux prochaines années seront « décisives » pour l'avenir de l'URSS comme du socialisme ?

O, c'est un Mikhaïl Gorbatchev « recentré » qui apparaît à cette occasion, nettement moins audacieux que celui qui, il y a un an, étonnait le monde entier en lançant sa politique de démocratisation et de « glasnost » (transparence) après avoir libéré Sakharov et plusieurs dissidents. Le secrétaire général adjoint lui-même qu'il lui faudra peut-être « battre en retraite » devant certaines obstacles ou erreurs. Surtout, il prend soin de se situer à égale distance des conservateurs « de droite » et des « radicaux » de la « perestroïka ».

Ses allusions répétées — encore qu'indirectes — au cas de Boris Eltsine, le très dynamique chef moscovite du parti, escroffé en novembre dernier à la faveur des orthodoxes de l'appareil, confirment que cette crise n'est pas encore tout à fait surmontée, qu'elle sert de point de référence au « juste milieu » adopté depuis lors.

Deux autres considérations limitent la portée de cette nouvelle allocation du secrétaire général. Comme ses prédécesseurs, celui-ci gouverne par le verbe, mais, dès lors qu'il s'agit de réformes, l'on peut se demander dans quelle mesure ses exhortations à l'adresse de ces autres artisans du verbe que sont les rédacteurs en chef et intellectuels sont en prise sur les réalités.

Que pensent de tout cela les fonctionnaires du parti, les gestionnaires de l'économie et autres bureaucrates qui, eux, assurent la direction quotidienne des affaires courantes ? Les vives critiques formulées par la presse contre les inerties administratives après la mise en route de la réforme économique au début de ce mois n'ont-elles pas eu d'optimisme.

En second lieu, il faut tenir compte du rôle de plus en plus important joué par le numéro deux du parti, M. Ligatchev. Ce dernier avait causé quelque sensation en révélant, dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde » au début de décembre, qu'il présiderait les séances du secrétariat du parti et dirigeait l'ensemble de l'activité de cet organisme capital.

Que cette situation soit récente ou qu'elle remonte à plusieurs années, comme on l'a assuré par la suite à Moscou, il reste que le « numéro deux » est en fait le « secrétaire général bis » dont les attitudes (en l'occurrence conservatrices sur les questions de culture et d'histoire) pèsent très fortement dans la balance. Une influence qui n'est certainement pas étrangère au « recentrage » de M. Gorbatchev.

Le secrétaire général du PC d'URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev, a analysé dernièrement devant les responsables des médias soviétiques les difficultés auxquelles se heurte sa politique de réforme, renvoyant dos à dos la « droite » et la « gauche », autrement dit les conservateurs et ceux qui veulent aller trop vite.

Le chef du Kremlin a estimé que si des « erreurs » pouvaient être commises, elles ne sauraient empêcher d'aller de l'avant. Il a en outre laissé entendre que le débat sur l'histoire — en particulier sur la période stalinienne — se poursuivrait.

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

Tenir tête — à la droite comme à la gauche — c'est l'image qu'a voulu donner de sa politique M. Mikhaïl Gorbatchev au cours d'une rencontre avec les responsables de la presse et de la création artistique, organisée au comité central le 8 janvier, et dont la Pravda a rendu compte sur trois pages mercredi 13 janvier.

Quatrième de genre depuis l'accession au pouvoir de M. Gorbatchev — depuis 1985, cette réunion s'est ouverte à 11 heures du matin et s'est poursuivie pendant près de sept heures, interrompue de deux heures selon le

rédacteur en chef des Nouvelles de Moscou, M. Egor Yakovlev. Le numéro un soviétique a fait un discours d'introduction, puis a répondu aux questions et écouté les remarques de treize intervenants, d'après le compte rendu de la Pravda, avant de clore lui-même la réunion.

Face à une centaine de participants, plusieurs membres du bureau politique dont le numéro deux du régime, M. Egor Ligatchev, étaient présents au côté de M. Gorbatchev, ainsi que des secrétaires au comité central, parmi lesquels M. Anatoli Dobrynine.

SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 4.)

Le financement de la vie politique

Le projet de loi ne limite pas les dons privés aux partis

M. François Mitterrand s'est entretenu avec M. Jacques Chirac, le mercredi 13 janvier, avant le conseil des ministres, de deux projets de loi relatifs au financement des campagnes et des partis politiques que le ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, a présentés ensuite au conseil. Ces textes prévoient notamment les modalités d'un financement public des partis, mais aucune disposition relative aux dons privés dont ceux-ci peuvent bénéficier. Les socialistes, favorables au financement public, souhaitent la disparition ou la réglementation stricte des financements privés.



Lire Famalysse
des projets gouvernementaux en page 9

Les expulsions d'Iraniens

Le tribunal administratif se prononcera sur les demandes de « sursis à exécution ».

PAGE 10

Les troubles dans les territoires occupés

La réaction des colons israéliens.

PAGE 3

Banques européennes

La Commission de Bruxelles prépare la libération des conditions d'installation à l'intérieur de la CEE.

PAGE 27

Les fausses factures de Nancy

M. Michel Bouriez, président de la chambre de commerce de Meurthe-et-Moselle, inculpé et écroué.

PAGE 32

Le sommaire complet se trouve en page 32

L'ENQUÊTE : la mise en place de la machine électorale aux Etats-Unis

Précampagne à l'américaine

WASHINGTON
de notre correspondant

La campagne électorale américaine n'est pas en principe qu'à ses balbutiements — le successeur de M. Reagan ne sera élu qu'en novembre — mais déjà les candidats — bégayant, répétant mécaniquement des arguments, cent fois entendus, tandis que le public semble modérément intéressé par le spectacle.

La route est encore bien longue, qui mène aux « conventions » démocratique et républicaine, cet été, puis à l'affrontement final des champions de chaque camp. Mais les candidats à l'investiture s'échauffent depuis si longtemps déjà (près d'un an) que la plupart paraissent essouffés avant même le vrai départ, avant de franchir les premières haies, les premières « primaires », au mois de février.

Ce devrait pourtant être la plus belle des campagnes, l'élection la

plus ouverte, puisque, pour la première fois depuis vingt ans, l'occupant de la Maison Blanche n'y participe pas : M. Reagan arrive au terme de ses deux mandats, le maximum autorisé par la Constitution. Et le choix de son successeur devrait en toute logique être déterminé pour l'avenir des Etats-Unis.

Le pays veut-il continuer à courir sur sa lancée, dopé pour longtemps d'optimisme « reaganien », ou bien les Américains préféreront-ils se soucier, à nouveau, d'intendance ? Le choix est immense : faut-il un président pour exalter la liberté dans le monde, ou la justice sociale aux Etats-Unis ? La « guerre des étoiles », qui se veut une « paix des étoiles », ou une place au soleil pour tous les Américains ? Le dollar et le déficit budgétaire, le SIDA et la Contra, la tragédie du Proche-Orient... : le champ est libre pour toutes les idées, toutes

les esquisses de solutions. Toutes les esquives aussi, car, pour d'évidentes raisons, les candidats hésitent à se jeter à l'eau, et, avantageusement dressés au bord de la piscine, laissent admirer leur musculature, font et refont l'impressionnant inventaire de leurs qualités personnelles, de leur caractère, leur aptitude à diriger... « Leadership, leadership », c'est le refrain commun, le mot magique qui inonde tous les discours.

Pour le reste, les questions concrètes, les choix politiques, la prudence est de mise : « Le public sait très bien à présent que la plupart de ces hommes ne prononcent pas une syllabe sans avoir consulté leurs conseillers ou examiné les sondages d'opinion », écrivait récemment le Wall Street Journal.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 7.)

POINT DE VUE : au-delà des affaires

Le dérèglement de l'Etat

par Pierre Messmer
président du groupe RPR
de l'Assemblée nationale

L'année 1987 aura été marquée par ce qu'on appelle « les affaires ». Naturellement, l'opinion a été attentive à leur côté sombre, argent public ou privé détourné par tel ou tel au profit supposé de ceux-ci ou de ceux-là. Je n'en dirai rien, non seulement parce que la justice est saisie et qu'il lui revient d'instruire et de juger, hors de toute pression, mais aussi parce que ces détournements sont, à mon avis, moins une cause que l'effet de désordres graves dans le fonctionnement de l'Etat. C'est cela qui est important et c'est sur cela que je veux insister.

Il y a eu défaillance des gouvernements en exercice au moment où les fautes ont été commises. Le ministre de la défense, alors Charles Hernu, avant d'en assumer courageusement la responsa-

bilité, a longtemps soutenu qu'il ne savait rien du sabotage du Rainbow Warrior par les agents de la DGSE, placés sous son autorité. Le président de la République et le premier ministre, à les croire, en ignoraient tout. Pour invraisemblables qu'elles soient, acceptons ces affirmations, qui sont de pratique courante dans tous les pays lorsqu'il s'agit des services secrets, et bornons-nous à constater que les conséquences de cette malheureuse affaire ont été aggravées par les fausses manœuvres du gouvernement.

Mais, quand le même ministre de la défense soutient qu'il n'a jamais eu connaissance d'un trafic illégal de munitions à destination de l'Iran, lequel semble s'être poursuivi pendant trois ans et avoir porté sur plusieurs centaines de milliers d'obus, il s'enferme dans un terrible dilemme. S'il est vrai qu'il ne savait pas, il avoue que son autorité était peu respectée puisque son administration pouvait se livrer librement et impunément à des irrégularités graves et répétées. S'il ment, c'est qu'il a mené sciemment une politique contraire à celle du chef de l'Etat, qui avait « donné au ministre de la défense, et donc aux administrations, la directive de ne rien vendre à l'Iran » (M. F. Mitterrand sur RTL, le 16 novembre), et des gouvernements auxquels il appartenait. Dans l'une et l'autre hypothèse, il est coupable et ne mérite aucune circonstance atténuante.

Dans un ministère très différent par son organisation et ses missions, l'affaire dite du Carrefour du développement conduit à des conclusions comparables : ou bien le ministre, M. Christian Nucci, a été imprudent, et il n'est pas digne de sa fonction, ou bien les irrégularités commises avaient reçu son aval, et il mérite le sort qui lui est fait. Les responsabilités ne s'arrêtent pas au niveau des ministres concernés. Elles remontent plus haut.

(Lire la suite page 9.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le temps des musées

Grands et petits, généralistes ou spécialisés, publics ou privés, les musées sont aujourd'hui près de deux mille en France. Et leur nombre va s'accroître. Ils s'intéressent à tous les domaines, et attirent de plus en plus de monde. Vendredi 16 janvier, au Grand Palais, le Salon international des musées et des expositions ouvra ses portes.

Pour la première fois, les musées se présentent dans des stands de telle sorte qu'ils peuvent le faire, dans ce lieu, édifice et marché d'art. Cette manifestation, qui sera largement orchestrée par les médias, est le signe que nous sommes entrés dans l'ère des musées.

Pages 15 à 21

BERTRAND VISAGE

Forêt de Ch...

Bertrand Visage
Angelica

75 F

Chiff. et Photos et Composition à l'ordinateur par Claude Roubin.

Editions du Seuil

هكذا من الوجل



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Etranger

Le colloque organisé par l'IFRI et M. Malhuret

Les droits de l'homme entre la droite et la gauche

Était-il scandaleux qu'un colloque sur les droits de l'homme prétendant à l'objectivité fut organisé par un membre du gouvernement, M. Claude Malhuret ? En cette période pré-électorale, rien, évidemment, n'est innocent : ni cette réunion sur les droits de l'homme qui s'est achevée mardi 12 janvier au Palais des congrès (1) ni celle qui s'ouvre mercredi 13 janvier sous les auspices du ministère des Affaires étrangères, pour laquelle quelques dizaines d'intellectuels du Vieux Continent sont invités à plancher sur « l'identité culturelle européenne ».

Comment ne pas penser qu'au moins l'un des buts dérivés de ces deux manifestations est, pour le gouvernement, d'affirmer sa présence dans des domaines généralement considérés comme étant plutôt ceux de la gauche ? Car de même qu'aucun membre de l'actuel gouvernement n'a hérité de l'image de ministre européen de la culture qu'avait su se forger M. Jack Lang, de même l'idée des droits de l'homme demeure largement un attribut de la gauche.

La droite dont se réclame M. Claude Malhuret n'a plus grand chose à voir avec celle de l'époque de l'affaire Dreyfus et il était de bonne guerre, pour le secrétaire d'État aux droits de l'homme, de témoigner, par une manifestation de prestige de ses préoccupations en ce domaine. Il était de bonne guerre aussi, vu le moment choisi, que quelque un — en l'occurrence Bernard Kouchner, président de Médecins du monde — engage la politique et dénonce la tentative de « politisation » de valeurs qui devraient échapper aux contingences politiques.

Elles n'y ont cependant, n'en déplaise aux auteurs de la déclaration « universelle » de 1789, quasiment jamais échappé et s'il est un constat sur lequel la plupart des intervenants au colloque furent d'accord, c'est bien celui des erreurs théoriques commises dans le passé à propos des droits de l'homme par différents courants de la gauche et du recul actuel de ces approches erronées. D'où à bien voir l'idée que l'absence de libertés pouvait être nécessaire au développement économique, se demandait Jean-François Revel, tandis que plusieurs orateurs rappelaient les impasses auxquelles avait mené une pensée anticonstitutionnelle révisant le principe de l'universalité des droits de l'homme, ou bien toutes les théories de l'identité culturelle poussées à leur extrême.

Quoi qu'on pense de l'opportunité du moment choisi, la démarche qui inspirait cette réunion n'est pas inutile. Alors qu'il est de plus en plus fréquemment fait référence aux droits de l'homme, cette notion, comme le rappelle dans son introduction M. Claude Malhuret, est toujours perçue comme relevant « du domaine du flou » et une clarification théorique serait bienvenue. On s'interroge donc, au cours de la première journée, sur les fondements philosophiques des droits de l'homme et sur deux problèmes classiques : celui du rapport entre les droits civils et politiques d'une part, les droits économiques et sociaux d'autre part (à la base, entre autres, du conflit qui oppose les démocraties libérales et l'Union soviétique) ; celui de l'universalité des droits de l'homme (qui renvoie plutôt à une problématique nord-sud et appelle le plus souvent des exemples faisant référence à l'Islam).

On peut regretter que les intervenants se soient trop longtemps attardés sur ces débats classiques et n'aient fait qu'effleurer des aspects plus nouveaux de la problématique des droits de l'homme. Ainsi le philosophe Luc Ferry évoqua-t-il le « symptôme » que représentent actuellement la multiplication de « comités de sages », la bio-éthique et plus généralement « l'espace infini, l'espace démocratique » qui s'ouvre dès lors que les droits sociaux touchent au bonheur et plus seulement à la liberté : espace dans lequel toute revendication peut prétendre devenir un droit.

Ainsi Alain Finkielkraut évoqua-t-il pour sa part ce qu'il appelle le « risque de dérive positiviste » (la volonté de l'État d'absorber les droits de l'homme).

L'Occident et Gorbatchev

On entra dans le concret, et dans la politique internationale, au deuxième jour du colloque. C'est l'Union soviétique et l'attitude à avoir à l'égard de la nouvelle politique de M. Gorbatchev qui occupa l'essentiel des débats, confiés à des orateurs de marque puisque, à côté d'éminents soviétologues français et étrangers, étaient présents Milovan Djilas (2), Vladimir Boukovski et Alexandre Guineburg (3).

Autant les orateurs occidentaux s'efforçaient de décrire la nouveauté de la situation en URSS, autant les dissidents s'attachaient à montrer que rien de majeur à ce jour n'était

modifié. Le plus péremptoire dans ce registre fut Boukovski, qui s'emporta contre les « naïfs » et les « politiciens euphoriques » et contre « cet incroyable désir de l'Occident de croire que quelque chose a changé ». Rien ne changera, dit Boukovski, aussi longtemps que règne l'arbitraire et que le PC reste le seul parti, et l'Occident, « au lieu de négocier sur des symboles (les armements, les droits de l'homme) devrait avoir une position claire sur l'hostilité de cette idéologie et de ce système ».

A quoi Freimut Duwe, député du SPD ouest-allemand, opposa le caractère moralement contestable et politiquement inefficace de ce point de vue « tautologique ». « Nous avons déjà l'expérience de ce dont nous parle Boukovski », dit Freimut Duwe, « c'est celle de la guerre froide dont nous savons qu'elle n'a, elle non plus, rien changé au système soviétique ».

Le politologue Pierre Hassner releva, lui aussi, la contradiction qu'il y a à affirmer tout à la fois que les réformes en URSS ne sont destinées qu'à l'Occident et, d'autre part, que l'Occident ne doit pas bouger. On se rallia finalement aux formules de Milovan Djilas sur la nécessité pour l'Occident d'être, face à l'URSS, « intelligent et fort », mais souple aussi, sur la nécessité de tout lier et de faire de l'obtention de résultats en matière de droits de l'homme la condition préalable à toute concession en d'autres domaines.

Sans doute, ce thème de l'URSS était-il porté par l'actualité et justifié par un certain désarroi qu'engendrait l'Occident l'offensive réformatrice de Gorbatchev. La place qu'il a prise dans ce débat consacré au thème général des droits de l'homme n'en était pas moins quelque peu surélevée. Si atteinte il y eut à l'objectivité politique, sans doute était-elle là et là seulement. Et M. Claude Malhuret aurait pu s'efforcer de faire, en préalable du colloque, le décryptage, dans la liste des participants, des hommes qui se réclamaient de la droite et de ceux qui se voulaient de gauche.

CLAIRE TRÉAIL

(1) Elle était organisée conjointement avec l'Institut français des relations internationales.

(2) Ancien compagnon de Tito devenu un critique acerbe du régime yougoslave.

(3) Dissidents soviétiques exilés en URSS après avoir été internés dans des camps de travail.

En visite en Pologne

Le chef de la diplomatie ouest-allemande s'est entretenu avec M. Lech Walesa

Le chef de la diplomatie ouest-allemande, M. H.-D. Genscher, qui devait être reçu par le général Jaruzelski, mercredi 13 janvier, à la fin de sa visite en Pologne, s'est entretenu mardi à Varsovie avec M. Lech Walesa, chef du syndicat dissous Solidarité. Exprimer sa satisfaction, le prix Nobel de la paix a indiqué qu'il avait discuté avec le ministre ouest-allemand de la situation économique et sociale en Pologne, ainsi que des relations entre Solidarité et les syndicats ouest-allemands, qu'il a jugés insuffisantes.

La journée avait été longue pour M. Genscher qui l'avait commencée par un déjeûner de gerbe dans un cime-

tière allemand de la première guerre mondiale puis sur la tombe du Père Popieluszko, assassiné, en octobre 1984, par des membres de la police politique. Plusieurs centaines de personnes étaient venues attendre le cortège officiel pour saluer le ministre ouest-allemand et rappeler par leur présence qu'il fallait toujours compter avec une opposition polonaise bien vivante. En 1984, M. Genscher avait dû annuler une première visite en raison du refus des autorités polonaises de le laisser accomplir ces gestes symboliques.

Malgré la persistance d'un malentendu entre Allemands de l'Ouest et Polonais sur la reconnaissance for-

melle des frontières de l'après-guerre et la question des Polonais d'origine allemande, le déroulement de cette visite confirme le souhait des autorités polonaises d'ouvrir un nouveau chapitre dans leurs relations avec l'actuel gouvernement ouest-allemand. Le porte-parole du gouvernement polonais a précisé, mardi, que des accords étaient en cours de préparation à propos de projets d'investissements ouest-allemands en Pologne, de la coopération en matière d'environnement et d'échanges scientifiques, ainsi que sur l'ouverture de nouveaux consulats à Hambourg et Cracovie. — (AFP, UPI)



MÉLANCOLIE ET MANIE

Ludwig Binswanger

Ludwig Binswanger, père de la « Daseinsanalyse », se propose ici de décrire les maladies mentales du point de vue de la phénoménologie transcendantale.

Collection « Psychiatrie » dirigée par Y. Pellerin et D. Wollschlaeger 130 pages - 20 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Après dix-neuf ans de négociations

La Suède et l'URSS sont parvenues à un accord sur le partage des zones économiques en mer Baltique

Au terme de dix-neuf années de négociations, la Suède et l'Union soviétique ont signé, le mercredi 13 janvier, à Stockholm, un accord de principe concernant le partage des zones économiques en mer Baltique. La Suède obtient ainsi 75 % de la « zone blanche » de 13 500 kilomètres carrés, située entre l'île suédoise de Gotland et les côtes baltes, qui faisait l'objet du différend, l'Union soviétique 25 %.

Désormais, seuls ces deux pays auront le droit de pêcher et d'exploiter les ressources dans ce périmètre qui, en l'absence d'accord, était utilisé par les pays riverains de la mer Baltique, notam-

ment par les pêcheurs danois. Ceux-ci ont d'ailleurs immédiatement fait part de leur mécontentement, nous signale notre correspondant à Copenhague, Camille Olsen. Le ministre danois des pêcheries, M. Gammelgaard, doit se rendre à Stockholm la semaine prochaine pour discuter de cette situation particulièrement délicate, qui touche notamment la population de l'île de Bornholm. Il estime que la décision suédoise annule de facto les accords sur les quotas conclus entre la Suède et la Communauté européenne et espère que la Commission de Bruxelles défendra « énergiquement » les intérêts danois.

STOCKHOLM de notre correspondant

En annonçant, le mardi 12 janvier, que les négociations avaient abouti, le premier ministre suédois, Ingvar Carlsson, s'est félicité de ces résultats : « Ce compromis est un succès dont nous devons être extrêmement satisfaits », a-t-il dit. Nous avons résolu un problème délicat avec une grande puissance,

et le résultat implique de grands avantages pour la Suède sur le plan de la pêche et de la politique de sécurité. Le chef du gouvernement a souligné qu'il n'existait jusqu'ici aucun exemple en politique internationale où un petit État a pu sauvegarder ses intérêts face à une grande puissance de manière aussi satisfaisante. « Un compromis bien pensé », devait de son côté commenter son homologue

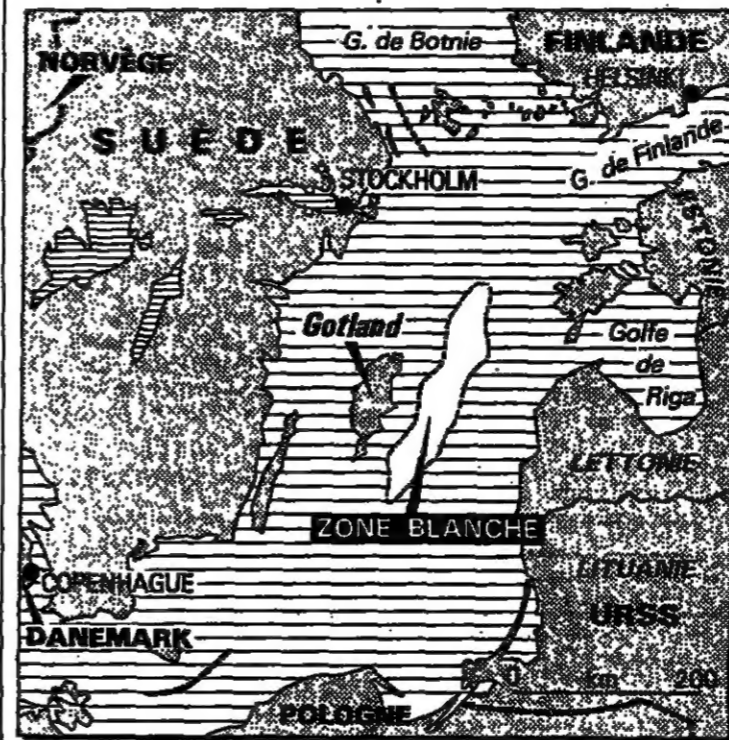
soviétique, M. Nikolai Rykov, en visite officielle à Stockholm, qui a signé l'accord avec M. Carlsson, en ajoutant : « Plus d'ailleurs qu'un compromis, il s'agit d'un accord que nous avons obtenu, mais que nous l'avons fait en bonne entente avec nos voisins ».

La Suède a dû faire marche arrière par rapport à ses revendications initiales sur la « zone blanche », créée conformément à la convention sur le droit de la mer de 1982. Les Soviétiques, qui avaient refusé de considérer que les eaux territoriales suédoises soient tracées à partir de la côte orientale de l'île de Gotland et non de la terre ferme, ont fini par faire une « concession » et se sont contentés des 25 % qui leur sont attribués, alors que, en arrivant à Stockholm en début de semaine, ils entendaient encore négocier une part de 30 %.

Le compromis entre les deux pays est sans aucun doute un succès pour le chef du gouvernement social-démocrate suédois, à huit mois des élections législatives, mais aussi un « nouvel exemple de la glasnost soviétique », comme il devait le souligner.

Cet accord a, en tout cas, été accueilli avec beaucoup d'intérêt par la Norvège qui connaît, depuis 1974, un problème analogue avec l'URSS dans la mer de Barents concernant le partage en zones économiques d'une région de 155 000 kilomètres carrés, importante non seulement sur le plan de la pêche et des ressources en pétrole et en gaz, mais aussi sur le plan stratégique et militaire. Si un espoir est né à Oslo avec la signature de l'accord sur la mer Baltique, les Norvégiens, qui rejoignent M. Rykov du 14 au 16 janvier en visite officielle, doutent fort cependant que l'Union soviétique se montrera aussi prête au compromis qu'elle l'a été avec la Suède.

FRANÇOISE NIÉTO.



La « zone blanche » contestée couvre 13 500 kilomètres carrés. L'accord de principe intervenu à Stockholm prévoit son partage à raison de 75 % pour la Suède et 25 % pour l'URSS.

La fin du voyage de M. Jean-Bernard Raimond en Turquie

Ankara regrette les désaccords avec la France sur Chypre et le conflit irano-irakien

ISTANBUL de notre correspondant

Les fastes du palais de Topkapı et de Sainte-Sophie, en compagnie du maire d'Istanbul, une dernière réception au palais de France, l'ancienne ambassade, et M. Jean-Bernard Raimond a quitté la Turquie le 12 janvier en laissant derrière lui un parfum de fin de fête. Les premiers commentaires des médias turcs, de la télévision en particulier, soulignent la joie des retrouvailles, mais aussi une certaine déception, apparue dans la conférence de presse donnée par M. Mesut Yilmaz, le chef de la diplomatie turque.

Évoquant la longueur de ses entretiens avec le président de la République, M. Kenan Evren, et le premier ministre, M. Turgut Özal, à qui il a remis un message d'amitié de Jacques Chirac, M. Raimond a parlé d'une visite « encore plus chaleureuse » et d'« entretiens » encore plus denses que prévu. Comme M. Yilmaz, il s'est félicité de la relance depuis vingt mois des relations bilatérales dans tous les domaines. Le ministre français a apprécié « la convergence de vues et d'analyses sur les grandes questions internationales et régionales », en particulier le désarmement. Pourtant, au dire de M. Yilmaz, les deux délégations se sont contentées d'un « échange de points de vue », notamment sur le conflit irano-irakien dans lequel la position française semble à Ankara déséquilibrée en faveur de l'Irak.

Vive concurrence

M. Raimond a évoqué « l'intérêt des firmes françaises pour les grands projets dans le cadre de la modernisation de l'économie turque », à commencer par le métro d'Ankara et la coopération en matière d'industrie d'armement. Ces

firmes doivent pourtant savoir, a précisé M. Yilmaz, que « la concurrence est très vive » et que la Turquie « défend, plutôt que des opérations transitoires, des investissements à long terme et des formules d'association avec les firmes turques ».

Après avoir évoqué le développement des relations culturelles, M. Raimond a « noté que l'engagement européen était la priorité de la politique étrangère de la Turquie, ce qui est normal puisqu'elle appartient à l'Europe ». Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome », et que la France « n'y ferait pas obstacle ». Il s'est prononcé pour une « relance de l'accord d'association de 1963 entre la Turquie et la CEE ».

La télévision turque a jugé mardi soir cette proposition « en deçà de la demande de la Turquie », qui espérait « la soutien le plus énergique de la France à la candidature turque ».

Sur la question de Chypre, évoquée par la délégation turque, le désaccord a été souligné en réponse aux questions de la presse. Réaffirmant le soutien de la France au gouvernement de Nicosie et à « l'intégrité et la souveraineté de l'île », M. Raimond a expliqué que « compte tenu du déséquilibre existant en faveur des forces turques dans la partie nord de l'île que la France n'a jamais reconnue comme une entité indépendante (1), les ventes d'armes françaises aux Chypriotes grecs étaient sans risque », et qu'il préférait que « ce soit la France qui les livre ». M. Yilmaz, qui a fait part de l'« insatisfaction turque » à ce sujet, a refusé la notion de « déséquilibre » car « les forces turques ne menacent personne ». Il a jugé ces livraisons militaires « en contradiction » avec l'appui de la France aux démarches de l'ONU, tout en relevant dans le

refus français d'une conférence internationale un point de convergence sur la question.

M. Yilmaz a, d'autre part, déclaré que la collaboration dans la lutte contre le terrorisme allait continuer « au niveau des experts ». De sources françaises, on apprendrait que la question des droits de l'homme avait été « abordée en tête à tête dans leur aspect le plus préoccupant » et que « la France se réjouissait de l'heureuse coïncidence qui est normal puisque elle appartient à l'Europe ».

Il a assuré ses interlocuteurs que la demande turque d'adhésion au Marché commun déposée en avril dernier « serait examinée selon la procédure prévue par le traité de Rome »,

Proche-Orient

Les troubles dans les territoires occupés par Israël

M. Goulding, secrétaire général adjoint de l'ONU, interdit d'enquête dans les camps palestiniens de Gaza

Un conseil ministériel extraordinaire de la Ligue arabe consacré à la situation dans les territoires occupés de Cisjordanie et Gaza se tiendra le 24 janvier à Tunis. La Ligue avait demandé le 25 décembre dernier cette réunion en vue d'examiner « les politiques et pratiques sionistes inhumaines dont sont victimes les populations des territoires occupés ».

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, aura fait son rapport au Conseil de sécurité sur la situation dans les territoires occupés avant cette réunion. Son représentant spécial, M. Marrack Goulding, se trouve actuellement en Israël à cette fin.

Le gouvernement américain a d'ailleurs exprimé l'espoir que le gouvernement israélien permettra à M. Goulding, secrétaire général adjoint de l'ONU, qui enquête sur la situation dans les territoires occupés, d'accomplir sa mission. En revanche, les responsables des Nations unies se sont abstenus de tout commentaire sur l'interdiction faite à M. Goulding de visiter deux camps palestiniens de la bande de Gaza.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La secrétaire générale adjointe des Nations unies, M. Marrack Goulding, devait quitter jeudi 13 janvier une visite de plusieurs camps de réfugiés en Cisjordanie, après l'expérience plutôt malheureuse qu'il a eue la veille dans la bande de Gaza. M. Goulding se trouve en mission dans les territoires à la suite du vote par le Conseil de sécurité, courant décembre, d'une résolution dénonçant les méthodes d'Israël en matière de maintien de l'ordre. Le secrétaire général adjoint a pu constater mercredi que les autorités israéliennes n'entendaient pas lui faciliter la tâche. Alors qu'il se présentait, dans la matinée, à l'entrée de deux des camps de la bande de Gaza, ceux de Jabalya et de Shati, il s'est vu, poliment mais fermement, repoussé par des soldats « zone militaire ».

Des militants
décidés

Escorté d'un long convoi de journalistes et de collaborateurs, il s'est alors dirigé vers le seul des huit camps de réfugiés de Gaza à ne pas être sous couvre-feu, celui de Muzi. Là, ce n'était pas l'armée qui faisait obstruction, mais plusieurs centaines de jeunes Palestiniens qui manifestaient derrière un barrage de bidons d'huile enflammés. De peur de provoquer une émeute, M. Goulding a préféré rebrousser chemin pour aller rencontrer plusieurs personnalités locales, des avocats et l'ancien maire de Gaza, M. Rachid Shawa, qui s'est amèrement plaint des conditions d'existence faites à la population du plus petit des territoires occupés par Israël.

M. Goulding s'est ensuite entretenu avec M. Rabin, ministre de la défense, qui a catégoriquement rejeté les critiques formulées par l'ONU à l'encontre de l'armée israélienne. Le quotidien *Masrivi* (indépendant) estimait, pour sa part, qu'il était naïf de penser que les

militants islamistes et ceux de l'OLP ne feraient pas tout pour faire de la visite de M. Goulding une journée de manifestations spontanées.

L'armée israélienne continuait à se déployer massivement dans la bande de Gaza, où la situation reste toujours agitée. Les incidents paraissent cependant avoir quelque peu changé de nature. Ces dernières vingt-quatre heures, ce sont moins des manifestants que des militants décidés qui ont affronté l'armée. Mercredi, un Palestinien a été tué dans le sud du territoire de Gaza, à Rafah, après qu'il eut attaqué un soldat à coups de poignard. L'armée a indiqué que la victime était un homme âgé de trente ans, appartenant au mouvement clandestin Djihad islamique (intégristes musulmans) et déjà condamné à des peines de prison.

Dans le camp de Jabalya, l'armée a indiqué qu'elle avait ouvert le feu contre un groupe de jeunes qui avaient attaqué une patrouille à coups de pierres, de bottes et de armes de blousés clostés. Cinq Palestiniens ont été blessés par balles.

En Cisjordanie, la grève était toujours largement suivie, de même qu'à Jérusalem-Est, la partie arabe de la capitale. Cependant, quatre des neuf Palestiniens à être sous le coup d'un arrêté de banissement ont renoncé à faire appel devant la commission militaire statuant sur ces sanctions. Leurs avocats ont fait valoir que cette commission refusait (comme c'est très souvent le cas) de rendre publiques les charges retenues contre leurs clients. Ils ont souligné qu'il était alors inutile d'aller plus loin dans une procédure dont le seul objet était de donner un caractère de légalité à une sanction ne relevant pas de la justice, mais de l'intimidation.

Les quatre hommes ne feront pas non plus appel devant la Cour suprême (qui n'a jamais casé une décision de banissement) et pourront donc être expulsés dès la semaine prochaine.

Al. Fr.

M. Cheysson : « Nous sommes en pleine tragédie grecque »

Hôte de la presse diplomatique, M. Claude Cheysson n'a pas mâché ses mots, le mardi 12 janvier, pour dire ce qu'il pensait de la manière dont ont été traités les réfugiés iraniens expulsés de France : « Je me suis senti humilié. Quelle honte ! C'est-ci n'était pas là, alors on a pris un Turc qui passait par là... Il est honnête qu'un gouvernement légitime se soit comporté ainsi ».

Interrogé un peu plus tôt sur la situation dans les territoires occupés par Israël, l'ancien ministre des relations extérieures s'est exprimé avec la même vigueur. Ce qui se passe actuellement, dit-il, confirme que « le contrôle des territoires occupés par la force n'est pas une solution acceptable ». Évoquant le mouvement d'Anschitz, il ajoute : « Que ce soit des juifs qui doivent avoir recours à

des méthodes de violence pour réprimer un peuple à quelque chose de dramatique. Nous sommes en pleine tragédie grecque ». Il faut, dit encore M. Cheysson, que quelque un parle au nom des Palestiniens. Si l'OLP n'existe pas, il faudrait l'inventer.

Parmi bien d'autres sujets, M. Cheysson répond encore à des questions sur le désarmement et la coopération en Europe. L'accord de Washington sur les missiles intermédiaires est « une bonne nouvelle » dont les Européens doivent « savoir profiter ». L'option triple zéro, sur l'élimination des engins nucléaires à très courte portée ? Elle concerne des armes qui sont « des instruments inutilisables » car « peut-on imaginer qu'un commandement national ou atlantique soit le premier à utiliser des armes nucléaires » sur le sol allemand ?

La coopération militaire entre la France et l'Allemagne ? « Je ne pense pas que le sujet militaire puisse être traité en priorité... Il y a d'abord les réalités économiques, monétaires, sociales. La véritable force de frappe, sur ce terrain, est en Allemagne... La défense, aujourd'hui, est économique et monétaire, pas militaire ».

M. Genscher en Syrie. — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Genscher, se rendra cette semaine en Syrie. Initialement prévue du jeudi 14 au samedi 16 janvier, la visite de M. Genscher a dû être raccourcie de vingt-quatre heures pour des raisons de calendrier et ne commencera donc que vendredi. — (AFP.)

Pour les colons de Cisjordanie, il est inconcevable de quitter « cette terre sacrée »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le village s'appelle Kyriat-Arba. Comment vit-on ces journées de tourments ici, à Kyriat-Arba, au cœur de la Cisjordanie occupée, dans cette implantation de tendance Gush Emounim (gauchistes nationalistes), à deux pas de Hébron ? Comment réagit-on à la révolte des Palestiniens, lorsqu'on est, au premier chef, concerné par le grand débat qui agite le monde politique de Jérusalem : maintien des territoires dans l'ensemble israélien ou compromis territorial comme le proposent les travaillistes ? En somme, que pensent ces colons, messianiques, militants du Grand Israël ?

La région a été relativement peu touchée par la vague de violence. Pourtant, dans le bus 60 qui cahote de Jérusalem à Kyriat-Arba, ce mercredi 12 janvier, on sent une certaine appréhension. Il n'y a ni gardes ni précautions de sécurité particulières. Simplement, devant le camp de réfugiés de Dehaishe, passé Bethléem, puis devant celui de Dal-Karroub, on tire à chaque fois les rideaux. Pour ne pas voir ou pour se protéger des jets de pierre ? Un peu des deux sans doute. Car, même si l'on se refuse à donner crédit aux descriptions « apocalyptiques » de la presse

étrangère, on reconnaît que le climat a changé.

Ilana Polac, trente-quatre ans, médecin, nouvelle arrivée (elle habitait autrefois près de la Bastille), se refuse à dramatiser. « Mais, tout de même, dit-elle, ce n'est pas très drôle ; avant les incidents, les jets de pierres étaient sporadiques. Depuis un mois, c'est tous les jours, et il y a des blessés ».

« Je n'ai pas
d'autre pays »

Ilana est choquée par le procès fait aux forces de l'ordre israéliennes : « Les soldats sont patients, ils ne tirent que sur ordre. C'est une des armées les plus disciplinées du monde ». Et les Palestiniens ? De la fenêtre de son modeste appartement — un HLM bon genre, — le docteur Polac contemple les collines de Judée : « Nous sommes ici, explique-t-elle, parce que pour nous c'est une terre sacrée. On est à quelques mètres du tombeau des prophètes (à Hébron), et les juifs et les musulmans sont là à se haïr alors qu'ils prient au même endroit ». La réponse est évidemment plus sentimentale que politique, mais elle témoigne d'une conviction solide-

ment établie à Kyriat-Arba : il est inconcevable qu'on « nous demande un jour de quitter « cette terre sacrée ».

La perspective d'un éventuel compromis territorial est définitivement étrangère aux habitants de Kyriat-Arba comme aux quelque soixante mille Israéliens installés en Cisjordanie. C'est une donnée que même les travaillistes ne peuvent ignorer. « Je ne peux pas le concevoir, je n'ose même pas y penser », commente avec effarement Danièle, autre médecin de Kyriat-Arba, installée sur ses collines depuis sept ans. Danièle a son histoire et elle tire « ses » leçons. « Je suis née à Constantine, dit-elle ; j'avais trois ans quand il a fallu partir, en 1961, et je trouvais que de Gaulle avait raison de donner l'indépendance aux Algériens. Ici, je ne peux pas penser de la même façon, car c'est mon pays et je n'en ai pas d'autre ». Pourquoi ne pas vivre à Tel-Aviv ? Réponse tout aussi personnelle : « Les gens de Tel-Aviv sont des matérialistes. Ils ont oublié ce qu'était l'essence d'Israël. Autant vivre à Paris. Et puis, comme je l'ai dit un jour à un ami de Tel-Aviv, et si c'était à vous qu'on demandait de rendre des territoires... »

Dans l'esprit de Danièle, la réponse est une boucane. Pour M. Elia Kim Haatzni, elle touche au cœur du problème. M. Haatzni, la soixan-

taine combattive, est un des fondateurs de l'implantation. Militant du parti d'extrême droite Teyhita, dirigeant du Conseil des implantations de « Judée Samarie et Gaza », il tient un discours dont on peut discuter les fondements politiques mais qui est très révélateur d'une ligne de fracture profonde dans la société israélienne. M. Haatzni se dit fatigué d'entendre la gauche faire porter aux colons toute la responsabilité de la situation actuelle ; fatigué de cette « dialectique primaire » qui distingue « entre le bel Israël de 1948 et l'horrible Israël de 1967 » — après l'occupation de Gaza et de la Cisjordanie.

« Ce qui s'est passé ces derniers mois, observe-t-il, c'est une révolte de la population des camps de réfugiés, des gens de Balata (près de Naplouse) qui viennent de Jaffa, ou de ceux de Jabalya (à Gaza) qui viennent d'Ashdod ou d'Ashkelon. Ces gens-là ne veulent pas de Kyriat-Arba ».

Et, campant sur cette ligne de défense très particulière, M. Haatzni ne veut envisager d'autre solution que celle d'accroître une large autonomie administrative aux Palestiniens des territoires. En attendant, il est trop tôt pour s'inquiéter, « Je me souviens, dit-il, d'une couverture de Time, il y a quelques années — la Cisjordanie en flammes ».

ALAIN FRACHON.

Un trop grand succès EN TROIS SEMAINES 2800 BIBLIOPHILES DÉVALISENT LA LIBRAIRIE JEAN DE BONNOT

L'éditeur est obligé de suspendre ses « offres gagnantes » proposées dans la presse (voir entre autres Le Monde des 4, 10 et 17 novembre 1987 et Figaro Magazine du 28 novembre 1987).

Pourtant, la nature de ces offres gagnantes n'avait été révélée dans un courrier ultérieur qu'aux personnes bien avisées qui avaient rempli et envoyé le coupon-réponse de l'annonce. On peut le dire maintenant, il s'agissait de livres gratuits et d'autres avantages de même intérêt.

Personne ne s'attendait à un succès aussi vif et les retardataires encore une fois ne purent être servis. Notre offre n'était valable que dans la limite du nombre de volumes consacrés à cette opération menée pour faire connaître la qualité des éditions d'art Jean de Bonnot. Nous sommes donc obligés de suspendre notre offre comme nous nous en réservons le droit. Ce communiqué en avise les lecteurs de l'annonce.

Jean de Bonnot est désolé de ne pouvoir satisfaire les dernières demandes. Il prie donc les retardataires malchanceux d'agréer ses excuses et de se faire connaître en lui retournant le coupon-réponse ci-dessous. Il fera en sorte de leur proposer prochainement une compensation.

Le succès croissant des livres d'art édités par Jean de Bonnot explique l'intérêt des bibliophiles pour un éditeur qui a toujours proposé des ouvrages d'une qualité raffinée : textes intégraux de haute tenue, reliure plein cuir, décor à l'or véritable, papier vergé chiffon fabriqué à l'ancienne, illustrations rares et précieuses...

Nous savons que nous avons de fervents lecteurs, mais nous ne pensions pas qu'ils étaient aussi nombreux. Merci encore pour vos encouragements et à très bientôt.

Jean de Bonnot

COUPON-RÉPONSE

à envoyer à Jean de Bonnot, 7 Faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08.

J'ai vu vos annonces dans la presse et j'avais l'intention d'y répondre. Malheureusement je ne l'ai pas fait à temps et je n'ai donc pas pu obtenir le livre gratuit que vous m'auriez offert par la suite.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse complète : _____

Code postal : _____ Commune : _____



هكذا من الاصل

Proche-Orient

Amnesty International accuse Bagdad d'utiliser de la mort-aux-rats contre les Kurdes

Amnesty International a demandé, mercredi 13 janvier, au gouvernement irakien d'enquêter sur des informations selon lesquelles les forces de sécurité utiliseraient de la « mort-aux-rats » pour supprimer des opposants kurdes. L'organisation de défense des droits de l'homme, basée à Londres, a déclaré avoir été informée que quarante Kurdes opposés au gouvernement de Bagdad — et alliés de Téhéran — avaient été empoisonnés au cours du mois de novembre avec du thallium, poison communément utilisé pour éliminer les rats.

Dix d'entre eux auraient été empoisonnés le 24 novembre à Merga, dans la province de Sulaymaniyah, dans le nord de l'Irak, par une femme des services de sécurité irakiens qui aurait injecté du poison dans leur yaourt.

« Trois des victimes seraient mortes en l'espace de quelques heures », déclare un communiqué d'Amnesty. Trois autres ont été transportées d'urgence par avion

en Grande-Bretagne pour y être soignées, juste avant Noël. L'une d'elles est encore à l'hôpital et les deux autres sont actuellement en convalescence.

Les combattants d'une autre organisation kurde opposée au régime de Bagdad et allié de l'Irak, le Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), ont par ailleurs attaqué lundi une base de l'armée irakienne au nord de l'Irak, tuant cinquante soldats et en capturant quatre-vingts, a affirmé, mardi, un porte-parole de ce mouvement.

Dimanche, les guérilleros kurdes ont abattu un chasseur bombardier Sukhoï-22 de fabrication soviétique avec un missile portable Sam-7, capturant vivant son pilote, le capitaine Salek Geboud Shejar, a également indiqué le porte-parole du PDK. Ce mouvement, dirigé par M. Mesoud Barzani, est surtout présent au nord du Kurdistan irakien, notamment près de la frontière turque. — (AFP, Reuters.)

Le conflit du Golfe

Deux morts à bord d'un pétrolier attaqué par les Irakiens

Deux marins philippins du pétrolier *United Venture* ont été tués, un autre blessé, et six membres de l'équipage sont portés disparus, à la suite du raid aérien irakien mené lundi 11 janvier contre ce navire immatriculé à Singapour (nos dernières éditions du 13 janvier), a indiqué un porte-parole de la compagnie chypriote Diana Shipping, propriétaire du navire. Le pétrolier a été touché à proximité de l'île de Lavan, au centre du Golfe. On compte quatre Grecs et deux philippins parmi les marins portés disparus.

A Rome, le ministre italien de la Défense, M. Valerio Zanone, a annoncé mardi une prochaine réduction des forces navales italiennes présentes dans le Golfe depuis octobre. Rome pourrait retirer dans un premier temps un navire de soutien logistique ainsi que l'un des trois chasseurs de mines italiens opérant dans la région aux côtés de trois frégates et de deux bâtiments de soutien.

Par ailleurs, la chaîne américaine ABC a affirmé, citant des sources proches des services de renseignements, qu'un cargo transpor-

tant des missiles chinois Silkworm, parli de Corée du Nord, venait d'arriver au port iranien de Bandar Abbas. La vente de tels missiles, qui ont notamment été utilisés par Téhéran contre le Koweït, a toujours été démentie par Pékin, alors que Washington a indiqué détenir les preuves que les livraisons de missiles chinois à l'Irak se poursuivaient.

Continuant sa tournée dans le Golfe, le président égyptien Hosni Moubarak s'est rendu mardi au Qatar, après avoir, la veille au Koweït, qualifié le pacte de défense arabe commune de « chiffon de papier » tant qu'un certain nombre de pays ne le respecteraient pas, et salué les efforts menés par la Syrie pour tenter de mettre un terme au conflit Irak-Iran. Au cours d'une conférence de presse donnée lundi à Koweït, le rais a cependant dénoncé implicitement l'aide accordée par Damas, l'adversaire le plus farouche de son pays dans le monde arabe, à l'Irak. Il s'est dit, toutefois, prêt à « porter les Syriens en triomphe » s'ils réussissent dans leur tentative de médiation entre Bagdad et Téhéran. — (AFP, Reuters.)

ÉGYPTE

Nouveaux affrontements entre étudiants et policiers

La police anti-émeute égyptienne a fait usage, le mardi 12 janvier, de gaz lacrymogène au cours d'affrontements avec des étudiants qui manifestaient pour exiger la libération de leurs camarades arrêtés la semaine dernière au cours de manifestations anti-israéliennes. Les bagarres entre forces de l'ordre et manifestants ont éclaté à l'université El-Haram du Caire, où avaient eu lieu de précédentes manifestations contre la répression de l'agitation

palestinienne dans les territoires occupés par Israël.

La police anti-émeute a chargé plusieurs centaines d'étudiants qui lançaient des pierres, scandant des slogans hostiles au gouvernement égyptien, et a interpellé plusieurs manifestants. Une vingtaine d'étudiants avaient été arrêtés après des manifestations dans cette même université, il y a une semaine. — (Reuters.)

M. Gorbatchev renvoie dos à dos la « droite » et la « gauche »

(Suite de la première page.)

L'absence de M. Alexandre Yakovlev, membre du bureau politique, théoriquement chargé de la culture et de la propagande, reste cependant inexplicable. Considéré comme l'un des principaux artisans de la glasnost, M. Yakovlev avait, en effet, assisté à la précédente rencontre de ce type.

Tout en exhortant la presse à se montrer toujours plus active dans la défense de la « perestroïka » à l'aube de sa « seconde phase » et dans l'explication pratique de la « démocratisation » et de la réforme économique pour les citoyens soviétiques, le secrétaire général du PCUS reconnaît à la fin de la réunion, dans ses remarques de conclusion, qu'il peut aussi se produire des situations dans lesquelles un démocrate s'imposera. « Le Politburo, le gouvernement, sont absolument certains que nous nous en sortons », déclare-t-il, ajoutant toutefois : « En abordant l'étape la plus complexe de la « perestroïka », lorsque nous nous heurterons à des problèmes nouveaux, nous n'allons donc pas paniquer ni nous énerver. Peut-être même devrons-nous battre en retraite s'il se révèle que nous avons fait une erreur. Nous ne devons pas avoir peur des erreurs ».

Le cas Eltsine

Les critiques de M. Gorbatchev à l'égard de la « gauche » visent de toute évidence M. Boris Eltsine, l'ancien chef du parti de Moscou, démis de ses fonctions en novembre. « La gauche dit que la reconstruction s'est arrêtée et demande des mesures plus énergiques. Cela s'est manifesté, en particulier, au plénum d'octobre du comité central (NDLR : lors duquel M. Eltsine a lancé ses attaques contre la direction du parti). Mais la phraseologie ultra-perestroïka s'est révélée vaine. Les représentants de la formule « révolutionnaire » n'ont ni l'emvergure ni la préparation nécessaires pour assumer des responsabilités ».

Bien sûr, reconnaît le chef du Kremlin, l'éviction de M. Eltsine a inquiété une partie de l'intelligentsia et tout particulièrement parmi les jeunes qui « l'ont ressentie comme un coup porté à la « perestroïka ». M. Gorbatchev s'inscrit évidemment en faux contre une telle interprétation.

Quant à la droite, elle s'inquiète qu'« on s'écarte de la voie du socialisme ». Faux, répond encore M. Gorbatchev, le socialisme s'est renforcé : « Certains disent : nous avons perdu quelque chose. Mais nous n'avons encore rien perdu d'important, et à mon avis nous ne perdrons rien si nous nous en tenons à la ligne de principe ».

Rompre le mécanisme de décelération

Pour M. Gorbatchev, la tâche la plus importante et la plus difficile aujourd'hui est de « rompre le mécanisme de décelération qui entrave encore le processus de reconstruction ». Il est à cet égard impérieux d'encourager les gens à travailler dans les nouvelles condi-

tions de la réforme économique et de la loi sur les entreprises d'Etat entrée en vigueur le 1^{er} janvier.

Ainsi le secrétaire général du PCUS regrette la sévérité, parfois gratuite à son avis, de la presse soviétique à l'égard de ceux qui échouent, notamment dans le domaine économique, pour avoir essayé dans des circonstances trop difficiles : « Il faut plus de compétences (NDLR : dans la presse), utiliser davantage d'experts et pas seulement ceux qui ont une longue expérience. Il faut que les gens entrepreneurs, prêts à prendre des risques

président de l'agence de presse Novosti, qui demande : « Toutes les erreurs que nous avons commises doivent appartenir au passé. Nous n'avons pas le droit de les renouveler, d'en faire d'autres et de les corriger dans dix ou quinze ans. Nous avons épuisé notre crédit de confiance au cours des années de l'équidistance. Aujourd'hui, nous ne pouvons écrire que la vérité. Si on ne peut pas dire toute la vérité, alors il vaut mieux ne rien dire pendant quelque temps pour pouvoir dire après tout ce qu'il est nécessaire de dire. » Ces derniers temps, a pour-

les connaissances nécessaires si le sens de la responsabilité, et pour tant ils traitent de l'histoire d'un grand pays et du parti... Ce qu'il nous faut, c'est de la rigueur, de la précision, de la mesure. » M. Afanassiev vise évidemment le dramaturge Mikhaïl Chatrov, dont la pièce *Plus loin, plus loin, plus loin* (le Monde du 6 janvier) a d'ailleurs fait l'objet d'une critique négative dans la Pravda, lundi 11 janvier.

Le compte rendu de cette réunion avec M. Gorbatchev ne donne cependant pas le détail de l'attaque de M. Afanassiev contre M. Chatrov. M. Gorbatchev va donc revenir dans sa conclusion sur le thème de l'histoire.

Il rappelle qu'il a tracé les grandes lignes du processus de réexamen de l'histoire dans son discours du 2 novembre, prononcé pour le 70^e anniversaire de la Révolution. « Mais il ne doit pas y avoir d'excès, avertit-il. On ne doit permettre ni injustice ni manque de respect à l'égard d'individus et à l'égard d'une génération tout entière. Cela serait un crime ».

Mais, précise en même temps M. Gorbatchev, « toute atténuation de l'histoire est inacceptable. Nous apprécions tout ce qui a été grand dans notre histoire, mais nous ne pouvons oublier ceux qui ont perpétré des crimes », une référence évidente à la période stalinienne. La commission créée en novembre sur l'évaluation de la période stalinienne fonctionne, assure M. Gorbatchev, et les premiers résultats de ses travaux seront « probablement publiés avant la conférence du parti », en juin.

Le bureau politique a d'ailleurs discuté, lors d'une récente réunion, de la rédaction d'une nouvelle histoire du Parti communiste soviétique. A cette fin, dit encore M. Gorbatchev, « il est nécessaire de créer une bonne équipe qui comprendrait des gens compétents, créatifs et honnêtes. Elle doit comprendre un groupe d'auteurs, mais aussi probablement la commission du comité central » créée en novembre pour les questions historiques.

SYLVIE KAUFFMANN



au nom de la « perestroïka », puissent chercher de nouvelles approches sans crainte. » La presse doit reconnaître ces gens et les appuyer », a poursuivi M. Gorbatchev, avant d'ajouter : « Il est nécessaire, camarades, de lutter jusqu'au bout avec chaque protagoniste de la « perestroïka ».

Rappelant toutes les lenteurs, l'insécurité et les obstacles qui se dressent encore sur son chemin, M. Gorbatchev demande, une fois de plus, deux ou trois ans pour la mise en œuvre de la « perestroïka ». D'ici là, il pose le jalon de la conférence fédérale du parti, prévue en juin : la démocratisation en sera le thème principal, dit-il, et couvrira le système électoral, la réforme judiciaire et « l'amélioration des organes de contrôle de l'Etat ».

« Rejeter tout ce qui est négatif »

Prenant ensuite la parole, les responsables de la presse parlent beaucoup à M. Gorbatchev du débat en cours sur le réexamen de l'histoire, laissant percer d'ailleurs à ce propos des divergences notables d'opinion. Leurs lectures les interrogent étonnamment à ce sujet. Le rédacteur en chef, M. Vitali Korotitch, de l'hebdomadaire *Ogoniok*, l'organe de presse le plus fervent de la « glasnost », avec les *Nouvelles de Moscou*, demande, par exemple, « davantage de réhabilitations de manière plus intensive » des victimes de la terreur stalinienne, avant d'exprimer son inquiétude à l'égard d'« accusations » qui ressemblent à des étiquettes « comme celles de terreur libérale ».

M. Korotitch trouve un appui en la personne de M. Valentin Faline,

suivi M. Faline, nous avons tendance à battre notre coulpe mais nous avons seulement en vue l'histoire de l'URSS et de la Russie. Il y a aussi des événements à l'extérieur qui ont influé sur nos réalités ».

M. Gorbatchev répond à cela : « Nous avons soumis nos erreurs à une analyse audacieuse. Il faut rejeter tout ce qui est négatif dans les années 30-40 jusqu'à la période de stagnation » (la période brejnevienne).

Le rédacteur en chef de la Pravda, M. Viktor Afanassiev, se montre en ce qui le concerne un peu moins audacieux dans son évocation des « pages blanches » de l'histoire : « Certains auteurs, dit-il, qui abordent certains sujets n'ont pas toutes

URSS

Le chef du PC ouzbek relevé de ses fonctions

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

M. Inamjon Ousmankhodjaev aura fait une carrière aussi brève que peu glorieuse à la tête du Parti communiste de la République d'Ouzbékistan, en Asie centrale soviétique : la presse a annoncé, mercredi 13 janvier, son remplacement au poste de premier secrétaire, après quatre ans de services, par M. Rafik Nishanov, qui occupait jusqu'ici les fonctions de président de la République d'Ouzbékistan. Officiellement relevé de ses fonctions pour « raisons de santé », lors d'un plénum du comité central du

PC ouzbek à Tachkent, le 12 janvier, M. Ousmankhodjaev, dont les cinquante-sept ans justifiaient difficilement un départ spontané à la retraite, paie son incapacité à mettre de l'ordre dans les affaires de corruption qui empoisonnent la vie politique de la République depuis des décennies (le Monde du 1^{er} janvier). Il paie sans doute aussi les très mauvais résultats de la production de coton d'Ouzbékistan ces dernières années.

M. Ousmankhodjaev avait succédé, en novembre 1983, à Chiraf Rachidov, qui avait régné en maître sur le parti, les affaires et les ponts-de-vin en Ouzbékistan pendant vingt-quatre ans, avant de mourir d'une crise cardiaque. Six mois plus tard, il lançait une vaste campagne « anticorruption » dont les résultats, en particulier dans le domaine du coton, devaient malheureusement se faire attendre, en dépit de quelques condamnations spectaculaires et d'exclusions massives du parti.

Il avait aussi le handicap d'avoir été élu premier secrétaire avant l'arrivée au pouvoir à Moscou de M. Mikhaïl Gorbatchev.

Les lenteurs de l'Ouzbékistan à appliquer « perestroïka » et « glasnost » ne sont pas passées inaperçues, en particulier dans la presse soviétique. Mardi encore, la Pravda consacrait toute une colonne au scandale des lycées ouzbeks, envoyés récolter le coton, contrairement à une décision prise par le bureau politique communiste local en août 1987.

Le nouveau premier secrétaire, M. Nishanov, également ouzbek, présente l'avantage d'avoir été relativement à l'écart de la corruption ambiante. Il a fait une grande partie de sa carrière à l'étranger comme ambassadeur d'Union soviétique, de 1970 à 1985, à Sri-Lanka et aux Maldives, puis en Jordanie. Revenu en Ouzbékistan en 1985 pour occuper le poste de ministre des affaires étrangères locales, il avait accédé, en décembre 1986, à l'âge de cinquante ans, au poste de président de la République.

S. K.

Afrique

ÉTHIOPIE : le chef de l'Etat refusant de le recevoir

M. Chester Crocker annule sa visite

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour l'Afrique, M. Chester Crocker, a annulé une visite prévue en Éthiopie après que le chef de l'Etat éthiopien, M. Mengistu Haile Mariam, eut refusé de le recevoir, a indiqué, le mardi 12 janvier, le département d'Etat. M. Crocker se rendra seulement en Somalie et au Kenya.

Il a décidé qu'il n'avait « plus de raison d'aller à Addis-Abeba », après avoir été informé que M. Mengistu ne le recevrait pas. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a ajouté qu'il n'était pas surpris que le chef de l'Etat éthiopien n'ait pas voulu voir le diplomate américain. « Ce n'est pas la première fois qu'il refuse de discuter des problèmes et des divergences » qui séparent les deux pays, a-t-il dit.

Un autre responsable du département d'Etat, qui a requis l'anony-

mat, a précisé que M. Crocker avait reçu avant son départ des assurances qu'il pourrait voir M. Mengistu. Les deux hommes devaient s'entretenir des questions régionales et de la famine en Éthiopie.

Les autorités éthiopiennes n'ont pas fourni d'explications. Elles se sont bornées à préciser que M. Mengistu n'était pas libre. Le chef de l'Etat éthiopien n'a jamais rencontré de hauts responsables du département d'Etat, mais il a reçu des officiels américains chargés de l'aide alimentaire à l'Éthiopie et des membres du Congrès.

M. Redman a déclaré que l'annulation de la visite n'affecterait pas l'aide humanitaire américaine. Les États-Unis avaient annoncé, en décembre, l'octroi d'un don de 105 000 tonnes de produits alimentaires pour lutter contre la famine en Éthiopie. — (AFP.)

EN BREF

● MOZAMBIQUE : combats meurtriers. — La Résistance nationale mozambicaine (RENAMO), qu'on soutient par l'Afrique du Sud) a affirmé, mardi 12 janvier, à Lisbonne, avoir tué quarante-trois Zimbabwéens, dix-huit Tenzaniens et vingt-trois soldats gouvernementaux mozambicains dans le centre et le nord du Mozambique entre le 1^{er} et le 9 janvier.

Dans un communiqué parvenu au bureau de l'AFP à Lisbonne, le RENAMO affirme, en outre, avoir pris, pendant la même période, trois garnisons de l'armée mozambicaine : à Espungabera, près de la frontière avec le Zimbabwe, à Mungerins (toutes deux dans la province de Manica, centre du Mozambique) et à Namatiti (province de Nampula, nord-est du pays). — (AFP.)

● RECTIFICATIF. — La visite en France de M. Bacouche, premier ministre tunisien, n'aura pas lieu le 5 février, comme il a été mentionné par erreur dans nos éditions du 12 janvier, mais bien le 16 janvier ainsi que nous l'avions indiqué auparavant.

● KENYA : un ministre flogé. — Le ministre du logement et du plan, M. Elud Mwangura, a été démis de ses fonctions, le mardi 12 janvier, par le président Daniel

Arap Moi. Selon la radio nationale, le président a aussi changé d'affectation le ministre d'Etat de la sécurité, M. Justus Ole Tipis, en le nommant au poste de ministre délégué. Aucune explication n'a été fournie sur le limogeage de M. Mwangura. (AFP.)

● JAPON : la santé de l'empereur Hirohito. — L'empereur Hirohito n'a pas participé — comme il en avait l'habitude — au concours annuel de poésie traditionnelle organisé au palais impérial mardi 12 janvier. Le souverain nippon, opéré en septembre dernier du pancréas, a cependant communiqué son poème, un tanka de treize et un pleon d'ing vers, sur le thème retenu cette année, « la voiture », dont voici la traduction :

« Montant à bord des chemins
(de fer nationaux,
Je pense au monde
De mon grand-père »

[L'empereur Meiji].
L'impératrice Nagako, également malade, s'est pour la première fois abstenue de composer un poème. L'empereur, qui est âgé de quatre-vingt-six ans, avait repris certaines fonctions officielles depuis décembre ; mais sa santé continue de préoccuper les Japonais, dont beaucoup mettent en doute les communiqués rassurants publiés par la Maison impériale. — (AFP.)

(Publicité)
GORBATCHEV A ARARAT : OUI, MAIS...
Le NUMÉRO UN soviétique indicé sur plusieurs points le soutien traditionnel de Moscou à l'OLP (Organisation de libération de la Palestine).
Dans le numéro de janvier d'ARABES, en kiosque et en librairie
78, rue Joffroy, 75017 Paris
Tél. : 46-22-34-14.

isth Institut privé des Sciences et Techniques Humaines depuis 1954
NOUVEAU PROGRAMME 1988
SCIENCES-PO
• Méthode de l'analyse et de la synthèse
• Méthodologie de la dissertation
• Mises à niveau en langues vivantes
Tous de résultats confirmés
ENTRÉE EN AP
• Année capitale OCTOBRE-JUIN
• Session novembre - JANVIER • JUIN
• Session d'attente JUILLET-AOÛT
TEL. : 42.24.10.72
45.85.59.35

Europe

ITALIE

Les partis politiques en quête d'une solution de rechange au gouvernement Gorla

De plus en plus insatisfaits du manque de marge de manœuvre dont dispose l'équipe au pouvoir pour s'attaquer aux réformes dont le pays a besoin, les dirigeants démocrates-chrétiens espèrent obliger le chef du Parti socialiste italien, l'ancien premier ministre Bettino Craxi, à reconsidérer son refus de participer à un gouvernement qui dirigerait l'ancien président de la DC, M. De Mita. Réunis, mardi 12 janvier, en séance, ceux-ci se sont cachés pas de considérer que les jours du jeune premier ministre actuel, M. Giovanni Gorla, étaient désormais comptés.

ROME
de notre correspondant

En ce début d'année, une raison tend à créer un climat de fin de règne autour du jeune chef de gouvernement démocrate-chrétien : la consistance que prend depuis quelques semaines dans la classe politique le thème de la réforme constitutionnelle. Le Monde du 31 décembre) pousse les États-majors à évaluer d'autres solutions que celle, précaire d'ici le départ, du gouvernement que dirige M. Gorla depuis l'été dernier.

Si les réflexions menées sur d'éventuelles modifications des règles du jeu (par exemple celle du système électoral proportionnel) par les trois principaux partis (démocrate chrétien, PC et PS) devaient

prendre un peu de corps, ce n'est pas un cabinet de coalition sur un programme très strictement délimité qui pourrait mener l'affaire à bien. Même si les modifications à venir ne devaient pas toucher la Constitution, l'évidence politique aussi bien que la tradition assez consensuelle de la péninsule imposeraient un accord des trois grandes formations « populaires ». Il est dès lors tentant de passer le gouvernement Gorla par profits et pertes — en lui accordant un sursis cependant : le temps de voter le budget 1988, qui, à cette mi-janvier, est encore assez loin de la ligne d'arrivée.

Un incident de parcours dans la course d'obstacles qui constitue le débat sur la *finanziaria*, le mardi 12 janvier, fait bruiser le palais : un décret-loi visant à créer un fonds pour l'emploi des jeunes à partir de cotisations patronales, nappées destinées à la création de logements populaires, a été bloqué par le Parlement à qui le gouvernement demandait d'en faire une loi. Le ministre du travail, M. Rino Formica — membre jadis du Parti socialiste au sein du gouvernement, — qui défendait ce projet, a aussitôt accusé de complot une conjonction contre nature d'opposants communistes et de « franges-tirées » démocrates-chrétiennes. Claquant la porte de la Chambre, il a refusé de paraître l'après-midi au conseil des ministres.

JEAN-PIERRE CLERC.

ESPAGNE

Cinq des six formations politiques basques condamnent l'ETA militaire

Après l'accord antiterroriste signé le 5 novembre dernier par les partis nationaux, les formations politiques basques ont adopté à leur tour un « accord pour la normalisation et la pacification d'Enskadi ». Ce document a été signé le mardi 12 janvier, après de laborieuses négociations, par cinq des six principaux partis représentés au Pays basque, la coalition radicale Herri Batasuna, proche de l'ETA militaire, s'étant abstenue.

VITORIA
de notre envoyé spécial

Le président du gouvernement autonome basque, M. José Antonio Ardanza, n'a pas craint de reconnaître l'importance de cet accord. « Le Pays basque est désormais différent de ce qu'il était jusqu'ici », a-t-il affirmé. Il est vrai qu'il s'agit là sans doute du document le plus ambitieux jamais adopté dans la région depuis le statut de Guernica, qui restait, il y a onze ans, au Pays basque son autonomie. Reste qu'il n'a pas été approuvé sans mal : il aura fallu, pour y parvenir, plus de trois mois de négociations et de réunions marquées souvent tumultueuses, qui auront permis pour la première fois depuis longtemps à

toutes les forces basques, nationalistes comme non nationalistes, de débattre en profondeur de la situation dans leur région. Le document adopté, qui le reconnaît nationaliste Euzko Alkartasuna, a signé avec une clause de réserve, constitue avant tout une condamnation de l'ETA militaire. Certes, il aborde également les problèmes de l'économie. Mais les socialistes basques ont obtenu que les deux concepts soient clairement différenciés l'un de l'autre. Ainsi, les signataires reconnaissent sans équivoque que les revendications du nationalisme basque « ne peuvent en aucun cas être considérées comme une justification du terrorisme ou comme une contrepartie ou monnaie d'échange destinée à obtenir la fin de la violence terroriste ». Les nationalistes acceptent également la thèse des socialistes selon laquelle la violence, loin de favoriser l'autonomie, constitue désormais un « important obstacle » sur la voie qui y mène.

Tout en admettant par ailleurs la possibilité d'une « ligne à la violence par la voie du dialogue », le document précise que « les problèmes politiques doivent être uniquement résolus par les représentants légitimes de la volonté populaire ». Une formule qui, comme le souhaitent les socialistes, exclut théoriquement toute négociation de type politique avec l'ETA militaire. Les nationalistes les plus radicaux ont également accepté une autre concession en renonçant à toute allusion, fût-elle indirecte, au droit à l'autodétermination. Quant au thème conflictuel de la Navarre, dont les nationalistes demandent l'inséparation au sein du Pays basque, il a donné lieu à un laborieux compromis : le texte prévoit « l'intensification des relations » entre les deux régions mais rappelle que toute décision de rattachement ne pourrait être prise qu'après consultation des Navarrais par référendum.

En échange de ces concessions des nationalistes, les socialistes acceptent, pour leur part, la création d'une commission parlementaire qui aura pour objectif d'examiner la manière dont l'autonomie basque se développera jusqu'à son terme. En attendant, le gouvernement basque assurera davantage de prérogatives dans la lutte antiterroriste.

« Ce document est important car il montre que l'ETA est isolée au Pays basque », affirmait le président du PNV (Parti nationaliste basque), M. Xavier Euzkadi. Il est vrai qu'à cet égard l'accord conclu à Vitoria est politiquement plus significatif que celui de Madrid. Même si les difficultés qu'il a posées rappellent que les divergences n'ont pas pour autant disparu comme par enchantement entre nationalistes et « espagnolistes ». Et même si, comme l'a rappelé M. Ardanza, « un document ne suffit hélas pas à lui seul à mettre fin à la violence, même s'il peut y contribuer ».

THERRY MALINIAK.

BELGIQUE

Intolérance

BRUXELLES
de notre correspondant

La querelle des Fourons — cette commune de cinq mille habitants rattachée à la Flandre en 1973, mais dont la majorité des habitants souhaitent retourner dans la province francophone de Liège — peut souvent prêter à sourire par certains de ses aspects clochardésques. Ce qui s'est passé, le mardi 12 janvier, à Fourons-le-Comte, n'est pourtant pas drôle.

La famille de Philippe Vandenberg, un jeune habitant du village, mort accidentellement la veille, dans sa vingt-huitième année, souhaitait que, avant que leur fils ne soit porté en terre, une cérémonie ait lieu dans l'église du village, où Philippe Vandenberg s'était marié quelques années auparavant. Un prêtre francophone avait accepté de célébrer l'office. Malheureusement, les prêtres flamands ont refusé de « prêter leur église pour cette cérémonie. C'est le règlement ; ici, les masses se font en flamand », a répondu le curé de Fourons-le-Comte.

J.-A. F.

Asie

INDE

Querelle politique... et familiale en Haryana

NEW-DELHI
de notre correspondant

La crise couve en Haryana, où le « ministre en chef », M. Devi Lal, est menacé par les ambitions de ses propres fils, pour qui le « vieux lion » (surnom de son père) a fait son temps.

Histoire classique, bien dans la manière des successions dynastiques caractéristiques de la vie politique indienne et qui s'est transformée en crise politique : le 7 janvier, le gouvernement local a démissionné pour réaffirmer sa « solidarité » avec le « père de l'Haryana ». But de la manœuvre : réaffirmer qu'il n'y avait qu'un seul « patron », lui.

Après le raz de marée électoral de juin dernier, qui lui avait permis de rassembler 77 des 90 sièges de l'Assemblée locale, M. Devi Lal, l'un des principaux leaders du Lok-Dal, s'était, au sens propre du terme, « installé » à la tête du gouvernement local avec son clan. Deux de ses quatre fils, MM. Om Prakash Chautala et Rajiv Singh, politiciens aux dents longues et hériers pressés, s'étaient propulsés aux leviers de commande, profitant à l'époque d'un relatif effacement de la scène politique de leur père pour raisons de santé. Les deux hommes ont très rapidement accru leur influence, prenant le titre de groupes de pression financiers. En bon chef de clan, M. Devi Lal n'a pas oublié ses autres fils, cousins et neveux. Selon ses ennemis, il aurait ainsi placé quelque cent cinquante membres de sa « famille élargie » à des postes de responsabilité hautement lucratifs.

M. Devi Lal n'a jamais caché ses convictions : pour ne pas être trahi (l'Haryana est réputé détenir une sorte de record en matière de défections et de corruption politique), mieux vaut s'entourer de ses proches. Evidemment avec un « esprit de famille » aussi développé, il ne restait pour ceux qui avaient contribué à sa victoire que les miettes du gâteau. D'où la jalousie des politiciens locaux, victimes de ce nepotisme. S'ajoutant à cette crise les allégations selon lesquelles le clan Devi Lal a effectué des acquisitions foncières à des conditions tout à fait préférentielles...

M. Devi Lal se trouvait donc confronté à une double menace : celle de ses fils d'abord, dont la « clientèle » politique menaçait d'être plus influente que la sienne, celle des barons locaux ensuite, qui, faute d'oser attaquer de front le vieux leader, ont répondu le bruit que celui-ci n'avait plus d'autorité. Le ministre en chef vient apparemment de prouver le contraire : ses fils sont ostensiblement allés à Canossa en annonçant qu'ils démissionnaient de leur mandat, et ses ministres se disent prêts au « sacrifice ».

Mais chacun sait que le coup de gueule de M. Devi Lal ne peut dissimuler une évidence : la succession est déjà ouverte. La presse, d'autre part, ne se prive pas de rappeler les méthodes à la hussarde qui ont si bien réussi à M. Devi Lal dans sa carrière politique. Et de conclure : « Tel père, tel fils ».

LAURENT ZECCHIN.

Amériques

SURINAME

M. Shankar élu président de la République

Paramaribo. — L'Assemblée nationale du Suriname, issue des élections du 25 novembre dernier, a choisi à l'unanimité l'ancien ministre de l'Agriculture comme nouveau président du pays devant succéder le 25 janvier prochain au lieutenant-colonel Desiré Bouterse. M. Shankar, un ingénieur agronome âgé de cinquante ans, appartient au parti indien VHS, qui représente la communauté ethnique la plus importante du pays. Le VHS avait formé avec deux autres partis traditionnels, le NPS (créole) et le KPTI (javanais), un Front démocratique, opposé aux autorités militaires issues du coup d'Etat de 1980, qui avait remporté quarante des cinquante et un sièges de la nouvelle Assemblée.

M. Henck Arron (NPS), un banquier de cinquante et un ans qui exerçait les fonctions de premier ministre au moment du coup d'Etat, a, pour sa part, été nommé vice-président du Suriname. Il assurera aussi les fonctions de chef du gou-

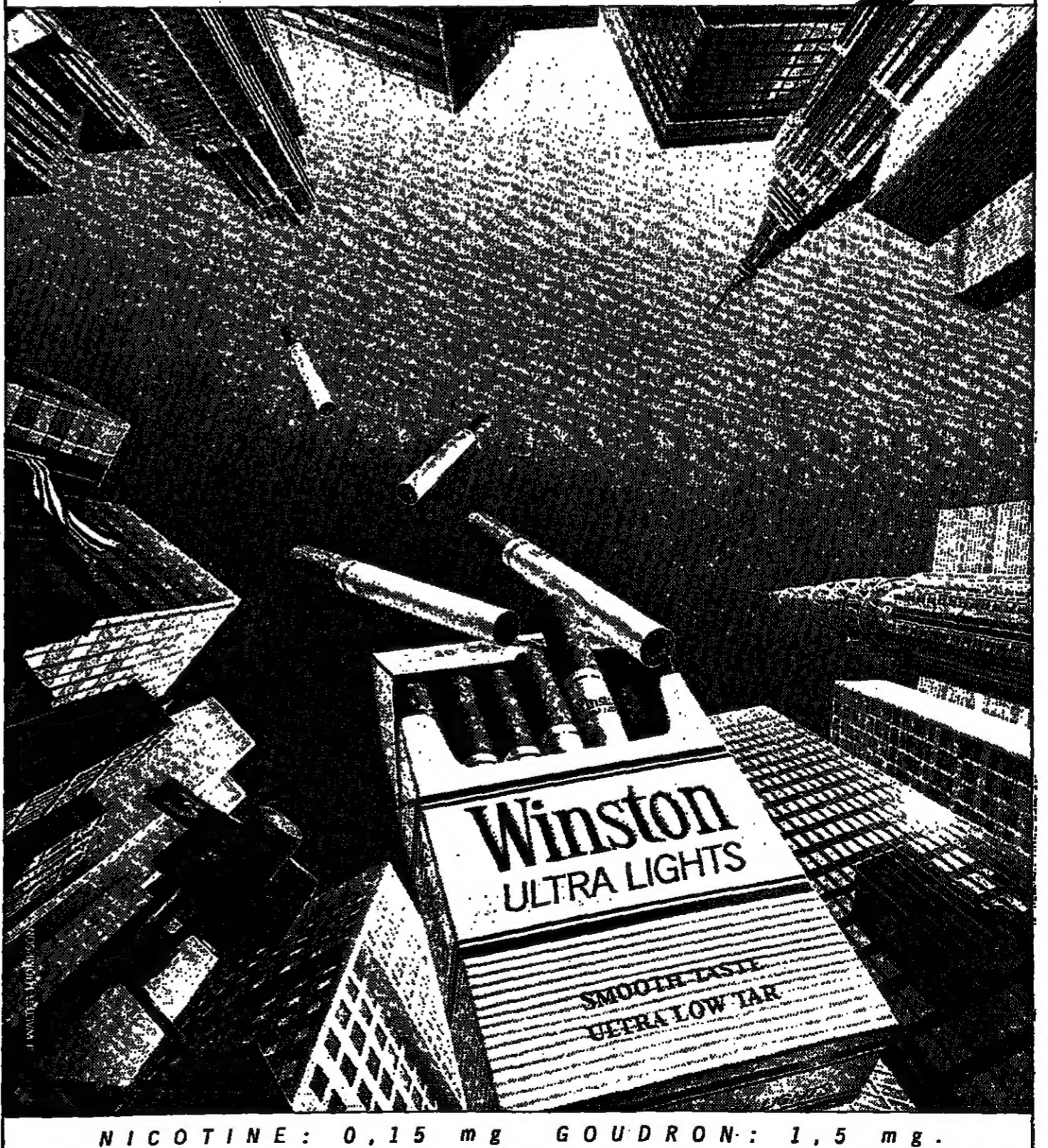
vernement. Il est prévu que le parti de M. Shankar et celui de M. Arron détiennent chacun cinq des treize portefeuilles ministériels, les trois derniers allant au parti javanais. M. Shankar, dont la durée du mandat est fixée à cinq ans par la Constitution, devra affronter, outre une forte dégradation de la situation économique, la rébellion de la guérilla dirigée par Ronnie Brunswick et la situation des réfugiés surinamais en Guyane française, dont le nombre, en augmentation constante, dépasse aujourd'hui les neuf mille personnes. Les rapports avec l'ancienne colonie néerlandaise, réduits au minimum à la suite du coup d'Etat, devront aussi être réexaminés pour l'éventuelle reprise de l'aide au développement autrefois accordée par La Haye. Dans ce contexte, l'attitude future du lieutenant-colonel Bouterse et de l'Armée du Suriname sera déterminante pour le bon déroulement du retour à la démocratie. — (AFP, Reuters, UPI.)

Le Monde
sur minitel

ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS

au Monde et à ses publications
36.15 TAPEZ LEMONDE puis AB0

WINSTON
ULTRA LÉGÈRES



NICOTINE : 0,15 mg Goudron : 1,5 mg.

هكذا من الاصل

Enquête

La mise en place de la machine électorale

Le rêve des démocrates : reconquérir le Sud

ATLANTA
de notre envoyée spéciale

ENTRE deux symposiums de chirurgiens ou d'agents d'assurances, Atlanta, qui s'est fait de l'hébergement de congrès en tout genre une spécialité lucrative, se prépare à accueillir ce qui sera le clou de sa saison : la convention du Parti démocrate, en juin prochain. Un événement à la mesure des hôtels hypertrophiés de la capitale géorgienne : à celle aussi de l'attente du « Sud profond » à l'approche des élections.

Car le hasard, c'est-à-dire de

ment parler pour ou contre les démocrates. Tant il est vrai qu'ils ont, pendant des décennies, gouverné sans partage, envoyant trôner au Congrès pendant plus d'un quart de siècle les mêmes sénateurs réels de mandat en mandat, presque à vie. Aujourd'hui pourtant, les inconditionnels du Parti démocrate se font rares. Les grands dinosaures du Congrès ont disparu. Après vingt ans de Sénat, le dernier de la dynastie des Talmadge, Herman, qui avait « hérité » de son père Eugene le gouvernorat de Géorgie, écrit ses Mémoires près du petit lac qui porte son nom, et, à quatre-vingt-six ans,

le sénateur John Stennis, le patriarche du Mississippi, songe enfin à la retraite. D'autres, totalement désorientés, sont passés depuis longtemps à l'ennemi, tel M. Strom Thurmond, l'immortel sénateur de Caroline du Sud devenu républicain en 1964. Enfin et surtout, exception faite de l'élection, en 1976, de Jimmy Carter, l'enfant du pays, le Sud a toujours voté à l'élection présidentielle pour le candidat du Grand Old Party (GOP) républicain.

Les démocrates sudistes, bien que peu optimistes quant au résultat, ont décidé que 1988 serait l'année de la « reconquête ».

Ce qu'ils ont à dire, c'est que le parti, au lieu de concocter sa politique nationale dans les salons de la gentry de la côte est, ou les bunkers syndicaux du Midwest, devrait prendre un peu plus en compte la sensibilité du Sud. Celle d'un conservatisme bon teint certes, mais nuancé et très éloigné en tout cas des dévotions « libérales et passives » du dernier candidat à la présidence, M. Walter Mondale. Le mot même de « libéral », ici, paraît déplacé : « Dites plutôt progressiste », avait conseillé, gêné, M. Bryan Martin, le numéro deux du Parti démocrate dans le Mississippi.

Est-ce un hasard ? Depuis la débâcle de 1984 face à M. Ronald Reagan, les plus ardens révisionnistes, ceux qui ont créé à l'intérieur du parti cette machine de guerre qu'est le Leadership Council pour promouvoir ces valeurs médianes, mainstream (accapées par les républicains), sont tous des témoins sudistes : de M. Charles Robb, l'ancien gouverneur de Virginie, au sénateur de Géorgie Sam Nunn. « Il fallait bien changer », conclut M. Nunn. Mais les gens du Sud voulaient rester démocrates mais ils ne se reconnaissent plus dans le parti. Malheureusement pour cette nouvelle race de démocrates, prêts à presque tout pour se « recréer », la place est déjà prise... par les républicains. Une classe moyenne, inexistante jusqu'ici, s'est créée.

La grande force des républicains explique encore M. Steve Suitts, vice-président de la politique du Sud, a été de répondre aux

besoins conservateurs et bien-pensants de cette nouvelle bourgeoisie, au moment justement où les démocrates étaient déchirés à la suite de leur grand virage libéral. Le GOP a évolué vers un parti qui a trouvé structures et identité au centre. Au point que ceux-là mêmes qui avaient rejeté il y a seulement huit ans, aux élections de 1980, M. George Bush comme un « mob gauchiste » s'approprient aujourd'hui à la plébisciter. Les « ultras » et les fondamentalistes qui avaient fait dans les années 60 les beaux jours d'un Barry Goldwater, le sénateur de l'Arizona promu candidat républicain à l'élection de 1964, font presque figure de marginaux.

Détruire les républicains sera d'autant plus difficile que Sam Nunn, le candidat pour lequel les démocrates du Sud avaient construit tout ce bel édifice électoral, a décidé de ne pas se présenter. Reste dans la palette insipide des aspirants démocrates à la Maison Blanche un Gary Hart trop imprévisible, un Michael Dukakis résolument trop « côte est ». Peut-être un Albert Gore ? Celui-là au moins est presque de la famille ; le Tennessee, c'est à côté. Le sénateur Gore, dont l'aïeul majeur, à trente-neuf ans, est sur-

tout d'être le fils de son père (encore une dynastie sudiste), manie avec adresse un « populisme raisonné » sans emphase, mais bien ciblé, s'intéressant aussi bien aux excès de gouvernement qu'aux déchets toxiques. Toutefois, bien qu'il ait choisi de dépenser les 2,3 millions de dollars de sa cagnotte électorale dans les Etats concernés par Super Tuesday, le jeune M. Gore manque un peu de carrure. D'aucuns n'ont pas oublié non plus la saynète électorale à laquelle il s'est livré dans les années 70, lorsque son père tentait de se faire réélire sénateur du Tennessee. Un morceau d'anthologie publicitaire. Le père trônant sur un cheval blanc disant au fils sauglé dans un uniforme : « Fils, aime et sers toujours ton pays ! ». Et ce à une époque où les Gore, père et fils, étaient publiquement opposés à la guerre du Vietnam.

Un cadeau empoisonné

Enfin, pour brasser encore un peu plus les cartes, les Noirs, qui dans le Sud représentent entre 20 % et 30 % de l'électorat, en tendant ostensiblement la main aux démocrates, leur ont fait un cadeau empoisonné. La cagnotte 86 des sénateurs démocrates du Sud a été entièrement flue grâce au vote des Noirs. Que ce soit M. Wyche Fowler en Géorgie, ou M. John Breaux en Louisiane. Certes, le phénomène n'est pas nouveau, même un vieux ségrégationniste « historique » comme le gouverneur Wallace dans l'Alabama avait dû sa réélection en 1962 au vote noir.

Toujours est-il que les démocrates ont dû renvoyer l'ascenseur. Et ce n'était pas facile ! Surtout en ces temps de « recensement » du parti lorsqu'il faut en passer par les volontés d'alliés irréductiblement plus libéraux que vous. A la surprise générale, contraints et forcés peut-être, mais avec un bel ensemble, quatorze sénateurs démocrates sudistes ont voté contre la nomination du juge conservateur Bork à la Cour suprême. M. John Stennis le patriarche en tête. Un rude coup pour le président américain : la coalition traditionnelle entre les démocrates du Sud et les républicains était définitivement rompue. Pour les Noirs, habitués jusqu'ici aux inevitables marchandages de la politique locale dominée largement par les démocrates, c'était la première fois qu'ils faisaient valoir leur point de vue sur la scène nationale.

Une bataille historique, commente M. Harold Fleming, un libéral impénitent retiré à Washington, dans la tour d'ivoire de son institut de réflexion. Les Noirs, au fur et à mesure qu'ils s'inscrivent sur les listes électorales après 1965, ont pu mesurer du doigt leur pouvoir. Effarés ils criaient victoire quand un vieux ségrégationniste comme Strom Thurmond, après avoir fait campagne contre les « niggers », en venait au fil des jours à prendre mesure sur mesure en leur faveur. Aujourd'hui, grâce à leur influence sur les élus du Sud, c'est toute la politique de Ronald Reagan qu'ils ont mise en échec.

Cette victoire, le révérend Joseph Lowery n'en est pas encore revenu. Dans son petit bureau encombré qui fait face à l'église où prêche Martin Luther King, son prédécesseur à la tête de la Southern Christian Leadership Conference, le vieux militant des droits civiques contemple avec réflexion le chemin parcouru : « Hey man ! On en a gagné du terrain ! »

et les Etats à faible population noire où ils peuvent se livrer sans contraintes à leurs nouveaux rêves d'une « nation entièrement blanche ».

Pourtant, ce pouvoir politique n'arrive pas à se traduire en termes économiques. « Ils ont eu les droits civiques, qu'ils nous laissent le droit à l'entreprise privée ! », ironise un républicain du Mississippi. Ainsi, à Atlanta, où de l'avenue de M. Joseph Lowery « les Noirs ont quinze ans d'avance sur le reste du Sud », l'industrie de la construction, la plus prospère, leur échappe totalement. Et s'il parle d'élection présidentielle, c'est presque à regret, comme d'une chose accessoire, ou pour souligner « la grande frustration » des Noirs en 1984 : « A quoi ont donc servi les quatre cents délégués gagnés par Jesse Jackson à la convention démocrate de San Francisco ? »

« Avoir des principes politiques permanents, oui, dit aussi le révérend Lowery, mais surtout pas d'allégeance systématique. » La médiane des Noirs à l'égard des démocrates est réelle même si chacun trouve dans cette association de circonstance un pis-aller. A cela près que les démocrates doivent jouer plus serré encore pour éviter que l'électorat ne finisse par se diviser en deux camps : le vote noir et le vote blanc. « Le danger dans le Sud est de voir reconnaître M. Holding Carter III, l'héritier d'une ancienne famille de la gentry sudiste, dont le journal, le Delta Democratic Times, a défendu au cours du Mississippi la longue marche pour les droits civiques. Si les démocrates ont l'air trop inféodés aux Noirs, les Blancs n'ont pas voter aux primaires démocrates. »

Dans ces conditions, le grand gagnant serait le pasteur noir Jesse Jackson, dont la primauté exemplique est encore un peu plus les chances de succès à long terme des démocrates. Non que « Jesse » ait spécialement bonne presse à Atlanta où, à l'ombre du mausolée de Martin Luther King, les anciens compagnons de route du martyr de la cause noire n'oublient pas ses fanfarmanes. Il s'était vu d'avoir tenu King moult tant dans ses bras un jour d'avril 1968. Ils n'ont pas oublié non plus son apparition le lendemain devant les télévisions en tee-shirt ensanglanté alors qu'il s'était même pas aux côtés de King quand celui-ci est tombé.

« Petits Blancs »

Fanfaron, peu fiable, plus apte à servir ses propres intérêts ? Peut-être, mais M. Jesse Jackson est aussi le seul à pouvoir donner une véritable voix aux Noirs dans le prochain débat politique. D'autant que, avec beaucoup d'intelligence, M. Jackson a senti le danger : sa version 1988, cheveu court, cravate et poches assorties, se veut rassurante. Après sa coalition des « laissés-pour-compte de toutes races », le pasteur fait appel à l'électorat blanc. Il ne prêche plus la justice raciale mais la justice économique. Un slogan-marketing qui a merveilleusement porté dans l'Iowa auprès des fermiers et des éleveurs de porcs enlaidis, ravés d'entendre que « les riches allaient payer ».

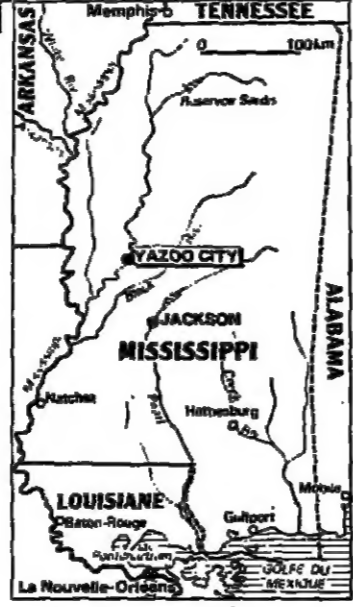
Auprès des « petits Blancs » du Sud, ouvriers agricoles de Géorgie ou planteurs du Delta à la dérive, l'argument populiste par excellence passe bien, c'est le message qui ne passe pas. Jesse est un candidat trop exubérant, trop dérangeant, paradoxalement dans le Sud pour parvenir à réunir sur un même vote les plus démunis, qu'ils soient noirs ou blancs. Et puis un « Noir de gauche », c'est un peu prématuré ici... », soupire M. Holding Carter. Et d'ajouter, en ne riant qu'à moitié : « Parfois, je me surprends à espérer qu'un républicain l'emporte encore cette fois-ci, ça nous donnerait peut-être le temps d'être enfin prêts. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS.



solides marchandages politico-économiques, à vouloir que cette année les trois temps forts de cette interminable campagne présidentielle aient pour cadre le Sud. En lever de rideau, mardi 8 mars, dit Super Tuesday, quatorze Etats sudistes tiendront simultanément leurs primaires ; puis, après la convention démocrate d'Atlanta, cet été, ce sera le tour de New-Orléans d'abriter, dans une chaleur d'étuve, la convention républicaine. Programme qui arrache un soupir de bien-être au quartier général des démocrates de Géorgie. « La partie sera plus facile à jouer sur notre terrain... », commente M. Maren Heala, la toute jeune directrice politique du parti.

Parler politique à Atlanta, au cœur du Vieux Sud, est toujours un peu ambigu. Comme le dit, ironique, un homme d'affaires « c'est forcé-



Les paris du Mississippi

YAZOO-CITY (Mississippi)
de notre envoyée spéciale

A U cœur de l'Etat le plus pauvre de l'Union, le district le plus pauvre, à peine une ville, oubliée au bout du bout de la terre noyée de la delta. Autour du poste à essence, entre deux maisons coloniales surannées aux rideaux bien tirés, quelques artachements de mobile-homes d'occasion aux vitres brisées et de désespoir de l'avenir. Et la petite ligne de chemin de fer omnibus, jadis destinée au roi coton, a plus que jamais l'air de s'enfuir vers le nord dans l'espoir d'une vie meilleure.

A Yazoo-City aussi, s'est pourtant mis à souffler, un beau jour de novembre 1986, ce petit vent frais de changement qui se peut-être en train de réveiller le Mississippi. Ce jour-là, le district le plus arriéré de l'Etat la plus rétrograde a envoyé à la Chambre des représentants à Washington son premier congressman noir depuis la guerre de Sécession, Mike Espy, qui, à trente-neuf ans, est aussi le plus jeune de tout le pays.

En fait de record, le Mississippi détenait surtout celui du racisme (cinq cent soixante Noirs lynchés, dont Emmett Till, un adolescent de quatorze ans, tué pour avoir efflé une blanche dans la rue en 1955), voire celui de la démagogie, érigée en doctrine et dispensée par des lignes de gouverneurs populistes à la limite des chefs de gang. Du « grand chef blanc » — c'était justement son surnom — James Vandam à Theodore Bilbo, qui traitait ses ennemis de « couleuvres noirs » ; sans oublier bien sûr Ross Barnett qui, à l'automne 1962, n'accepta le premier étudiant noir, James Meredith, à l'université d'Ole Miss, que sous la contrainte armée de la garde nationale. Enfin, faut-il le rappeler ? L'écritain William Faulkner, une des gloires du Mississippi (avec Elvis Presley, né à Tupelo), avait coutume de déclarer : « La Noie doit toujours garder en mémoire qu'il est avant tout un nègre... »

Aujourd'hui, c'est un jeune diplômé de Harvard, Ray Mabius, âgé de trente-neuf ans lui aussi, qui siège sous la coupole dorée du capitol de Jackson, la capitale de l'Etat. Et le buste en bronze de l'archaïque Bilbo, qui trônait toujours dans l'entrée, a été discrètement mis au placard. Ross Barnett a fini par mourir l'été dernier au moment même où, pour la première fois — encore un record — une jeune Noire de vingt-trois ans, Toni Seawright, était sacrée reine de beauté.

Assurément, quelque chose est en train de changer au Mississippi. Et d'abord la classe politique, toute une pépinière d'hommes politiques « neutres », éduqués, ambitieux pour leur Etat : Mike Moore, l'attorney général vient d'avoir trente-cinq ans ; Bryan Phillips, le numéro deux du Parti démocrate, en a tout juste vingt-neuf, et sort de Princeton ; quant à Kevin Vandenberg, le conseiller du gouverneur, lui aussi un ancien de Harvard, il a choisi, à trente-quatre ans, de quitter définitivement le havre intellectuel de la côte est pour tenter l'aventure dans le Sud : « C'est ici, dit-il avec conviction, que les paris à prendre sont les plus excitants. »

Esprit de famille

Le premier pari du Mississippi, c'était avant tout, comme l'explique Bryan Phillips, de « laver la honte du passé raciste de l'Etat, que nous trahissions comme un boulet, au point que même les investisseurs potentiels nous fuyaient ». En ce sens, un pas de géant a été franchi. Et si les premiers écarts affranchis du Mississippi qui avaient frileusement fondé une petite enclave totalement noire à Mound-Bayou n'osaient pas rêver d'intégration, leurs descendants se sont rûs en masse sur les listes électorales : au début des années 80, 73 % des Noirs en âge de voter étaient inscrits. Ils représentent à présent 32 % de l'électorat.

La bataille n'a pas été facile, mais un véritable « pouvoir noir » s'est créé. Et le Parti démocrate

divisé jusqu'en 1976 entre les « loyalistes » (partisans de la lutte pour les droits civiques) et les « réguliers » qui prônaient l'exclusion des Noirs, est à présent dirigé par... un Noir, Ed Cole, qui avec son flegme, presque « colonial », sa pipe et ses bottes en croco, témoigne de la sagesse des électeurs : « Le Mississippi a tellement rattrapé le fond économiquement et socialement, qu'à force de s'être fait mettre au ban de l'Union, un esprit de famille très fort s'est créé. A part quelques racistes irréductibles, les autres ont compris qu'on ne pourrait s'en sortir que tous ensemble, Blancs et Noirs ». De fait, avec une « maturité inattendue », comme le souligne Kevin Vandenberg, le Mississippi a plutôt tendance à voter « sur piques », au coup par coup, et dans le sens bien compris de ses intérêts.

« J'ai bénéficié du vote des Noirs à plus de 80 % », reconnaît dans un sourire éblouissant le gouverneur Mabius. Quant à Mike Espy, le petit-fils du croque-mort de Yazoo-City, que les « red-necks » et les petits paysans blancs schématisés à gratter les alluvions du delta, avaient l'habitude de voir passer parfois au volant du corbillard de son grand-père, ils l'ont plébiscité à plus de 50 % lorsqu'il s'est présenté au Congrès. Même le shérif de Grenada, un haut lieu de la bataille pour la déségrégation des écoles, l'a soutenu publiquement.

Il ne faudra pas trop de tout l'enthousiasme de ses nouveaux élus pour que le Mississippi remonte la pente. Ce deuxième pari est plus difficile encore que le premier. L'héritage est lourd : 500 000 illettrés ; un taux de chômage de 9 % avec des « pointes » à 15 % et 20 % dans certaines comtés, et une économie agricole stagnante héritée du temps des grandes plantations. La recette du gouverneur Mabius, un démocrate « réaliste » : miser tout sur l'éducation, pour laquelle il compte dépenser 200 millions de dollars « récupérés s'il le faut sur certains programmes sociaux caducés ».

Mike Espy, lui, se bat au sein de la commission sur l'Agriculture de la Chambre à Washington, pour

sauvegarder à la fois sa propre réélection et les intérêts de ses électeurs, en essayant d'éviter les retombées des 24 milliards de dollars de coupe prévus par l'administration Reagan dans les aides à l'agriculture. Sa plus belle réussite, comme il l'explique avec une pointe de satisfaction ironique, c'est d'avoir lancé l'industrie du « poisson-chat » (catfish) dans le delta. Et les « red-necks » de devenir d'enthousiastes pisciculteurs devant cette manne insoupçonnée (l'élevage du catfish et sa vente, notamment aux camps militaires installés dans l'Etat, rapportent 350 millions de dollars par an). Pour donner un retentissement national à son entreprise aquatique, l'astucieux Espy a même réussi à faire promouvoir la journée du 26 juin dernier « journée nationale du catfish » aux Etats-Unis. La France en aurait importé peut-être déjà 500 tonnes.

Désenclavés

Des résultats ? « Oui, affirme le gouverneur. Déjà dans l'esprit des gens, nous nous sommes désenclavés, les autres Etats ne nous tiennent plus à l'écart. Au contraire nous essayons d'agir en bloc, de proposer des contrats régionaux aux entrepreneurs. Le temps des mentalités égocentriques est révolu. Avec le nouveau gouverneur de Louisiane, Buddy Roemer, un ami de promotion de Harvard, nous avons des plans en commun, pour aller discuter avec les gens de la Communauté européenne par exemple, ou les Chinois... »

Moins éphémère, Bryan Phillips avait conclu : « La différence avec « avant » c'est qu'au lieu de partir, les gens qui ont de l'ambition commencent enfin à rester au Mississippi ». Plus tard, le journal local, retransmet les choses à leur juste proportion, faisait remarquer dans un entrefilet qu'un texte constitutionnel vieux d'une centaine d'années et interdisant les mariages interraciaux « venait d'être aboli de justesse au Parlement local avec une majorité de quatre voix seulement... »

M.-C. D.



Partisans de Jesse Jackson à la convention nationale du Parti démocrate en juillet 1984.

Enquête

aux Etats-Unis

Précampagne à l'américaine

(Suite de la première page.)

Certes, cette règle vaut pour la plupart des élections dans la plupart des pays du monde, et, à travers ce flux artistique commun, on commence tout de même à distinguer quelques différences entre les candidats, sur la manière de réduire le déficit budgétaire, sur la défense... Mais, pour l'essentiel, les candidats, et surtout les plus importants d'entre eux, semblent être branchés sur pilotage automatique, dispenser mécaniquement des réponses préfabriquées : combien de fois déjà n'a-t-on pas entendu le sénateur Dole répéter de sa voix de bronze : « I have a record » - j'ai accompli beaucoup de choses - tandis que son rival pour l'investiture républicaine, le vice-président Bush, embraie invariablement sur son « expérience » incomparable...

Elever le débat

Les débats contradictoires, où tous les candidats se retrouvent alignés sur une rangée de fauteuils, face au public, sont plus répétés qu'informels : déjà plus de deux douzaines d'importance variable, et encore au moins autant d'ici les conventions. La plupart sont retransmis à la télévision, mais à des heures qui en disent long sur l'intérêt supposé du public : le dernier en date, qui mettait en présence les six républicains en course, a été retransmis dans la nuit du 8 au 9 janvier, entre minuit et 2 h du matin, et sur la chaîne publique, vouée aux tâches ingrates...

Quant aux chances des uns et des autres, les perspectives ne sont guère plus claires. Jusqu'à présent, c'est la situation des démocrates qui paraît la plus confuse et la plus compromise, aucun de leurs candidats ne parvenant à mesurer de percer. Pour compliquer encore un peu plus les choses, le séduisant mais compromettant Gary Hart revenait faire la nique à des concurrents qui se croyaient débarrassés de lui. « Nous avions autant besoin de lui qu'un chien a besoin de puer », commentait aimablement un responsable du parti.

Mais le tableau semble peu à peu se modifier. D'abord parce que, une fois de plus, le charme du beau Gary semble opérer, et que peut-être, après tout, sa présence pourrait forcer les autres candidats à élever un peu le débat, à se préoccuper un peu moins d'apparence, un peu plus de substance, ensuite, parce que chez les républicains, le combat entre les deux poids lourds, MM. Bush et Dole, commence à prendre un tour assez déplaisant, les deux favoris s'empêchant dans un corps à corps coiffe.

Le sénateur Dole, fils de crémier, use et abuse de ses origines plébéiennes pour mettre en difficulté le « patricien » George Bush, et répète inlassablement que ce dernier n'a jamais rien fait d'utile, surtout pas dans son rôle de figurant au côté du président Reagan, alors que lui bataillait ferme au Sénat pour faire passer les idées réaganiennes. M. Bush répond que le long passé (vingt-six ans) de congressiste de son adversaire n'est pas forcément la meilleure préparation à la fonction présidentielle. Mais le sénateur du Kansas s'emploie à alimenter les soupçons qui pèsent sur le vice-président quant à son rôle dans l'« Irangate ». Que savait-il au juste, et surtout, qu'a-t-il dit à M. Reagan ? Questions auxquelles M. Bush, par principe ou par souci de se protéger, refuse de répondre tout en manifestant un agacement croissant.

On est bien loin de la « règle » selon laquelle les républicains se doivent de ne pas s'attaquer mutuellement, et si le ton devait continuer à monter, comme ces derniers jours, le « Grand Old Party » pourrait compromettre ses chances de réaliser l'exploit : occuper pendant trois mandats successifs la présidence des Etats-Unis, alors même que l'opinion, tous les sondages l'indiquent, est « politiquement » nettement favorable aux démocrates en général.

Ces mêmes sondages sont beaucoup moins clairs concernant les chances des uns et des autres. L'attention, pour l'instant, se porte essentiellement sur le « caucus » de

Iowa et la primaire du New-Hampshire - deux « petits » Etats dont tout le monde s'accorde à dire qu'ils sont très peu représentatifs de l'ensemble du pays, mais dont le vote a acquis une importance démesurée, puisqu'ils figurent en tête du calendrier des primaires. Pour l'Iowa - le 9 février - les sondages placent, du côté républicain, M. Dole en tête devant M. Bush, mais, dans l'autre camp, les indications sont passablement contradictoires - M. Hart semble bien placé, mais ses difficultés d'organisation pourraient compromettre ses chances. Dans le New-Hampshire, l'ordre est inversé chez les républicains, tandis que, chez les démocrates, le gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis, garde la corde.

« Super-mardi »

Puis viendra, début mars, le « super-mardi », le jour du Sud, et jusqu'en juin (avec le choix de la Californie), les primaires se poursuivront selon leur rythme inexorable, entraînant avec elles des candidats sans doute de moins en moins nombreux mais de plus en plus hétérogènes : la multiplication des primaires, l'allongement de la campagne et surtout de la précampagne sont le phénomène marquant du processus électoral aux Etats-Unis. Trente-cinq primaires en 1988, soit presque deux fois plus qu'il y a vingt ans, et cinq de plus qu'il y a vingt ans.

Ce sera ensuite le temps des conventions, et tout particulièrement de la convention démocrate, en juillet, qui pourrait réserver des surprises si aucun candidat ne s'est clairement imposé auparavant. Puis le sprint final entre les deux résagés.

Combien de fois, d'ici là, tous les candidats en puissance auront-ils l'occasion de dire, avec tout le sérieux et la composition nécessaires : « Je crois sincèrement être l'homme qui peut conduire ce pays... » Après tout, l'essentiel est d'y croire, et si possible d'y faire croire cette petite moitié du corps électoral qui prendra la peine de voter le 5 novembre.

JAN KRAUZE.

Une longue route pavée de dollars

WASHINGTON
correspondance

L'Aroute qui mène à la Maison Blanche est longue et ardue. Mais elle est aussi pavée de dollars, que les candidats doivent apprendre d'abord à réunir, puis à dépenser, tout en respectant un certain nombre de règles qu'il faut, le cas échéant, savoir tourner avec habileté. Ainsi, les participants de ce marathon politique doivent s'entourer d'un nombre croissant d'avocats, de comptables, en plus des politiciens, des experts en sondages... bref, toute une bureaucratie apte à rassembler des dizaines de millions de dollars, jugés indispensables pour faire campagne avec des chances de succès.

La première obligation d'un candidat présidentiel est de trouver rapidement des gens riches, des fat cats, des chats gras, comme on les appelle familièrement et cela, avant même la déclaration officielle de candidature. Il s'agit en effet d'embaucher des collaborateurs, de louer des bureaux, d'installer des téléphones et des ordinateurs, du matériel d'imprimerie, de payer d'innombrables déplacements par avion. Or les fournisseurs ne font pas toujours crédit, exigeant parfois un fort dépôt de garantie. Ainsi, le vice-président Bush aurait eu beaucoup de mal à se faire ouvrir un compte dans une compagnie postale privée.

Sourciers

Comment et où se procurer cet argent ? La loi impose une limite aux donateurs : 1 000 dollars par personne ou 2 000 pour un couple. Le candidat doit donc au plus vite trouver un homme habile à « taper » ses amis et connaissances ayant les moyens d'apporter leur contribution (déductible d'impôts). La plupart de ces col-

lecteurs de fonds sont en général des hommes d'affaires prospères, qui se sont fait une spécialité dans l'art de faire croquer au bœuf électoral et parfois proposent leurs services au candidat en promettant de réunir rapidement 4 millions de dollars.

Ces spécialistes, comme des sourciers, savent où se trouve l'argent. Sur la base des précédents, la Californie, l'Etat de New-York, le Texas et la Floride assurent environ la moitié des donations dépassant 500 dollars. Ainsi, les candidats ne manquent pas de se déplacer dans ces Etats. La recherche des dollars prend autant de temps que celle des suffrages de l'électorat...

Ensuite, le candidat fait appel aux fonds fédéraux. La loi prévoit qu'à chaque dollar obtenu d'un donateur privé (et jusqu'à concurrence de 250 dollars par donateur) le Trésor apportera une contribution identique. Mais, selon la loi, les bénéficiaires de ces subventions s'engagent à ne pas dépenser plus de 28 millions de dollars pour leur campagne. Pour refuser ces subventions qui imposent cette limite, il faudrait être en mesure de trouver, par exemple, vingt-huit mille donateurs apportant chacun 1 000 dollars, tâche insurmontable, ce qui explique que tous les candidats, à de rares exceptions près, acceptent les fonds fédéraux.

Enfin, le candidat doit savoir, à l'occasion, tricher, ou, plus exactement, utiliser les obscurités et les failles de la loi. Les bénéficiaires des fonds fédéraux ne peuvent dépenser au-delà d'une certaine limite fixée pour chaque Etat, aussi l'habileté consiste-t-elle à fixer une partie des dépenses, comme l'achat de spots publicitaires ou la location d'automobiles, selon le barème, plus élevé, d'un Etat voisin. Tous les candidats, de Jimmy Carter à

Ronald Reagan, en passant par Kennedy, ont « triché » à un moment ou à un autre.

Mais l'argent n'est pas la garantie du succès, en tout cas dans les campagnes pour l'investiture des partis. Ainsi, en 1976, Jimmy Carter disposait seulement de 1 million de dollars, à peu près trois fois moins que ses concurrents. Il emporta cependant la nomination, puis l'élection présidentielle de 1976.

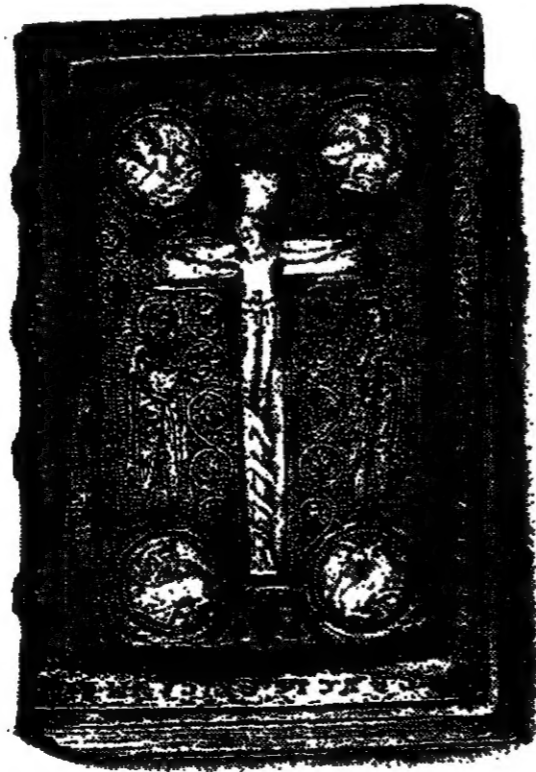
Excentricités

Aujourd'hui, les candidats dépendent beaucoup de la télévision. Il est important de figurer dans le principal bulletin d'information de la soirée. Le candidat doit calculer soigneusement ses heures d'arrivée dans une ville où, grâce aux réseaux nationaux et aux stations locales, il sera en mesure d'apparaître dans des milliers de foyers. Ou bien il devra s'efforcer d'attirer l'attention. La ruche est relativement aisée pour ceux qui sont en tête de la course à l'investiture, mais les autres doivent se signaler par tous les moyens, par des actions saugrenues, des excentricités ou des activités spectaculaires propres à frapper le téléspectateur.

Ainsi, en 1975, l'outsider Jimmy Carter apparut dans un programme très populaire en montrant comment cuire un poisson-chat, et, cette année, l'ex-gouverneur de l'Arizona, Bruce Babbitt, a fait de son mieux pour attirer l'attention des médias : on l'a vu traverser l'Iowa à bicyclette, escalader une montagne du New-Hampshire, se promener à dos de mulet dans les sentiers du Grand Canyon, descendre en radeau les rapides du Colorado... L'époque où il suffisait de faire la bise aux enfants est bien révolue...

HENRI PIERRE.

PERIODIQUEMENT, IL Y A DES ECRITURES QUI LAISSENT DES TRACES PLUS PROFONDES QUE LES AUTRES.



Bible de Winton (Env. 1140).



Rolling Stone, 1988 ep. J-C.

De temps à autre, il y a des textes dont la beauté vous transperce, dont la profondeur vous illumine, dont la puissance vous laisse moite d'émotion. Chaque mois, Rolling Stone vous offre ces textes. Loin des querelles de chapelles et des sermons soporifiques, Rolling Stone vous dit ce qu'on ne vous a jamais dit, comme on ne vous l'a jamais dit. Rolling Stone, il y a des siècles qu'on n'avait pas lu quelque chose d'aussi fort.

Rolling Stone.

SI ÇA COMPTE, ON RACONTE. MENSUEL, 30F.

Ernest/Unis

هكذا من الاجل

سكنا من الامم

Politique

M. Mitterrand dans l'Hérault

« Gardarem lo tonton »

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

« TONTON », tiens bon » est passé de mode. La seule pancarte, ainsi libellée, le mardi 12 janvier, sur le passage de M. Mitterrand à Castelnau-le-Ver (Hérault) était perdue dans une floraison post-cobaltisationniste : « gardarem lo tonton ». « François ne nous quitte pas », y'a qu'un tonton, « tonton, on compte sur toi », et, plus explicite encore si possible, « tonton bis ».

Le chef de l'Etat ayant assuré, lors des cérémonies de vœux, le 4 janvier, qu'il n'entendait pas faire des gâteaux sur ce thème — le jeu est un peu « lassant », comme dirait M. Balladur — s'est gardé de toute allusion à son avenir. A Castelnau, devant le maire RPR et chababiste, M. Jean-Pierre Grand, qui venait d'affirmer ses « convictions gaullistes » et d'exprimer ses respects républicains, M. Mitterrand a préché pour la « diversité des Français qui est leur force » et leur « cohésion, force supplémentaire ». Il a cité en exemple les Morvandiaux, dont il a été, dans la Nièvre, l'élève local et qui, « montés » à Paris pour y travailler, fréquentaient toujours, passée la porte d'Italie, les mêmes bistrotiers, ne se quittaient plus jamais jusqu'au jour où, la retraite sonnée, ils s'en retournaient chez eux retrouver leurs éternelles querelles de clocher.

M. Mitterrand a donc recommandé aux Français « l'indispensable synthèse qui leur permet d'avancer du même pas, au service de leur pays, vers le siècle prochain ». « Moi aussi, je suis fidèle à mes idées », a-t-il dit. « Je ne les renierai pas davantage demain que je ne l'ai fait hier. Mais, président de la République, mes devoirs étaient plus larges, si je voulais être digne de la confiance qui m'avait été accordée en 1981, non pas pour me mentir à moi-même, mais pour comprendre que d'autres familles d'esprits avaient le droit à l'existence ».

M. Mitterrand déride par les deux bouts le fil d'un discours qui concilie ses convictions socialistes réaffirmées et l'appel rituel au rassemblement. Hommage à la « cohorte des enseignants » (dont certains ruminent peut-être encore quelque rancœur), évocation des luttes du « prolétariat », éloge aussi

des « esprits libres qui s'opposent » dans les combats de la politique et des vertus de la réconciliation sur quelques objectifs communs. « Parvenu presque au terme de mon mandat, a-t-il dit, j'aurais eu la passion de ce pays pour assurer sa défense, diffuser ses idées, pour qu'il garde l'écoute des plus puissants et qu'il songe aussi aux plus faibles ».

Les élus socialistes du département qui avaient poliment approuvé l'intervention du maire RPR, et les élus locaux de droite ont mêlé leurs applaudissements. Comment faire autrement sans passer pour des gaudes : il n'y avait pas dans l'un ou l'autre discours, matière à boudier.

Auparavant, devant le conseil général de l'Hérault, réuni dans le nouvel hôtel du département, le président de la République avait plaidé avec force pour la construction de l'Europe et dénoncé ceux qui, par étroitesse d'esprit, la ralentissent. Il avait souhaité que cette construction « n'achoppe pas sur des débats mineurs, sur des égoïsmes nationaux hors de proportion ». « Je vois les contentieux s'alourdir », a-t-il ajouté, « à un mois du sommet de Bruxelles : « Pour des arguments sans poids, des passions sans suite, va-on casser l'espérance que nous offre les temps qui viennent ? Comment, nous ne serions pas capables de trouver les ressources pour ce petit budget de la Communauté ? Nous ne serions pas en mesure de respecter l'essence même du traité de Rome qui a voulu que l'agriculture fut européenne ? Nous ne serions pas capables de maîtriser les excédents, de répartir comme il convient les contributions au développement régional ? Nous ne serions pas capables d'avoir notre station spatiale habitée. Faudrait-il recourir toujours aux inventions, à l'argent des autres ? »

J.-Y. L.

M. Barre en Franche-Comté

Tout sauf un « marchand d'illusions »

DOLE
de notre envoyé spécial

Tout a commencé par une gelée blanche qui éclairait un soleil matinal rasant, en Haute-Saône, et s'est achevé par une brume épaisse dans la nuit noire du Jura. M. Raymond Barre était parti, le mardi 12 janvier, à la rencontre de cette France profonde qu'il voudrait tant à son image et qui se donne parfois à lui avec délice. Une France un peu engoncée où l'on se sert du Monsieur le président par-ci, et du Monsieur le président par-là. Une France de notables et de managers où les femmes, les salariés et les jeunes sont une nette minorité.

Tout au long de la journée, de Vesoul à Dole, en passant par Besançon (Doubs), l'ancien premier ministre de M. Giscard d'Estaing n'a cessé de marteler des « idées simples » qui ne constituent pas un programme mais se présentent comme « quelques remarques ». La France a besoin d'hommes formés, d'une économie performante et de solidarité maternelle de générosité.

A Port-sur-Saône, qui vit du tonnerre fluvial, le député de Lyon s'est mis en jambes dans une drôle d'entreprise de fabrication de lactosérum dont l'intérieur est une copie conforme de l'extérieur du Musée Beaubourg. Couleurs comprises. Face à un « chef d'entreprise heureux », M. Barre a vanté la flexibilité, les fonds propres et les mesures fiscales incitatives, qui font tant défaut aujourd'hui, semblait-il vouloir dire à son interlocuteur.

Dans l'usine de tréfilerie de Conflandey, il s'est montré moins loquace. Il est vrai qu'en ce lieu où les secrets de fabrication se résument à un empiement de bobines de fil métallique dans des hangars vêtus, les dirigeants patronaux ne font rien pour favoriser la communi-

cation. Les photographes étaient interdits de séjour, M. Barre le leur a fait comprendre. En fait de secret de fabrication, c'était surtout le « secret défense » (cette entreprise travaillant pour l'armement) qu'il fallait préserver.

De l'industrie, M. Barre est passé à la politique terre à terre en venant rencontrer ses fans à Vesoul. Quelques porteurs de pancartes « Barre, confiance » l'attendaient avec deux cent cinquante personnes environ à la salle des fêtes de la mairie. L'état-major local du RPR était présent. M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat RPR à la jeunesse et aux sports, est clairement venu dire qu'il dirigeait la campagne de M. Chirac dans la région mais qu'il ferait valoir un « climat d'union et d'amitié ». Et ce qui prévalait surtout pour lui, c'était la solitude, en regard des sollicitations nombreuses dont M. Barre était l'objet.

Formation, investissement solidarité

Ce dernier a rodé le triptyque politique de cette journée. En premier lieu, pour que « la France soit un pays solide », « il faut concentrer des moyens importants sur la formation des hommes » et « améliorer le système éducatif ». Selon M. Barre, il ne faut pas former des « hommes adaptés » pour toute la vie mais des « hommes adaptables à divers métiers ».

Ensuite, il faut une « économie performante » grâce à trois facteurs indispensables : « l'investissement », « la recherche et l'innovation » et « la constitution de réseaux de distribution sur les marchés étrangers ». M. Barre préfère « les entreprises performantes et combattives » qui créent des emplois au « traitement social du chômage qui ne peut venir à bout de ce cancer ».

Enfin, le candidat potentiel à l'Elysée plaide pour une solidarité qui « ne se sépare pas de la liberté et de l'efficacité économiques ». Ce thème lui permet de faire des digressions, soit sur « la France à plusieurs vitesses », soit sur « le jeu du système socialiste qui fut second en 1986 » et qu'il faut se garder, selon lui, de remettre en cause. On croit comprendre, au passage, que le jeu de la cohabitation n'est pas bien meilleur pour « permettre à la France d'affronter le vingt et unième siècle ».

Au hasard de ses pérégrinations très présidentielles, M. Barre rencontre quelques jeunes. Comme ce fut le cas à l'Ecole nationale supérieure de micro-mécanique de Besançon où « le mot chômage n'existe pas », dit le directeur. Il voit aussi des personnes âgées avec lesquelles il partage une galette des rois. Il vaque dans une rue piétonne et fait du lèche-vitrine dans un magasin de vêtements qui pratique des « super soldes ». Puis un deuxième. Puis un troisième. M. Barre est attiré par les magasins de vêtements.

Au bout du compte, il frôle son électoral dans une communion pudique et sans effusion. Un mariage où l'on rangerait la passion dans le tiroir-caisse. La France de M. Barre préfère entendre parler effort et réforme fiscale, comme ce fut le cas à Dole devant mille cinq cents convives d'un « banquet républicain ». L'ancien premier ministre, qui prêche l'union et ne peut s'empêcher de donner un coup de griffe ici ou là à son partenaire ; le député de Lyon, qui, pour rien au monde, ne veut renouer le socialisme ; « le meilleur économiste de France », enfin, qui se garde d'être « un marchand d'illusions ». Pour les illusions, c'est sûr. Pour le reste, ça l'est moins.

OLIVIER BIFFAUD.

Les querelles statutaires
du Parti radical

M. Rossinot récidiviste

Au Parti radical, les statuts ont décidément du mal, depuis quelque temps, à rester à la même place. Après les avoir fait modifier trois fois en trois ans, son président, M. André Rossinot, s'apprête à proposer, le samedi 16 janvier, au congrès extraordinaire, qui n'était pas prévu pour cela, un quatrième changement.

PREMIER double changement au quatre-vingt-cinquième congrès d'octobre 1985. En deux ans, M. Rossinot est resté pour un nouveau mandat de deux ans, qui, statistiquement, doit être le dernier. Il fait voter alors une possibilité de prolongation de mandat pour un an, en cas d'élections nationales, législatives ou présidentielles. Concrètement en octobre 1988. M. Rossinot est resté sans problème président jusqu'en octobre 1988. En 1985, M. Rossinot est un bariste zélé, donc un anti-cobaltisationniste fervent. Conclusion : le maire de Nancy fait accepter, cette année-là, encore, l'incorporation entre le mandat de président ou de secrétaire général du parti et un quelconque poste ministériel. Mais, changement de décor un an plus tard : M. Rossinot n'est plus bariste ; il est devenu ministre, donc cobaltisationniste. Tel est pris qui croyait prendre.

Octobre 1988 : toujours avec le même aplomb, il fait annuler la mesure prise douze mois plus tôt : le président du Parti radical peut être aussi ministre. Acte IV, aujourd'hui : M. Rossinot n'est plus sûr, demain, d'être encore ministre. Mais, passé octobre 1988, il voudrait bien demeurer président. Solution : briser la limitation à quatre ans du mandat de président, instaurée en 1983, pour tarasser définitivement le syndrome du regreté Edouard Herriot, qui lui avait battu l'estival, entre 1919 et 1957, tous les records de longévité et de résistance.

Les pièges des anathèmes

Depuis décembre, M. Rossinot ne ménage donc pas sa peine. L'affaire doit être menée subtilement. Par lettre en date du 9 janvier, le président précisait aux militants qu'une telle proposition était effectivement envisagée, « qu'elle était formulée par une quinzaine de fédérations », mais que, bien entendu, en invitant par avance ses amis à « rejeter les pressions et les pièges des anathèmes tendant à réduire le débat à des rivalités de personnes », il tenait, quant à lui, « à réserver au congrès son choix personnel ».

Depuis quelques jours, le vieux parti de la place de Valois subit donc une nouvelle et sérieuse crise de rhumatismes. M. Rossinot aura besoin des deux tiers des mandats pour faire avaler cette nouvelle pilule statutaire. La digestion sera plus que difficile. Si beaucoup conviennent qu'il importe sans doute d'adapter la fonction de président à la scène politique et médiatique moderne, un plus grand nombre encore estiment que, décidément, M. Rossinot en prend beaucoup à son aise. Et que, cette fois, la farce devient grossière. Le porte-parole du parti, M. Jean-Thomas Nordmann, demeure cool, mais lâche quand même que « c'est une très saine affaire ». Les baristes du parti, après de qui M. Rossinot tenta un moment de troquer son soutien officiel au député du Rhône en échange d'un vote favorable, s'insurgent à nouveau. Le secrétaire général du parti, M. Didier Barlet, ex-président et qui voudrait bien vite le redevenir, qui, en 1983, avait lui aussi sollicité en vain une prolongation, n'est pas disposé à museler le chien de la chienne qu'il réserve « à son cher André ».

Enfin, M. Yves Galland, qui, poussé par les baristes, rêve aussi de présidence, n'est pas davantage enclin à accepter « un tel charcutage des statuts ». Bref, les trois ministres radicaux s'adonnent plus que jamais au franc et sympathique compagnonnage. Trois hommes pour un petit couffin radical. Le congrès extraordinaire du prochain week-end le sera. Le soutien, officiellement déclaré, à la candidature de M. Barre, passera au second plan.

DANIEL CARTON.

Les questions les plus
présidentielles.

Chirac sur la Une.

PREMIER MINISTRE ET CANDIDAT ?

JEUDI 14 JANVIER 20 H 40

LE MONDE EN FACE
AVEC CHRISTINE OCKRENT.

Il n'y en a qu'une, c'est la Une

PROPOS ET DEBATS

M. Mestre :
des relations
« amicales »

M. Philippe Mestre, député UDF de Vendée et directeur de campagne de M. Raymond Barre, s'est déclaré, le mardi 12 janvier sur A 2, favorable à la « coordination » entre les deux camps de campagne de la majorité pour l'élection présidentielle proposée par M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. « Cela passe beaucoup par les hommes, a-t-il précisé, et les hommes se connaissent très bien, ont des relations très anciennes pour le plupart, tout à fait amicales. Les téléphones fonctionnent et les conversations à l'oreillette, cela permet de régler très facilement les problèmes qu'évoquait M. Toubon ».

M. Marchais :

contre le « président
de l'austérité »

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a déclaré, le mardi 12 janvier, lors d'une réunion publique à la Mutualité à Paris, que « la priorité » et même « l'obsession » des communistes est « de battre la droite et l'extrême droite » à l'occasion de l'élection présidentielle. M. Marchais a néanmoins qualifié M. François Mitterrand de « président de l'austérité, de la précarité, du chômage, de l'offensive contre les libertés syndicales, du surarmement et du déclin de la France ». « Voter pour lui au premier tour, a-t-il souligné, ce serait approuver ces choix pour demain ». M. Marchais, qui s'est systématiquement placé dans l'hypothèse d'une candidature de M. Mitterrand, a jugé qu'il n'est pas nécessaire de voter pour lui au premier tour de façon à ce qu'il soit « présent au second tour, car c'est acquis ».

Le même jour, dans une déclaration rendue publique par le bureau de presse du PCF, le secrétaire général lance un appel « à la classe ouvrière, aux intellectuels et aux jeunes » afin de « ne plus laisser faire » face à M. La Pen. M. Marchais stigmatise « la complaisance écorçante » des grands médias audiovisuels à l'égard du président du FN.

Politique

Le conseil des ministres adopte les projets relatifs au financement des activités politiques

Les questions de la politique

M. Rocard

Au Parti radical

Le conseil des ministres a

adopté, le mercredi 13 janvier

deux projets de loi, l'un organi-

que, l'autre ordinaire, relatifs à

la transparence du patrimoine

des hommes politiques, au finan-

cement et au plafonnement des

dépenses électorales et aux res-

sources des partis politiques.

Ces deux textes, modifiés sur

avis du Conseil d'Etat, devaient

être déposés à l'Assemblée

nationale. Leur examen était

prévu pour faire l'objet d'une

séance extraordinaire du Parle-

ment s'ouvrant le 2 février.

Voici les principales disposi-

tions de ces deux projets de loi :

Transparence des patrimoines.

Les projets de loi élaborés par

le premier ministre proposent d'im-

poser une déclaration patrimoniale

pour les candidats à la présidence

de la République, les membres du

gouvernement, les députés, les pré-

sidents d'assemblée régionale

(conseils régionaux, assemblée de

Corse, assemblées territoriales

d'outre-mer, conseil de région de

Nouvelle-Calédonie), les présidents

de conseil général, les présidents

élus d'un exécutif de territoire

d'outre-mer et les maires de com-

munes de plus de cinquante mille

habitants.

Les candidats à la présidence de

la République devraient remettre

cette déclaration au Conseil consti-

tutionnel au moment où celui-ci é-

tablit la liste des candidats, c'est-à-

dire dix-huit jours au moins avant

le premier tour de scrutin. Les décla-

rations des candidats seraient rendues

publiques par le Conseil constitu-

tionnel au même temps que la liste

de ceux qui paraissent leur candi-

dature, huit jours au moins avant

le premier tour.

Le président de la République

devrait ensuite, deux mois au plus

tard et un mois au plus tard avant

l'expiration de ses pouvoirs (ou un

mois après sa démission éventuelle),

déposer une nouvelle déclaration

patrimoniale devant le Conseil

constitutionnel. Celle-ci serait

publiée au Journal officiel dans les

huit jours suivant son dépôt.

Les députés seraient tenus de

déposer sur le bureau de l'Assem-

blée nationale, dans les quinze jours

suivant leur élection, une déclara-

tion de leur situation patrimoniale.

Ils déposeraient une nouvelle déclara-

tion devant la même instance,

deux mois au plus tôt et un mois au

plus tard avant l'expiration de leur

mandat ou, si celui-ci est interrompu

avant terme, quinze jours après la

cessation de leurs fonctions. Le

bureau de l'Assemblée « apprécie la

variation des situations patrimonia-

les des députés, telle qu'elle

résulte de leurs déclarations », et

établit, à ce sujet, un rapport

annuel, publié au Journal officiel.

Pour les autres titulaires de res-

ponsabilités publiques soumis à

l'obligation de cette déclaration,

c'est une commission présidée par

le vice-président du Conseil d'Etat,

et comprenant le premier président de

la Cour de cassation et le premier

président de la Cour des comptes,

qui serait chargée de recevoir leur

déclaration en début (dans les

quinze jours suivant leur nomination

ou élection) et en fin (dans un délai

variant de deux mois avant à quinze

jours après) de mandat ou de fonc-

tions. Cette commission établirait

elle aussi, un rapport annuel, publié

au Journal officiel.

Le non-respect de ces dispositions

entraînerait, pour les députés, les

présidents d'assemblée territoriale

et les maires, une inéligibilité d'une

durée égale à leur mandat.

La déclaration elle-même serait,

au terme du projet de loi organique,

établie devant notaire et porterait

sur la situation patrimoniale de

l'intéressé ainsi que sur celle de son

conjoint. Le texte précise les critères

d'évaluation de l'ensemble des biens

qui doivent figurer dans cette déclara-

tion.

Plafonnement et financement des

dépenses de campagne. — Le projet

de loi organique prévoit l'établisse-

ment, par chaque candidat à une

élection législative, d'un compte de

campagne, mentionnant l'ensemble

des recettes perçues, avec leur ori-

gine, et l'ensemble des dépenses

faites, selon leur nature, par lui-

même ou pour son compte, pendant

les trois mois précédant le scrutin.

Les dépenses de campagne d'un can-

didat, autres que les dépenses de

propagande directement prises en

charge par l'Etat, ne pourraient

dépasser la somme de 400 000 F,

plafond qui serait actualisé chaque

année par décret en fonction de

l'évolution moyenne des prix.

Les dons dont bénéficient les can-

didats ne pourraient excéder

10 000 F pour une personne physi-

que et 50 000 F pour une personne

morale, les donateurs devant être

« dûment identifiés ». Il est précisé

que « tout don de plus de

2 000 francs consenti à un candidat

en vue de sa campagne doit être

versé par chèque » et que « le

montant global des dons en espèces

faits au candidat ne peut excéder 20

% du total des recettes ». Les can-

didats disposeraient de trente jours

après l'élection pour déposer à la

préfecture leur compte de cam-

pagne, accompagné des justificatifs

correspondants. Pour les candidats

élus, ces documents seraient

transmis au bureau de l'Assemblée

nationale.

Les candidats à la présidence de

la République seraient soumis aux

mêmes obligations, modifiées sur

plusieurs points : le délai couvert par

le compte de campagne serait, dans

leur cas, de six mois au lieu de trois ;

le plafond des dépenses de cam-

pagne serait de 100 millions de francs

et, pour les deux candidats présents

au second tour, de 120 millions de

francs ; les candidats disposeraient

de soixante jours (au lieu de trente)

pour adresser au Conseil constitu-

tionnel (et non à la préfecture) les

documents relatifs à leurs recettes et

dépenses de campagne ; ces comptes

seraient publiés au Journal officiel

dans les dix jours suivant leur dépôt.

Chaque candidat à la présidence

de la République bénéficierait du

remboursement d'une somme forfaitaire

égale au vingtième du plafond

de dépenses autorisées. Pour les can-

didats ayant obtenu plus de 5 % des

suffrages exprimés au premier tour,

cette somme serait portée au quart

du plafond. Elle ne pourrait, dans

tous les cas, dépasser le montant des

dépenses comptabilisées par le can-

didat dans son compte de campagne.

Pour les candidats aux élections

législatives ayant obtenu au moins

5 % des suffrages exprimés au pre-

mier tour de scrutin, le rembourse-

ment forfaitaire de la part de l'Etat,

pour les dépenses qu'il ne prend pas

directement en charge, serait égal

au dixième du plafond. Il ne pour-

rait, dans ce cas non plus, excéder le

montant des dépenses figurant au

compte de campagne.

Financement des partis et grou-

pements politiques. — Le projet de

loi ordinaire prévoit que « des cré-

dits peuvent être inscrits dans le

projet de loi des finances de l'année

pour être affectés au financement

des partis et groupements politi-

ques ». A cet effet, ajoute-t-il, les

bureaux de l'Assemblée nationale et

du Sénat peuvent conjointement

faire des propositions au gouverne-

ment. »

Le texte indique, ensuite, que ces

aides « sont attribuées aux partis et

groupements politiques proportion-

nellement au nombre de parlementai-

res qui ont déclaré au bureau de

leur Assemblée y être inscrits ou s'y

rattacher à la date de l'ouverture de

la première session ordinaire de

chaque année ». Les bureaux des

Assemblées établissent un rapport

annuel, retraçant « le montant des

aides attribuées à chaque parti ou

groupement ».

Le projet précise que les disposi-

tions relatives au contrôle des

dépenses engagées ne seraient pas

applicables aux crédits attribués aux

partis politiques, non plus que celles

qui concernent le contrôle des asso-

ciations, œuvres et entreprises pri-

ées subventionnées. Il est précisé,

aussi, que les partis bénéficiaires

d'aides publiques ne seraient « pas

soumis au contrôle de la Cour des

comptes ». Leurs comptes, certifiés

par deux commissaires aux comptes,

seraient déposés au cours du pre-

mier trimestre de l'année suivant

celle de l'exercice concerné « sur le

bureau de l'Assemblée nationale,

qui en assure la publication au

Journal officiel ». En cas de man-

quement à cette obligation, le parti

qui s'en rendrait coupable perdrait le

droit, « pour l'année suivante », aux

aides de l'Etat.

Les deux projets précisent que

leurs dispositions entreraient en

vigueur à compter de la prochaine

élection présidentielle et des pro-

chaines élections législatives et sénato-

riales. Le projet de loi ordinaire

stipule que la loi du 30 septembre

1986 sur la liberté de communica-

tion est modifiée de manière à retarder

au lendemain de la prochaine

élection présidentielle l'interdiction

de la publicité politique à la télé-

vision (celle-ci était initialement li-

mitée à l'entrée en vigueur d'une loi

sur la transparence du financement

des partis).

PATRICK JARREAU

P. J.

Le consensus improbable

LES deux projets de loi organi-

que et ordinaire, adoptés par

le conseil des ministres après avis

du Conseil d'Etat, sur le finan-

cement des campagnes et des partis

politiques, tiennent compte, dans

leur rédaction, des objections for-

mulées au sein de la majorité.

La principale modification retenue par

M. Jacques Chirac et par le mi-

nistre de l'intérieur, M. Charles Pas-

qua, responsable de la présenta-

tion de ces projets, a consisté à

supprimer le plafonnement à

100 millions de francs par an et

par personne morale des dons

priv

Société

Le procès d'Action directe

Au nom d'une « violence légitime »

Il n'était que 16 heures. « Nous sommes en avance sur l'horloge prévue », a constaté le président Jacques Duclos, en regardant sa montre. En deux heures à peine, la 14^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, avait épuisé le 12 janvier son quota journalier de membres d'Action directe.

Pour ne pas frustrer son public et, sans doute aussi, parce que cela ne fait pas très sérieux de s'écarter à mi-temps quand on juge en grande pompe le terrorisme à la française, le président s'est demandé si l'on ne pouvait pas avancer certaines audiences prévues pour le lendemain. Mais cela n'aurait fait que déplacer le problème. Jusqu'à son terme, ce procès eût-il été condamné aux audiences homophobes ?

A qui la faute ? Aux prévenus, qui, jusqu'ici, ne paraissent pas « tenir la distance » et ne coopèrent que du bout des lèvres avec « la justice de classe » ? Ou aux autorités judiciaires, qui, en programmant ce procès sur deux semaines, lui ont apparemment fait un cadeau bien large ? Toujours est-il que les courts monologues que l'on a entendus tout au long de ces deux heures, le mardi 12 janvier, témoignent bien que cette audience cherche encore son style et sa distance.

Brave homme d'examinateur, M. Jacques Duclos fait pourtant son possible. Il est tout prêt à s'instruire. A tous les prévenus interrogés, il donne sujet libre. Chacun peut s'exprimer autant qu'il le désire, dans la forme de son choix. Si l'un d'entre eux voulait lire un poème ou une recette de cuisine, on sent qu'il l'écouterait avec le même intérêt. Succèsivement, Vincenzo Spano, Hélyette Bess, Schleicher, Nicolas et Claude Halfen ont ainsi refusé — plus ou moins courtoisement — de répondre aux questions précises que M. Duclos leur a posées pour la forme. Comme le résume Spano, membre italien des COLP (Communistes organisés pour la libération du prolétariat) : « Nous ne voulons pas être présents comme des marionnettes ; nous voulons être présents à notre façon ».

Un curieux consensus semble pourtant régner entre le président et les prévenus pour estimer que le contenu précis du dossier n'est qu'un détail négligeable de ce procès. De même que l'on ne compte pas sur les militants pour raconter leur petite enfance. « Ma vie n'intéresse ni l'Etat ni ses juges », lance Claude Halfen. Alors ? Alors, refusez de se livrer, ils se livrent tout de même. Vincenzo Spano, par exemple. Ne nous fions pas à sa volubilité transal-

pine. Ce Calabrais, qui « travaillait » en étroite relation avec Action directe, est un livre, un bréviaire de crypto-marxisme ambulatoire. « Comment appelle-t-on quelqu'un qui use de la violence, sinon de terroriste ? », a demandé le président. Un militant. L'histoire a toujours avancé à partir de la violence révolutionnaire.

En Hélyette Bess reparait, instantanément, la « manna » libertaire. « Oui, j'ai ouvert ma porte à une militante italienne ; elle était blessée ; je l'ai recueillie. Je reprendrai la même position aujourd'hui. On ne change pas parce qu'on est allée en prison. C'est vrai, elle était opposée à la fusion avec la RAF allemande, admet-elle, en jetant un regard à Nathalie Ménigon, qui esquise un sourire, en souvenir sans doute d'interminables discussions nocturnes.

Litane révérencieuse

Schleicher, lui, ne sourit pas. Il n'est que violence et amertume. Il dévide sa litane revendicative, comme un chargeur de pistolet-mitrailleur, jusqu'à la dernière cartouche, méprisant les interruptions. On happe au passage des allusions répétées au pétainisme et au Chili. Brusquement, presque par surprise, il dirige son viscus sur « le premier magistrat de l'Etat », dont il dénonçait l'attitude au cours de la guerre d'Algérie. Courroux paternel du président : « Ah ! non, là vous attaquez des gens qui ne sont pas là pour se défendre ». Peu importe ! Chirac, Pasqua, Chandon, tout le monde y passe. Les faits ? Le dossier ? « Non, ça ne m'intéresse pas ».

Bafouillant, Nicolas Halfen s'estime « très fier » de se voir comparer aux militants du groupe Manouchian, comparaison qui n'était venue à l'esprit de personne. « Je n'ai pas grand-chose à vous dire ; je vous ai dit le fond de ma pensée hier », lance, d'emblée, son frère Claude Halfen. La veille, il avait traité le président de « gros con ». Il consent néanmoins à se faire l'exégète de ses propres déclarations au cours de l'instruction.

« Vous avez déclaré au juge d'instruction que la violence était nécessaire dans une dictature, mais superflue en démocratie », rappelle le président.

« Non, j'avais dit quelquefois superflue », corrige le prévenu. Dont acte.

Sur le fond, ils ne disent rien d'autre que ce qu'ils ont toujours dit

et qui tient en peu de mots. Leur violence est « légitime puisqu'elle s'oppose à la brutalité de l'Etat » (Nicolas Halfen).

Mais, demande le président à Spano, dans ce cas, vous reconnaissez à la société le droit de se défendre ? Pas de réponse.

Une drôle de vie

Leur séjour en prison, on l'imagine, n'a fait que les conforter dans leur conviction qu'ils se heurtent à un Etat fasciste. Schleicher énumère longuement « les misères lancinantes, les troubles de la vision, l'impossibilité de se concentrer », consécutifs à l'isolement total. « Depuis treize mois, on s'évertue à m'enseigner dans un linceul de silence ». « Selon Amnesty International », renchérit Spano, l'isolement total est une forme moderne de torture. Mais c'est Claude Halfen, moins grandiloquent, en un petit mot sans prétention, qui évoque le mieux la solitude glaciale de la prison. « Depuis quatre ans, dit-il simplement, j'ai une drôle de vie... » Drôle de vie, en effet.

Même l'interrogatoire, très attendu, de Frédéric Germain ne parvient pas à électriser l'ambiance. Depuis le début du procès, la répétition d'Action directe, assise au premier rang avec les autres prévenus, n'a pas accordé un mot ni un regard à ses anciens camarades, qui lui rendent bien un mépris d'airain. Tranquillement, elle raconte l'histoire de sa liaison avec Claude Halfen, camarade de lycée, perdu de vue et retrouvé. En quelques mots, elle glisse sur son implication progressive dans les activités du groupe, qui passe de la fourniture d'appareils à sa participation au hold-up de la bijouterie Aldebert. « Au départ, dit-elle, je considérais l'allégeance de Claude Halfen à Action directe comme un mauvais passage. Puis, je me suis aperçue qu'Action directe et lui étaient indissociables ».

Sur les mécanismes par lesquels une jeune fille, apparemment bien sous tous rapports, bascule insensiblement dans la délinquance et le terrorisme, on n'en saura pas davantage. Seul Schleicher, à l'annonce de son nom, rugit : « Une truite, ça grogne, ça ne prononce pas mon nom ». Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon, eux, sont perdus dans leur conciliabule. Ils rient aux éclats.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Au tribunal administratif de Paris

Le commissaire du gouvernement demande le sursis à exécution pour trois expulsés iraniens

Le tribunal administratif n'était guère habitué à une telle affluence. Le mardi 12 janvier, dès 9 h 30, les familles iraniennes venues soutenir les expulsés du 7 décembre se sont alignées dans la salle d'audience, de plus en plus à l'étroit sur les longs bancs de bois vernis de l'hôtel d'Aumont à Paris. Certains des quarante grévistes de la faim, affaiblis par trente-cinq jours de jeûne ; ont alors fait leur entrée, soutenus par leurs camarades. Faute de place, les derniers arrivants ont écouté les plaidoiries debout, en rangs serrés, au fond de la salle.

En présence de trois observateurs internationaux mandatés par la Fédération internationale des droits de l'homme, l'International League for Human Rights et le Mouvement international des juristes catholiques, le tribunal administratif était chargé d'examiner les requêtes de « sursis à exécution » de sept réfugiés politiques iraniens et d'un ressortissant turc ayant tous fait l'objet d'un arrêté d'expulsion le 5 décembre 1987. Si cinq d'entre eux avaient été expulsés vers Libreville, au Gabon, le 7 décembre, les trois autres avaient été assignés à résidence dans la région parisienne en raison d'« une insuffisance de moyens de transport ».

Le mémoire fourni par le ministère de l'Intérieur ne contient aucune accusation précise concernant les comportements individuels des réfugiés, a souligné d'emblée M. François Serres, l'un des avocats des expulsés. Il se contente d'une description catastrophiste du mouvement des Moudjahidines du peuple. Peut-on reprocher à un individu des accusations violentes, qui sont en réalité adressées à une organisation ?

Le dossier remis au tribunal par le ministère de l'Intérieur n'est, en effet, guère nuancé dans son appréciation du mouvement. « Combattants en transit », « structures clandestines et paramilitaires », « agitateurs et agents de propagande », « membres d'un parti totalitaire », les Moudjahidines du peuple présenteraient, « un risque certain pour l'ordre public et la sécurité des habitants du pays d'accueil ».

Encore fallait-il le prouver. Et, dans ce domaine, le dossier manque singulièrement d'éléments. Il se contente de signifier à l'identité des passants devant le comportement « autoritaire » des militants installés dans les rues ou la remise, le 5 octobre, à M. Alain Carignon, d'une pétition de commerçants du centre de Grenoble, ville dont il est

le maire, « excédés par les agissements des Moudjahidines ». Le dossier mentionne bien des renseignements « faisant état de la présence d'armes ou d'éléments de certains militants », mais il en reste là. Nulle trace dans ces documents, dont certains ne sont ni datés, ni timbrés, ni signés, de procès-verbal de saisie d'armes.

Le hasard et la précipitation

Au regard de la description de l'organisation présentée par le ministère de l'Intérieur, les faits-précis reprochés aux sept réfugiés politiques iraniens, visés par les arrêtés d'expulsion paraissent bien anodins : quelques collectes de fonds sur la voie publique, quelques « actions de propagande contre le régime de Khomeiny » ou la fréquentation « assidue » du siège de l'Association des étudiants musulmans de France. « Faits dérisoires et anciens », commente M. François Teitgen. Et de rappeler le cas de M. Sioussse Gharbi Gharbakhshi dont la fiche mentionne laconiquement : « Militant très actif de l'appareil clandestin des Moudjahidines du peuple d'Iran. A été interpellé à différentes reprises à l'occasion d'actions de propagande le 27 décembre 1986 et le 21 février 1987 à Reims ».

Si de telles activités étaient de nature à troubler gravement l'ordre public et la sécurité de ce pays, pourquoi avoir attendu dix mois avant d'engager une procédure d'urgence absolue ?

Plus étonnant encore paraît le cas du ressortissant turc expulsé vers le Gabon le 7 décembre 1987 et accusé d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). M. Hacı Kogulu, qui a toujours nié son appartenance à tout mouvement politique, n'est pas d'origine kurde, mais le PKK est inscrit dans le dossier du ministère de l'Intérieur, il n'a jamais obtenu le statut de réfugié politique. Son avocat, sombre et désabusé, a conclu à « une erreur due à la précipitation et au hasard ».

Le commissaire du gouvernement, M. Connet, s'est montré moins sévère, considérant que les notes émanées du ministère de l'Intérieur, parfois difficiles à identifier, faute d'entente ou de date, émanaient d'officiers de police judiciaire. Assimilant les Moudjahidines du peuple à « une armée étrangère clandestine en voie de constitution », M. Connet s'est attaché à

préciser, les relations qu'entretenait chacun des réfugiés avec l'organisation. Après l'examen des sept dossiers il a demandé au tribunal d'accéder à la requête de sursis à exécution pour trois d'entre eux. Il a, en revanche, recommandé le rejet de cette requête pour quatre des réfugiés iraniens dont le retour pourrait « présenter une menace pour l'ordre public ». Pour le ressortissant turc, le commissaire du gouvernement a sollicité une mesure d'instruction qui devrait permettre de réunir des informations complémentaires.

Si le tribunal, qui rendra ses conclusions avant la fin de la semaine, suit cette recommandation, trois des douze réfugiés iraniens en exil forcé à Libreville, au Gabon, depuis le 7 décembre, pourraient être de retour dans les jours qui viennent. Les notes françaises transmises au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) affirment qu'ils n'y sont menacés « ni dans leur vie, ni dans leur liberté ». Tel n'est pas l'avis de M. Gilbert Bonnemaison, député et maire socialiste d'Epinal-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) qui s'est rendu sur place à Noël. Selon lui, les expulsés, qui vivent dans un hôtel réquisitionné, ne peuvent sortir que quelques instants au cours de la journée afin de faire leur courses dans des magasins imposés, sous surveillance policière constante.

ANNE CHEMIN.

Deux réactions socialistes. Dans un communiqué publié le 12 janvier, M. Pierre Barra, secrétaire national aux droits de l'homme et aux libertés, du Parti socialiste, souligne que « le gouvernement n'a apporté aucune réponse aux demandes d'expulsion » formulées par le PS à propos de l'expulsion, le 3 décembre dernier, de réfugiés iraniens et turcs, « décidée par le gouvernement sous prétexte d'urgence à l'ordre public ». Le droit d'asile est (...) bien remis en cause par ces mesures », poursuit le communiqué, qui demande « l'immédiat arrêt de la procédure de permis de retour en France, le plus rapidement possible, des intéressés ». De son côté, M. Claude Cheysson, commissaire européen, ancien ministre socialiste des relations extérieures, invite le président de la République à « prendre en compte les faits humanitaires et sociaux, comme Français, de la manière dont le gouvernement français s'est comporté vis-à-vis des expulsés ».

Aux assises de Paris

Les larmes de Valérie Subra

Il y a parfois de grands moments dans les procès d'assises où le prétoire devient un théâtre du comique et de l'absurde. Mardi 12 janvier, Laurent Hattab, vingt-deux ans, accusé de l'assassinat de deux personnes, en a donné une courte et percutante illustration. Chevalier à minimiser sa responsabilité, il expliquait ses premiers aveux circonstanciés par des violences « policières » :

« On m'a donné des coups, des claques et des gifles ! »

« Quelle différence faites-vous entre une claquette et une gifle, Hattab ? », coupa l'avocat général Gérard Guillois.

L'autre, superbe : « Une claquette, c'est une claquette ; une gifle, c'est une gifle ».

Le président s'adressa à Valérie Subra : « Vous êtes d'accord ? ». « Oui », souffla Valérie. Jean-Rémi Sarraud et Laurent Hattab surgirent devant Laurent Sarade. Jean-Rémi le ligota avec des cordons de rideaux. Valérie prit du repos en regardant défiler les images d'une cassette vidéo. La torture commença et la quête hystérique de l'argent. Après avoir essayé d'étrangler leur victime avec une écharpe bleue dont la texture céda, Jean-Rémi et Laurent se saisirent d'un coupe-papier effilé. Et le trio reparti avec 6 000 francs en poche, quelques belles montres et chaînes en or.

Comme l'a fait remarquer Valérie à la cour : « Tuer comme ça pour un peu d'argent, c'est horrible, monstrueux ».

Elle n'en continua pas moins à se promener avec sa bague au doigt et sa part de bijoux sur elle. Pressée de questions par le ministère public, elle a fini par craquer : « On n'arrête pas de me poser des questions. Pourquoi toujours moi, franchement pourquoi toujours moi ? ».

Les derniers mots furent boquetés et bientôt noyés dans une crise de larmes. « Enfin un moment d'émotion ! », devait s'exclamer l'avocat général. Les magistrats, c'est bien connu, n'ont pas de cœur.

Suite des débats, le mercredi 13 janvier.

LAURENT GRELSAMER.

L'inspection générale de la police nationale est chargée de l'enquête des écoutes du CSM

L'inspection générale de la police nationale (IGPN) a procédé lundi, sur commission rogatoire du juge Gilles Boulocque, à une perquisition au siège de la Société de protection et d'investigation industrielle (SPII), entreprise privée de gardiennage et de sécurité installée, à Paris (8^e), 56, rue de Rome. Cette perquisition intervient après la mise en cause de la SPII dans une affaire d'écoutes téléphoniques illégales (Le Monde du 13 janvier).

Trois hommes, dont deux anciens gendarmes, tous membres ou anciens membres de la SPII, avaient été surpris, le 23 décembre, alors qu'ils tentaient d'installer clandestinement un dispositif d'écoute sur la ligne téléphonique de M. Yves Luthier, huissier au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) soupçonné d'avoir détourné des documents confidentiels.

L'un d'eux était en possession d'une machine contenant films, écouteurs, testeurs, un combiné téléphonique, un

magnétophone des cassettes et un système de télécommande.

L'enquête, indiquée-on de source officielle, a été confiée à l'IGPN, qui est également un service de police judiciaire — parce qu'elle risque d'impliquer des policiers ou d'anciens policiers. La SPII est une société qu'avait fondée, en 1985, le commissaire Charles Pellegrini, ancien membre de la cellule élyséenne, aujourd'hui détaché aux ministères des PTT, de l'Industrie et du tourisme où il s'occupe de questions de sécurité.

L'affaire des fuites du CSM et l'implication d'anciens gendarmes, a provoqué, mardi, une réaction du Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale qui, dans un communiqué, estime qu'elle « met en cause la dignité et l'honneur d'une grande institution ». Estimant que le travail de la gendarmerie ne doit pas devenir une « source de

suspensions » et de « conflits » avec les autres autorités de police, le syndicat affirme que la dernière affaire est « d'un ordre plus inquiétant qu'elle semble démontrer de la part de certains, outre des maladroites coupables, un total mépris pour les règles de droit ».

Après avoir posé une série de questions sur les conditions dans lesquelles ont agi les « plombiers » surpris au domicile de l'huissier du CSM, ainsi que sur l'appel à des sociétés privées pour pratiquer des écoutes téléphoniques, les commissaires de police soulignent, une fois encore, qu'ils écartent « l'idée d'une police militaire qui agirait en civil ». Au lieu de mettre fin à la guerre des polices en organisant la complémentarité, conclut le communiqué, on a, avec soin ou par ignorance, mélangé les genres en confiant à des militaires de la gendarmerie les missions traditionnelles de la police nationale.

Le dixième anniversaire de la CNIL

La loi sur l'informatique et les libertés « a résisté à l'usure du temps »

« Piégé sans le savoir, si on n'y prend pas garde », M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), évoque ainsi les dangers de la technologie nouvelle — « source de progrès » — en ouvrant, mardi 12 janvier, la colloque qui organise à Paris pour le dixième anniversaire de la loi du 6 janvier 1978, qui créa cette commission.

« Dix ans déjà » : pour les cinq cents personnes réunies au Palais du Luxembourg, le bilan a de quoi rassurer (1). « Cette loi a résisté à l'usure du temps ; elle a même devancé son temps », constate aujourd'hui M. Georges Vedel, doyen honoraire de la faculté de droit et de sciences économiques de Paris. Le paysage informatique a pourtant complètement changé, mais l'appareil juridique mis en place en 1978, puis la jurisprudence de la CNIL, ont limité les effets pervers que l'infor-

matique pouvait présenter. La loi française, la seconde du genre après celle du Land de Hesse en RFA, a d'ailleurs inspiré la convention conclue en 1985, dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Fort de ses dix-sept membres, venus de tous les horizons, la CNIL préserve le principe de réciprocité. Elle a donc rarement sollicité la justice : quarante-huit plaintes en dix ans. Dans le même temps, elle a reçu 44 119 plaintes. Depuis 1978, elle a traité 17 174 demandes d'avis et de déclarations, refusant rarement une innovation mais l'assortissant fréquemment de conditions strictes.

Les motifs d'intervention sont très divers. Ainsi, le badge informatique qui permet dans une entreprise de mesurer les horaires de travail de chaque salarié, servait parfois à contrôler discrètement les allées et venues des délégués syndicaux. Alertée, la CNIL a fait

modifier le badge. Une jeune femme, lors d'un test d'embauche, est cataloguée comme présentant une « sexualité forte ». Un candidat à un mandat électif, âgé de cinquante ans, découvre que ses adversaires ont rendu public son livret scolaire de la classe de septième : « Paraissez et bavez », y lisait-on.

Autant de « drôleries » contre lesquelles la CNIL agit. Ses pouvoirs sont réels. Mais vont-ils suffire désormais, face aux centaines de milliers de micro-ordinateurs ? Il court, à court le progrès. A la CNIL de garder l'avance prise depuis dix ans.

DANIELLE ROUARD.

(1) A l'occasion de cet anniversaire, la CNIL a publié aux éditions Economica, Dix ans d'informatique et de libertés. Prix : 125 francs. CNIL, 21, rue Saint-Gilles, 75007 Paris.

Les poursuites contre trois dirigeants du FLNKS seront instruites à Paris

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Paul Bérthoin, saisie par M. Pierre Arpagian, procureur général, a rendu, mardi 12 janvier, un arrêt, déboutant « pour cause de sûreté publique » M. Michel Blanc, juge d'instruction au tribunal de Nemours, de l'information judiciaire ouverte devant cette juridiction pour « provocation au meurtre » contre MM. Jean-Marie Tjibaou, Yveine Yveine et Octave Tognas, directeur de Radio Djinda, station du FLNKS. Elle a décidé de confier le dossier à la juridiction d'instruction du tribunal de Paris. Il appartiendra donc à M. Robert Diet, président du tribunal de Paris, de désigner le magistrat instructeur qui aura en charge ce dossier.

Rappelons que M. Yveine Yveine, vice-président du FLNKS, avait été placé sous mandat de dépôt, le 22 décembre, par M. Michel Blanc, qui l'avait inculpé de « provocation au meurtre ». C'est la chambre d'accusation de la cour de Nemours, sur appel du procureur général, qui avait ordonné la mise en liberté de l'inculpé, le 28 décembre suivant. La décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation est la conséquence d'une application de l'article 565 du code de procédure pénale, qui prévoit que le renvoi d'une affaire d'un tribunal à un autre « peut être ordonné pour cause de sûreté publique (...), mais seulement à la requête du procureur général près la Cour de cassation ».

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificat d'authenticité et de pureté
dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS INTERNET D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations
Sécheresse 1/7 - 2018 Antwerp
Tél.: 03/232.97.98 - Belgique

Société

Ouverture du procès du Tania à Brest

Une autre marée noire au tribunal

BREST
de notre correspondant

Un procès sur une marée noire peut en cacher une autre. Le mercredi 13 janvier devait s'ouvrir à Brest l'audience civile de l'affaire du Tania. Comme pour l'Amoco-Cadiz, l'Etat français et les compagnies pétrolières, demandent réparation. Un procès marinière complexe encore, les défenses se rejettent les responsabilités.

Le Bretagne était à peine remis du choc de l'Amoco qu'une seconde catastrophe s'abat sur le littoral breton. Dans la nuit du 6 au 7 mars 1980, un pétrolier breton, le Tania, se casse en deux sous les coups de boutoir d'une mer très forte, à 30 kilomètres au large de l'île de Batz. Le pétrolier, réaménagé à « bidouillage » trente et un membres de l'équipage, des Malgaches, mais il manquait huit hommes à l'appel. Le capitaine et son second, un Français.

Le Tania transportait 27 500 tonnes de pétrole lourd. La partie avant du bateau défoncée dans les flots avec 12 000 tonnes tandis que l'arrière du navire repartait de 8 000 tonnes de brut se mettant à dériver dangereusement vers les Roches Douvres. Un remorqueur parvint à récupérer l'épave et à l'envoyer au port de Havre, où le cargo était vidée. Pendant plusieurs mois, des équipes de techniciens et des plongeurs allaient s'affairer autour de l'avant du Tania, gisant par 87 mètres de fond, afin de pomper le cargo.

Un pétrole très coriace

Mais plus de 7 000 tonnes s'étaient échappées des soutes au moment de l'accident, polluant les plages des Côtes-de-Nord d'un pétrole particulièrement coriace. Et cette fois encore, il n'y avait guère que les pelles et les seaux pour venir à bout.

L'Etat français, à lui seul, réclame 500 millions de francs de dommages et intérêts. A ces cotés, dans ce procès, vingt-huit communes des Côtes-de-Nord ont leur dépen-

tement, le Port autonome de Havre, l'Association Interprofessionnelle des victimes de la marée noire, regroupant notamment les bûcheres, le FIPOF (Fonds international d'indemnisation des victimes de pollution par hydrocarbures), qui, ayant versé plusieurs millions de francs aux différents parties, est désireux de récupérer son argent, etc.

Le tribunal qui siègera en audience collégiale sous la présidence de M. Royer, président du tribunal de grande instance de Brest, aura pas une tâche facile. La situation du navire, en dépit de la complexité du dossier, l'armateur était Perennet, société malgache, le gérant technique, la SFTP (Société française des transports pétroliers), filiale de Worms; le gérant commercial, la SARL SOCATRA; l'armateur, propriétaire de la cargaison, EIR-Union; le gérant du personnel malgache, PETROMAD, et le gérant du personnel français, la SFTP.

Une affaire d'autant plus difficile à décrire que tout le monde se renvoie la balle à coups d'expertises et de contre-expertises. Construit en 1957, le navire, passé entre les mains de divers propriétaires et locataires, a été réparé en 1979 sous l'égide de la Spacia (Italie) sous contrôle d'un bureau de vérification, mais, quelques jours avant le naufrage, il est échoué sur un banc de sable dans le port de Wilhelmshaven (RFA). Des travaux ont alors été effectués par la société Ingold Indenberg.

Le procès de l'Amoco-Cadiz n'aura pas d'incidence sur celui du Tania, afférent aux tribunaux de Brest, dans la mesure où le droit français sera respecté à la lettre. Mais, à l'instar de la procédure suivie à Chicago, il ne s'agit, dans un premier temps, que de déterminer les responsabilités. Une tâche peut-être plus difficile dans le cas du Tania, les défenses étant plus nombreuses. Ensuite, le tribunal évaluera les indemnités, mais il ne peut juger les parties responsables de l'efficacité des transactions, ce qui écarterait l'action de la justice.

(Journalistes associés)

L'Etat français touchera l'essentiel des indemnités pour l'Amoco-Cadiz

On connaît à présent avec exactitude les sommes que le juge américain, McGarr, a attribuées en réparation aux différents plaignants français dans le procès de l'Amoco-Cadiz. Elles ont été calculées en franc français pour éviter, selon le juge, les difficultés dues aux variations du cours du dollar. L'Etat français s'est vu attribuer 201,993 millions de francs; le syndicat mixte des communes amies 46,191 millions de francs; les pêcheurs et les commerçants 2,275 millions de francs; les ostréiculteurs 1,132 millions de francs; le comité des pêcheurs de Brest 165 000 francs; la Société d'études pour la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) et la Ligue de protection des oiseaux (LPO) 300 457 francs; les particuliers 841 576 francs. A ces réparations il convient d'ajouter les intérêts fixés par le juge à 7,22 % par an, sur la base de la valeur des dommages-intérêts dus aux parties françaises à 468 millions de francs.

Le Parti communiste estime que le juge a commis une injustice en faisant la part trop belle à l'Etat. Il

demande à celui-ci de consacrer les sommes qu'il va toucher à créer des emplois dans la pêche, la tourisme et la protection du littoral.

Pour les avocats, notamment M. Christian Hugon, M. McGarr n'a pas examiné les demandes d'indemnisation formulées par les départements du Finistère et des Côtes-de-Nord. Enfin, la Ligue de protection des oiseaux, qui rappelle que 25 000 oiseaux sont morts lors de la marée noire de 1978, le jugement de Chicago constitue une régression par rapport aux précédentes décisions internationales.

Par ailleurs, l'Association écologiste SOS Environnement vient d'offrir une prime de 10 000 francs à toute personne permettant d'identifier le pétrolier qui a déposé au large des côtes bretonnes durant le week-end dernier. Malgré l'intervention de plusieurs navires anti-pollution, la marée noire qui a provoqué la plus importante sur ces côtes depuis dix ans - à déjà tué 1 500 oiseaux de mer et en menace 10 000 autres.

MÉDECINE

Le dépistage du SIDA

Une lettre du président de l'ARC

Nous avons reçu de M. Jacques Crozmarie, président de l'Association pour la recherche sur le cancer, la lettre suivante qu'il nous demande de publier au titre de droit de réponse.

J'ai lu avec attention vos articles des 11, 12, 13 et 16 décembre 1987 consacrés aux moyens de lutte contre le SIDA.

Vous m'avez attribué des propos qui appellent quelques brèves observations. Car la portée réelle de ce que j'ai pu dire ne peut être appréciée à sa juste mesure qu'en rappelant le contexte dans lequel de telles déclarations ont été faites.

C'est en effet à la suite d'une question posée par un journaliste, me demandant si j'étais favorable à un contrôle obligatoire des étrangers demeurant en France, et à l'effet que j'ai répondu en faisant valoir que j'ai répugné à faire valoir qu'il y avait un lien entre l'immigration et la diffusion du SIDA, et que, devant une telle hypothèse, il valait mieux se résoudre à pratiquer un dépistage systématique de toute la population.

Comme vous pourrez le constater, le sens de ma déclaration, loin de

provoquer une quelconque discrimination, tendait, tout au contraire, à l'éviter.

Mais je m'explique, en regard à l'urgence de la situation, qu'il est urgent de déployer des moyens autrement plus importants que ceux actuellement en place, et d'encourager par tous moyens les initiatives au dépistage volontaire.

Nous avons d'ailleurs rédigé, au nom de l'ARC, un appel relatif aux autres cotés divers points, et ce document a été signé par d'éminents spécialistes dont certains avaient été présentés comme étant résolulement hostiles à nos déclarations.

[Le dépistage « systématique et obligatoire » de la population française, déjà proposé par les responsables français, est rejeté par la quasi-totalité des spécialistes français et étrangers du SIDA. D'autre part, à la suite de cette affaire, l'Association nationale des journalistes d'information médicale vient de demander à ses membres le boycott des deux prochaines réunions d'information qui seront organisées par l'ARC afin de manifester pour « l'attachement à une information indépendante »]

CATASTROPHES

Le cyclone Anna fait deux morts en Nouvelle-Calédonie

NOUMÉA
de notre correspondant

Deux morts et d'importants dégâts matériels : tel était le bilan, mercredi 13 janvier, du cyclone tropical Anna qui a frappé la Nouvelle-Calédonie dans la nuit du 12 au 13 janvier. Les deux victimes, deux hommes âgés respectivement de quarante-cinq et cinquante et un ans) ont péri noyés près de Nouméa dans des courants d'eau grossis par les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la région sud de l'archipel. Quarante-cinq personnes résidant dans la commune de Paila ont, par ailleurs, dû être évacuées - dont certains par hélicoptère - alors que, menacées par la montée des eaux, elles s'étaient réfugiées dans les arbres ou sur les toits des habitations.

Les dégâts matériels les plus importants ont été enregistrés sur la côte est de l'île, la zone la plus touchée par le cyclone où les rafales de vent atteignaient des pointes de 180 à 200 kilomètres à l'heure. Dans les communes de Touho, Pointe-à-Pit, Poniérou, Canala, de nombreuses habitations ont été endommagées par des chutes d'arbres ou ont vu leur toiture arrachée par le vent. La circulation routière était rendue difficile, voire impossible, en raison des éboulements de terrain des rivières en crue et des troncs d'arbres abattus en travers de la chaussée.

Le 13 janvier au matin, les gardarmes chargés des secours ne pou-

vaient toujours pas accéder à certaines tribus isolées. De nombreuses communes de brousse sont encore privées d'eau, d'électricité et de téléphone. A Nouméa, la rupture d'une canalisation a provoqué l'arrêt de l'alimentation en eau.

Cependant, les conditions météorologiques étaient, le 13 janvier en fin d'après-midi (heure locale), en voie d'amélioration, les services météo ne parlant plus que de « dépression tropicale » et non plus de « cyclone tropical » ; mais les dispositions du plan ORSEC restaient en vigueur.

F. B.

« Le typhon « Roy » ravage l'île de Guam. — Le typhon (cyclone tropical du nord-ouest du Pacifique) « Roy » a balayé l'île américaine de Guam et plusieurs autres des îles Mariannes, le mardi 12 janvier. Prévenus depuis la veille de l'arrivée de « Roy », les 125 000 habitants de Guam s'étaient réfugiés dans les abris anticycloniques et les bâtiments en dur ou encore barricadés chez eux, ce qui explique que « Roy », pourtant le typhon le plus violent subi par Guam depuis 1978, n'a fait qu'un mort indirect (un homme victime d'un infarctus) et une blessée (une femme ligée qui a glissé en entrant dans un abri). Mais les dégâts matériels sont très importants : toits arrachés, vitres brisées, conduites d'eau et lignes électriques cassées, maisons endommagées, cultures détruites. — (AP, UPI.)

SCIENCES

M. Jules Horowitz président du synchrotron européen

L'ancien directeur de l'Institut de recherche fondamentale sur les matériaux (IRFM), M. Jules Horowitz, a été élu, mardi 12 janvier, président du conseil d'administration définitif de la source européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) de Grenoble. Il succède à ce poste à M. Pierre Aigrain, qui était président du conseil provisoire.

[Ancien élève de l'Ecole polytechnique, M. Horowitz, né le 3 octobre 1921 à Rostov, en Pologne, a fait l'essentiel

de sa carrière au CEA, où il fut notamment directeur des piles atomiques de 1962 à 1969. Cet ancien collaborateur silencieux et efficace de M. André Girard, lorsque ce dernier était le patron du CEA, est des hommes de la science et de la technique. Lors de sa nomination, le conseil l'ESRF a émis une déclaration de principes : « Le synchrotron est une source de rayonnement qui sera utilisée pour la recherche scientifique et industrielle. » (Les par pays) qui siègeront au conseil. Il s'agit pour la France, outre M. Horowitz, de M. Daniel Cribier (CEA) et de Jean-Marie Lehmans (CNRS).]

« Un satellite pakistanais sera lancé en juin 1988. — Le premier satellite expérimental du Pakistan sera lancé en juin prochain, a annoncé, mardi 12 janvier, l'agence officielle pakistanaise d'information APP, citant un porte-parole de la Commission pakistanaise pour la recherche spatiale.

La satellite BADR-A, pesant 75 kilogrammes, est assemblée par des ingénieurs et scientifiques du pays. Il sera destiné à l'expérimentation technologique et météorologique. Selon des informations officiellement non confirmées, ce satellite pourrait être lancé avec l'aide de la Chine. — (AFP.)

Un millier d'appareils en cours d'installation

Taxis sous tension

Un taxi comme les autres. Aucun signe extérieur. A l'intérieur de la voiture, quatre puces d'indices. En regardant bien, on aperçoit une quatrième puce, sous les pieds du chauffeur. Le siège arrière est un espace... de charge électrique. Sous le dossier, un dispositif permet d'insérer dans la dos du client 52 000 volts, sous une faible intensité : 20 milli-ampères. Le secrétaire général du syndicat FO des conducteurs et artisans taxis de la région parisienne, M. Norbert Benarous, pense avoir trouvé l'arme anti-agression. Il a commandé un millier de « sièges électrifiés », qui sont en cours d'installation. Devant l'effet des demandes, il s'apprête, d'ailleurs, à passer commande d'un second millier. Six cents autres taxis en France sont aussi intéressés.

Et celle du client horrifié ? M. Benarous balaise les objections. Un déclenchement accidentel ? « Nous avons fait passer deux secouristes, deux intervenants désarmés que le chauffeur doit manipuler pour charger l'appareil. » Les vêtements mouillés portés par un client ? « Ce dispositif est étanche dans le dossier. » Les cardiques surprises à la suite d'une erreur de manipulation ? « L'appareil a été testé et ne comporte aucun risque. » Et les femmes enceintes soumises à des décharges répétées ? « Il est très rare que les femmes enceintes aient des chauffeurs de taxi... »

La préfecture de police de Paris n'a pas la belle assurance de M. Benarous. Les tests ne sont pas terminés, observe-t-on dans l'entourage du préfet de police, mais leurs résultats sont pour l'instant franchement négatifs. « Un taxi qui subit aujourd'hui la visite technique annuelle en étant équipé de ce siège électrifié se verrait convoqué de la direction, dans son intérêt », M. Benarous, dont le syndicat compte « plus de mille huit cents adhérents », mais qui offre ses services aux quatorze mille trois cents taxis parisiens, a tout de même pris une précaution : la société Recosax, qui importe l'appareil, fabrique en Israël pour la première série, à Taïwan et au Brésil pour les suivantes, étudiera une indemnisation en cas d'intervention, promet-il. La Recosax confirme et reste sereine : « L'importe qui, en France, peut acheter pour 700 à 800 francs un appareil qui envoie plus de 45 000 volts à un agresseur. Si on l'utilise pour le mal, tout le monde, pourquoi le refuser à un chauffeur de taxi ? » L'électro-taxi est à nos portes.

CHARLES VIAL

SPORTS

Le Rallye Paris-Alger-Dakar

Neveu quitte la famille

Un moment menacé par le vent de sable, qui empêchait le décollage des hélicoptères d'assistance, la spéciale de la douzième étape disputée, le mardi 12 janvier, entre Agades et Niamey, a vu les victoires du motard italien Claudio Terruzzi (Honda) et du Belge Guy Colson (Mitsubishi Pajero). Cyril Neveu et le Nigérien Pierre Karsmakers (Honda) qui occupaient les troisième et sixième places au classement général des motos ont dû abandonner, victimes respectivement de fractures aux doigts de pied et d'une luxation à la hanche.

NIAMEY
de notre envoyé spécial

Le boulevard Mitterrand n'est pas noir de monde, comme pour les visites officielles avec enfants des écoles et petits drapeaux. Mais une petite foule s'est agglutinée autour de l'hôtel Gawaye, un palace situé au bout du Niger, car c'est à la fois le point d'arrivée, le quartier général du Rallye et le lieu de bivouac de tous les concurrents. Une occasion à ne pas rater pour la communauté française de la capitale du Niger, mais aussi pour la minorité des Nigériens qui suivent l'actualité.

« Ça nous intéresse parce qu'on n'a pas chez nous ce déploiement de publicité », dit un Nigérien admiratif. « Il ne faut pas supprimer cette course, renchérit un instituteur. Radio-France-International nous inquitte avec ses nouvelles alarmistes. Dites bien que nous sommes pour le Rallye. » Message transmis. Un groupe de supporters attend le régional de l'étape, Jean-Marie Vanneville, employé dans une société locale de travaux publics. Mais lui ne sait si sa Mercedes est encore en course. La plupart ignorent même l'abandon à Arlit du Nigérien Momo Dayak, qui a cassé sa boîte de vitesses. « La télévision, ici, ne nous montre rien, se plaint un Français. Il faut venir ici pour savoir ce qui se passe. »

Alors que, dans le désert, les enfants réclament des cadeaux, à Niamey, ils demandent des autocollants. Noirs et Blancs mêlés, ils font la tournée des campements déjà installés sur les pelouses de l'hôtel. Le

monde à l'envers : ce sont les enfants de la ville qui quêtent auprès des nomades. Parmi la foule des photographes et caméramans, des touristes pas les autres : les touristes, par exemple, l'équipage de Radio-Côte-Picardie, qui a été disqualifié pour être arrivé en retard à Tamanrasset. Nullement découragés, les deux Picards ont décidé de rallier Dakar hors course. Ils ont une auto-stoppeuse japonaise et se promènent sur les routes goudronnées en prenant des photos. « Pour nous, l'aventure commence maintenant : plus de contraintes, plus d'assistance. Liberté totale. » Nombreux sont les concurrents éliminés qui suivent la course, au grand désespoir des organisateurs qui craignent toujours l'assistance sauvage. Seuls ceux qui ont « cassé » doivent décrocher pour s'occuper de leur véhicule.

Mouvement de foule à la nuit tombante : les premiers concurrents arrivent sur le boulevard Mitterrand. Les petits Nigériens découvrent alors la faiblesse de l'homme blanc sur ses grosses machines. Les motards, qui ont près de 1 000 kilomètres dans les roues, tubent en descendant de leurs bolides. Le petit Cyril Neveu, le pied blessé, se fait soutenir pour clopinier jusqu'à son bivouac. Il devra abandonner à la suite de fracture au troisième et quatrième doigts du pied droit.

Fraîcheur des pilotes automobiles, en revanche. Vatanen, suédois, émerge de son habitacle frais et rose. Harcelé par les gamins, il signe autographe sur autographe, sans se départir de son calme olympien. Il lui arrive même de sourire. Bien qu'il n'ait pas spécialement brillé dans l'étape du jour où il a terminé cinquième, son nom est sur toutes les lèvres et sa chevelure blonde qui dépasse d'une tête toutes les autres est le point de tous les regards. On en vient à oublier les voitures. Il est vrai que Peugeot n'est pas une découverte en Afrique.

Une fois dépassé le tohu-bohu des arrivées, chacun retrouve ses quartiers respectifs. Les champions de renom et les équipes riches dans les chambres de l'hôtel Gawaye. Les autres en bivouac sur les pelouses, au bord du Niger. Et les mécaniciens au travail sur les parkings à la lumière des réverbères, attendant les camions d'assistance. Da moins ceux qui restent.

ROGER CANIS

CLASSEMENT DE LA SPÉCIALE TAHOUA-ITCHIGUIN (252 km) (12 Haps Agades-Niamey, 819 km)

1. Motos. — 1. Terruzzi (It-Honda), 3 h 7 mn 31 s ; 2. Charbonnier (Fr-Yamaha), à 2 mn 17 s ; Rabier (Bel-Suzuki), à 12 mn 11 s ; 4. Pico (It-Yamaha), à 12 mn 23 s ; 5. Findano (It-Suzuki), à 12 mn 47 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX
Motos. — 1. Pico (It-Yamaha), 39 h 54 mn 33 s ; 2. Oriol (It-Honda), à 59 mn 47 s ; 3. Lalay (Fr-Honda), à 4 h 35 mn 3 s ; 4. Mas (Esp-Yamaha), à 5 h 4 mn 4 s ; 5. Terruzzi (It-Honda), à 5 h 8 mn 29 s.

Autos. — 1. Vatanen-Borghund (Fin-Suède-Peugeot 405), 19 h 43 mn 53 s de pénalité ; Kankkunen-Pironen (Fin-Peugeot 205), à 1 h 2 mn 30 s ;

3. Larigue-Maingret (Fr-Pajero), à 2 h 19 mn 26 s ; 4. Shinozuka-Magne (Jap-Fr-Pajero), à 3 h 11 mn 50 s ; 5. Tjstenman-Tjstenman (P-B-Pajero), à 4 h 21 mn 52 s.

Les Internationaux de tennis d'Australie

Avec ou sans toit

Contraint de jouer en soirée sous le toit amovible aménagé à grands frais sur le court central du Flinders Park de Melbourne, alors que la pluie avait cessé en fin d'après-midi, Mats Wilander a vivement critiqué, mardi 13 janvier, les organisateurs des Internationaux de tennis d'Australie. Le Suédois estime que le tennis en salle n'est pas dans l'esprit d'un tournoi du grand chelem et que le toit ne devrait servir qu'en cas d'intempéries prolongées pour permettre à la compétition de se poursuivre sur un court. Les opérations d'ouverture ou de fermeture du toit qui prennent une demi-heure obligent les organisateurs à faire leur choix avant chaque session.

En revanche, les principaux favoris du tournoi se sont bien adaptés à la nouvelle surface synthétique (rebound ease). Ainsi, le Tchèque Ivan Lendl n'a laissé, mercredi, que deux jeux à son adversaire, l'Américain Matt Anger (6-0, 6-1, 6-1). Les Américains Martina Navratilova et Chris Evert ont été encore plus expéditives face à leurs compatriotes Anna-Maria Fernandez (6-1, 6-0) et Beverly Ferris (6-0, 6-1). Seules parmi les têtes de série, l'Américaine Zina Garrison (n° 7) a été éliminée par la Suissesse Eva Krapf (3-6, 6-3, 6-4).

Yannick Noah s'est qualifié pour le troisième tour en battant l'Italien Massimo Narducci (6-7, 6-2, 6-2, 6-1). En revanche, Catherine Suire a été éliminée par la Suissesse Céline Cohen (6-7, 7-5, 11-9).

SKI ALPIN : Coupe du monde. — L'Autrichien Bernhard Gstrein a remporté, mardi 12 janvier, le slalom de Lienz (Autriche) devant l'Italien Alberto Tomba et le Suédois Jonas Nilsson.

هكذا من الاصل

Communication

Un entretien avec M. Michel Meyer, directeur de l'information de Radio-France

« Faire d'Inter la radio de référence »

Radio-France pavoise. France-Info, entendue déjà dans 35 villes, a réalisé depuis son lancement, en juin dernier, une percée spectaculaire dans les sondages. Au point d'être désormais présentée comme l'étendard et le fer de lance de la société. Directeur de l'information de Radio-France, M. Michel Meyer fait ici le point sur le nouveau dispositif de l'information, et notamment sur France-Inter, dont la tranche matinale vient d'être réaménagée.

« De nouvelles chroniques, une grille matinale plus proche de celle des périphériques... Pourquoi cette mise à jour ? »

« Depuis un peu plus d'un an nous nous sommes efforcés, en réorganisant les rédactions de Radio-France, de mettre en place une logique et de construire un socle solide. Partant de la supposition que, depuis toujours, entourer le service public, nous avons exigé une rigueur absolue dans le traitement et la hiérarchie de l'information. Nous avons multiplié les éléments sonores, les documents, les reportages à l'étranger et en province grâce à notre réseau de stations locales. Nous nous sommes donné pour modèle le *Herald Tribune* et le *Monde*, quitte à encourir le risque de paraître parfois un peu austère. Mais ce travail était nécessaire. Maintenant, nous allons pouvoir aérer, injecter un peu plus de chaleur, un peu plus de photos. Tirer le *Monde* vers France-Info... alors que l'inverse n'est jamais possible. »

« Cela annonce-t-il un changement sur les antennes de son Inter ? »

« Non. Nos auditeurs - on compte parmi eux un grand nombre de publicistes - sont partisans d'un certain classicisme du ton. Le style doit rester sobre, proche de l'écrit et nous devons être vigilants sur l'emploi du bon français. Rappelez-vous la phrase de Victor Hugo : « La forme, c'est le fond qui remonte à la surface ». Notre boulot n'est pas de faire des « coups » mais d'offrir aux auditeurs les éléments

leur permettant de décoder l'information et de se faire eux-mêmes un jugement. »

« Vous semblez néanmoins vous aligner sur vos concurrents. Ne déplacez-vous pas l'activité de l'information vers la France-Info ? »

« J'en avais assez que l'on considère, dans le microcosme parisien, que les seuls personnages en phase avec l'actualité sont les invités de Jean-Pierre Elkabbach. C'est faux. Désormais on devrait être plus visible. »

« Vous sentez-vous des devoirs inhérents au service public ? »

« Sans aucun doute. Un homme politique a utilisé un jour, à propos d'Antenne 2, l'idée de « référence ». Ça m'a ennuyé qu'il prenne ainsi la formule car je n'en trouve pas de meilleure. Dans un paysage audiovisuel en pleine restructuration, Inter doit être une sorte de balise et rester la radio de référence, comme la BBC. Dégagé des impératifs commerciaux qui ont transformé TF1 en une pompe à fric et d'une tutelle étatique obsolète - on nous fiche une paix royale - nous avons des atouts pour devenir l'espace de liberté radiophonique par excellence. »

« France-Info apparaît de plus en plus comme un élément majeur du dispositif d'information de Radio-France. »

« France-Info a gagné. Le dernier sondage IPSOS la crédite de 5,5 % d'audience sur Paris, 4,2 % en Ile-de-France. Des chiffres qui dépassent nos espérances. Elle est arrivée à point nommé. Après les périodes d'idéologisation extrême, les auditeurs avaient besoin d'une information brève, sèche, instantanée, à un rythme qui permette d'échapper enfin aux grands-messes. C'est à la fois l'aboutissement logique de notre politique de réseau qui permet de rentabiliser nos activités de collecte de l'information. C'est aussi la justification de toute notre réforme de l'information. C'est en fonction d'elle que nous avons remodelé l'outil de travail ; accéléré l'informatisation des rédactions, interconnecté toutes les stations locales en liaison permanente avec la

rédaction centrale, rapproché les journalistes et techniciens et opéré au sein de la société une mini-révolution. »

« N'y a-t-il pas un risque de faire de France-Info une simple antenne ? »

« Au contraire ! C'est France-Info qui va nous permettre de jouer à fond la complémentarité entre nos chaînes et nos éditions. Nous avons toute latitude pour maîtriser cette panoplie et jouer le caméléon des ondes. Il sera beaucoup plus difficile aux autres radios commerciales de gérer l'effet France-Info. »

« Sa portée ne doit pas faire oublier la baisse notable d'audience observée en un an sur l'ensemble des tranches d'informations d'Inter. »

« Cette baisse est globale et touche aussi les périphériques, à l'exception de RTL. La part d'audience des radios FM ne saurait croître sans prendre des points quelque part. Toutes les radios généralistes doivent donc s'attendre à avoir des problèmes, y compris RTL. C'est elle que nous avons en ligne de mire et c'est sur son public que nous mordrons un jour. Pas en « RTLisant » notre antenne, mais parce que sa propre audience évoluera en termes d'exigence. Quand il se produit des événements importants, c'est vers Inter et Europe 1 qu'elle se tourne spontanément : encore Europe 1 subit-elle la répercussion d'une personnalisation de l'information dont le public ne veut plus. Moi je réfléchis en termes stratégiques, comme si j'étais là pour vingt ans. Et ce que nous avons fait à Inter et à France-Info est irréversible. »

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

● RECTIFICATIF. — René-Pierre Bouliu, qui a démissionné récemment de son poste de rédacteur en chef de Lyon-Libération, ne fait pas partie des dix-neuf licenciés décidés au journal lyonnais, comme nous l'indiquions par erreur dans l'édition du *Monde* du 12 janvier. Réintégré au siège parisien de Libération, il devrait recevoir prochainement une nouvelle affectation à la rédaction.

Incertitudes sur la télévision directe par satellite

Les ailes rognées de TV Sat 1

Un des deux grands panneaux solaires du satellite de télévision allemand TV Sat 1, lancé le 21 novembre dernier par Ariane, n'est toujours pas déployé. Les techniciens d'Eurosatellite (le consortium franco-allemand qui construit TV Sat 1) et ceux de la Bundespost (propriétaire du satellite) s'efforcent à rechercher les causes de ce mauvais fonctionnement, qui compromet toute la mission du satellite puisqu'il empêche le déploiement d'une antenne.

Une campagne de mesures (voir encadré) a déjà permis d'écarter la plupart des trente-huit causes théoriques recensées a priori pour expliquer le défaut d'ouverture. Les recherches continuent cependant, sous la houlette d'une commission d'investigation franco-allemande, qui doit se prononcer sur l'état du satellite, proposer des actions de correction pour TV Sat 1 et, si besoin est, pour les autres satellites de la même famille. Cette commission, qui s'est réunie pour la première fois le 4 janvier, doit remettre son rapport au début de février.

La cause la plus probable de l'échec du déploiement du panneau paraît être la non-ouverture de certains des six crochets qui maintiennent ce panneau replié (chacun a une force de retenu de 1 tonne). Les techniciens espèrent que cette défaillance est « unitaire » (c'est-à-dire qu'elle est due uniquement à la pièce montée sur TV Sat, ou à une erreur de montage sur le satellite), et non pas révélatrice d'un défaut de conception. Si tel est bien le cas, il ne sera pas nécessaire de modifier radicalement les satellites similaires (TDF 1, TDF 2, TV Sat 2, T44 X), qui utilisent les mêmes panneaux conçus par l'Aérospatiale (une paternité qui n'augmente pas le crédit des Français outre-Rhin...). En tout cas, aucune décision n'est encore prise pour une modification de TDF 1, laquelle serait alors amonciatrice de nouveaux retards en plus de ceux du lanceur Ariane.

Au-delà des considérations techniques, les déboires de TV Sat 1 alimentent les spéculations sur l'avenir de son jumeau français TDF 1, et plus largement sur l'avenir des satellites de télévision directe à forte puissance. Pour pallier un éventuel échec de TV Sat 1, les réflexions

sont déjà commencées entre Français et Allemands. Une des pistes explorées est le partage des canaux de TDF 1 entre deux programmes allemands (sans doute les chaînes privées RTL-Plus et SAT-1) et deux programmes français, au moins jusqu'au lancement de TV Sat 2 (qui pourrait, pour gagner du temps, prendre le créneau de lancement de TDF 2). Un tel schéma remettrait évidemment en question le fragile montage - d'ailleurs non bouclé - qui doit financer sur fonds privés TDF 2.

Il supporterait un alignement sur les tarifs de location allemands, plus bas que les tarifs français, et donc un effort public supplémentaire. Du côté des industriels, on espère des décisions pas trop tardives, afin de tenir l'objectif de mettre sur le marché en septembre des équipements de réception grand public. Toutes

ces incertitudes renforcent les partisans de solutions alternatives pour la diffusion des programmes de télévision comme la série des satellites Telecom 1 et 2, ou encore le luxembourgeois Astra.

Côté politique, on aimerait trancher le plus tard possible dans un débat portant sur le sort de projets dans lesquels plusieurs milliards ont déjà été investis. L'attente, cependant, ne pourra pas forcément durer jusqu'aux élections. D'autant que les décisions à prendre - et notamment sur la participation, toujours évoquée, des satellites TDF - auront des répercussions sur l'ensemble de la filière électronique. Car, selon leurs promoteurs, les satellites à forte puissance portent aussi les espoirs de la télévision européenne à haute définition.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Sauvetage en apesanteur

Les techniciens qui « sauvent » TV Sat 1 sont un peu dans la situation de médecins soignant à 36 000 kilomètres de distance un patient paralysé et... aphorisme. Il leur faut donc inventer de nouvelles méthodes de diagnostic, et d'abord pour connaître la position de tous les organes du satellite, sa configuration. En faisant varier la position de l'engin, on mesure à distance, par des capteurs, l'électricité générée par ses panneaux solaires ; ou bien la température de certains points sensibles ; ou bien encore, en faisant vibrer par des mouvements les structures du satellite, on mesure les fréquences de résonance obtenues. Comparées avec des modèles mathématiques ou des reconstitutions à terre, toutes ces données permettent de réduire l'incertitude sur les causes de panne.

Encore faut-il disposer de ces données, alors même que le canal de télémesure de TV Sat 1, prévu pour un fonctionnement normal, se révélait trop réduit pour cette avalanche de mesures. Il a donc fallu concevoir des logiciels spécifiques, vérifier qu'ils cohabitaient sans dom-

mage avec les logiciels habituels du calculateur de bord, et les télécharger dans ce dernier, pour que ce calculateur stocke les télémesures avant transmission. Pas évident, quand on est pressé par le temps.

Une fois le diagnostic établi, les « sauveteurs » de satellite espèrent passer aux soins, en imposant une « gymnastique » adaptée. Rotations, vibrations, accélérations, le régime dépend des pannes à traiter... et ce genre de méthode a déjà permis la « rééducation » d'Ariane, qui connaissait aussi des problèmes d'ouverture de panneaux solaires. Dans le cas de TV Sat, les techniciens imaginent déjà pour la deuxième quinzaine de février des manœuvres de « spin », consistant à faire tourner le satellite comme une toupie pour débloquer la panne récalcitrante grâce à la force centrifuge. Mais c'est une manœuvre risquée, où l'on doit veiller à ne pas épuiser le « muscle » ou, en tout cas, ses réserves de carburant, car c'est alors sa durée de vie qui diminue.

M. C. L.

Dites-moi Mr. Financement...



722^F par mois
pour la Renault 11
ça m'intéresse

Ça vous intéresse ? Et bien c'est une LOA sur 60 mois. Moyennant un versement initial de 23.002F (dont 14.376F de 1^{er} loyer majoré et 8.626F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 59 loyers de 722F. Coût total en cas d'acquisition 65.600F. Offre valable jusqu'au 29.02.88 sur toute la gamme RENAULT 9 et RENAULT V.P., sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC, SA au capital de F. 321.490.700 27-33 Quai Le Gallo, 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221 et sous réserve de la législation en vigueur RENAULT 11 Spring 3 portes. Prix TTC 57.504F au 17/09/87 Mr. Financement chez votre concessionnaire ou au 05.25.25.25

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

Le Monde

EDUCATION

Les projets du Nord pour son école

AGRO-ALIMENTAIRE et biochimie à Dunkerque; tourisme, chimie et anglais à Calais; communication audiovisuelle à Condé-sur-Escaut; nouveaux matériaux à Maubeuge... Les terribles et les hauts fourneaux ont définitivement disparu, sur la carte des formations et des métiers de demain que vient de dresser la région Nord-Pas-de-Calais.

La planification ne peut être une science exacte dans un domaine aussi incertain, mais le schéma prévisionnel des formations, ce gros document de 600 pages que le conseil régional de Lille approuvera le 23 janvier, après bien d'autres régions de France, est tout-à-fait un acte politique qu'une tentative de mise en cohérence des investissements scolaires.

La région Nord-Pas-de-Calais ne souhaite pas en effet se limiter au rôle de maçon octroyé par l'Etat aux collectivités locales (régions pour les lycées et départements pour les collèges) depuis l'entrée en vigueur des lois de décentralisation, voilà deux ans exactement. Construire des lycées certes, mais surtout infléchir la démarche éducative et la nature des filières de formation dont l'amélioration et l'ouverture à tous sont considérées comme « la condition du développement régional ».

Sensibiliser les partenaires

Le schéma prévisionnel des formations ne se limite donc pas à un simple inventaire des établissements à construire ou à aménager en fonction de l'évolution attendue de la démographie scolaire. Il marque nettement certains choix éducatifs et économiques — priorité aux bacs professionnels et à l'accès à l'enseignement supérieur, accent sur les filières conduisant à des emplois du secteur tertiaire — qui, pour la première fois, sont débattus par les élus régionaux. Le document veut aussi constituer une base de discussion avec l'Etat pour le renouvellement, en 1988, du contrat de plan, qui doit aider le Nord-Pas-de-Calais à rattraper son important retard en matière d'éducation.

M. Michel Delebarre, premier vice-président du conseil régional chargé de la formation et de l'enseignement, n'hésite pas à parler d'une situation de « sous-scolarisation ». L'académie de Lille, qui correspond à la région administrative et comprend les départements du Nord et du Pas-de-Calais, est la deuxième de France par son nombre d'élèves et d'étudiants, mais ne se classe qu'au vingtième rang (sur vingt-huit) par son taux de bacheliers et au vingt-troisième pour la poursuite d'études après le bac. Les deux tiers de sa population ne dépassent pas le niveau du certificat d'études primaires.

L'effort à accomplir est donc immense, d'autant qu'il existe à l'intérieur de la région de grandes inégalités de scolarisation. Considéré localement, l'objectif qui

consiste à porter 80 % des jeunes au niveau du bac en l'an 2000 apparaît même comme utopique, si l'on considère que dans des bassins comme Calais, Avesnes ou Roubaix-Tourcoing, seuls 26 % d'une génération atteignent aujourd'hui les classes terminales — et même 24 % à Dunkerque, contre 39 % à Lille.

Pour sensibiliser l'ensemble des partenaires, la région a décidé de recueillir les remarques et les revendications sur le terrain. Dans chacun des quatorze « bassins de formation et d'emploi », une journée de concertation élargie a été organisée. Les responsables de la région et du rectorat ont ainsi rencontré plus de deux mille cinq cents personnes : chefs d'établissement scolaire, enseignants, parents — mais aussi chefs d'entreprise, dirigeants de l'enseignement catholique et d'organismes de formation continue et professionnelle. Une soixantaine de demandes de construction ou d'extension de lycées ont été formulées, dont vingt-cinq ont été retenues dans le schéma prévisionnel.

Mais les débats ont aussi porté sur la nature des sections à ouvrir ou à fermer, en liaison avec la reconversion industrielle, la construction du tunnel sous la Manche et du TGV nord-européen ainsi qu'avec l'ouverture du marché européen en 1992, qui doit provoquer la multiplication des échanges avec le Benelux. La définition de « pôles de formation » trop spécialisés pour chaque établissement a été contestée en raison de la nécessaire adaptation aux évolutions régionales et aux mutations techniques. Les nouveaux lycées seront donc polyvalents, leur construction sera étudiée avec les utilisateurs, et les liens avec les entreprises devront être approfondis. La région veut installer ces établissements en zone urbaine ou péri-urbaine, mais favoriser leur fréquentation par des élèves qui en sont éloignés, en améliorant les conditions d'accès aux internats, en rénovant les annexes des lycées, et même en ouvrant des classes de seconde dans certains collèges.

« Plus que l'Etat »

Parmi les vingt-cinq opérations prioritaires retenues pour les cinq prochaines années figurent onze constructions entièrement neuves : neuf lycées et deux lycées professionnels. Hommage de l'Etat à la collectivité décentralisée : le rectorat, qui a été associé à l'élaboration du schéma, reconnaît que la région a « fait plus et plus vite que l'Etat » et que la nécessité d'accueillir une masse nouvelle dans le second degré a prévalu sur les contingences politiques.

Telle n'est pas toutefois l'opinion des opposants à la majorité socialiste du conseil régional. « Si deux villes sont en concurrence pour un lycée, c'est toujours la ville qui a la même couleur que la région qui l'emporte », affirme M^{me} Denise Ségur, conseiller régional chargé du dossier de l'enseignement au groupe UDF. Mme Ségur juge cependant « très enrichissantes » les consultations de la base et reconnaît que le document proposé au vote tient compte des avis exprimés, même si la situation de l'enseignement privé lui semble avoir été abordée trop discrètement.

En revanche, le Parti communiste estime que la concertation a été « bidon » et que la philosophie générale du schéma n'est autre que « celle du patronat ». Les communistes lui reprochent d'appuyer le déclin des industries classiques comme la chimie et de miser sur les formations tertiaires, « aberrantes dans un désert économique ». Ils critiquent aussi l'implantation de lycées professionnels dans les secteurs les plus populaires, où les

Comme bien d'autres régions, le Nord-Pas-de-Calais va adopter son « schéma prévisionnel des formations ». Un plan ambitieux pour rattraper un important retard de scolarisation et permettre la reconversion de l'économie.

MON GRAND-PERE
ÉTAIT MINEUR.
MON PÈRE ÉTAIT
MINEUR.
MON FILS S'RA
AU CLUB-MED.



enfants seraient destinés aux baccalauréats professionnels, qui sont des « sous-bacs ». Pour la majorité socialiste, le schéma doit au contraire « susciter un véritable appétit de formation » dans une région où la nécessité des études longues n'est pas encore communément admise par les familles modestes. Le Nord-Pas-de-Calais veut « adapter les itinéraires de formation à la population » et non pas l'inverse. Il entend lutter contre les redoublements au collège, rénover les CAP, favoriser la poursuite d'études secondaires longues et supérieures, y compris pour les bacheliers professionnels.

Des objectifs volontaristes ont été fixés : réduire de 10 % à 5 % le taux de redoublement en 6^e et

deux ans ; atteindre 60 % d'une génération au niveau bac dès 1990, contre 31 % aujourd'hui. Ambitieux — au point de paraître irréaliste... — la région table même sur un taux de 30 % de bacs professionnels en l'an 2000, alors que la formule démarre à peine.

Mieux accueillir les enseignants

Se voulant global, le schéma traite aussi de l'enseignement supérieur, qui n'est pas de la compétence de la région, mais « où il manque plus de vingt mille étudiants ». C'est ainsi qu'il se prononce pour la délocalisation d'une partie des premiers cycles, notamment dans le Pas-de-Calais, particulièrement dégarai. La région n'oublie ni l'enseignement privé, dont elle est prête à garantir les emprunts, ni l'apprentissage, reconnu comme une « formation alternative », ni les organismes de formation continue, dont la coopération est souhaitée. Elle veut, en particulier, favoriser, par un soutien financier, l'émergence d'une « industrie régionale » de la pédagogie (logiciels, techniques d'enseignement à distance, télématique).

Mais le Nord sait aussi qu'il ne surmontera pas ses handicaps scolaires s'il continue de former trop peu d'enseignants, et surtout

d'apparaître comme un repoussoir pour les professeurs. « Cette région ne peut vivre avec des enseignants en perpétuels aller-retour », insiste M. Delebarre. Je suis horrifié lorsque j'apprends qu'une enseignante toulousaine, nommée à Lille tombe malade et abandonne son poste peu après la rentrée, car son mari est resté là-bas. Qu'est-ce à y gagner les élèves et les équipes pédagogiques ? »

S'il était un jour ministre de l'éducation nationale — hypothèse qu'il ne rejette pas lorsqu'on la lui suggère... — M. Delebarre rétablirait un système de recrutement du type des anciens IPES et envisagerait un recrutement régional. Il se déclare hostile au versement d'une prime aux candidats qui accepteraient d'enseigner dans les Nord : « Nous ne sommes pas une colonie », proteste-t-il. Mais il souhaite que la région accorde des bourses aux étudiants du cru tentés par l'enseignement, améliore les conditions de logement des professeurs. Et il invite les communes à ouvrir gratuitement toutes les activités culturelles, sportives aux nouveaux enseignants, afin de leur faire découvrir combien le cœur du Nord-Pas-de-Calais bat fort...

PHILIPPE BERNARD.

Enseignement supérieur privé et formation continue

CESCE

Centre d'études supérieures de la communication d'entreprise

Formation intensive à la Communication multimédias : écrit, radio, vidéo, télématique

Communication externe et interne, relations presse et publiques, communication globale.

SESSIONS DE 6 MOIS : Février-Juillet / Septembre-Février

Enseignement théorique et pratique, stage

Admission : BAC + 2 ou expérience professionnelle

Renseignements-Inscriptions

CESCE : 107, rue de Tolbiac - 75013 PARIS. Tél. : (1) 45-85-99-21

SENEGAL

Interrompez l'hiver et partez au soleil.

CHARTERECO 2900 F
Paris-Dakar-Paris... Vol spécial
ILES DU SALOUM 4700 F
1 semaine en demi-pension à partir de
Hôtels, clubs, circuits-découverte
DAKAR, PETITE COTE, CASAMANCE

REPUBLIQUE TOURS

REVEILLEZ VOTRE ANGLAIS pour gagner en 1992!

Demain l'Europe! Soyez! Participez à un entraînement actif à la conversation avec des animateurs anglais expérimentés.

Stages "intenses" d'anglais avec supports pédagogiques audio et vidéo. Sur le thème principal, 8 autres langues.

RENSEIGNEZ-VOUS! VITE! ALICE LORVY N°VERT 05.19.66.00

Centre de Formation aux Langues 12 rue Lincoln (Champs-Élysées) 75008 PARIS

Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

PARIS-DAKAR 2180 F A/R

* Prix à partir de

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.



Jumbo CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6^e : 46 34 19 79 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

Deux guides

Deux guides passent en revue divers problèmes concernant les jeunes, leur scolarité et leur environnement pratique. Dans le Guide alphabétique de la scolarité, un professeur de lycée répond aux questions que peuvent se poser les parents sur la drogue, la discipline, les frais d'inscription ou les systèmes de notation. Le Guide des jeunes s'adresse à ceux qui souhaitent acquiescer une formation, trouver un emploi, se loger ou se distraire.

Le Guide alphabétique de la scolarité, de Jean-Pierre Berland, Marabout, 287 p., 34 F.

Le Guide des jeunes, Service d'information et de diffusion du premier ministre. Albin Michel, 428 p., 65 F.

50 من الامم

Les vaillants capacitaires en droit

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

amateur

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le temps des musées

Salon international des musées et des expositions au Grand Palais



Le musée Schirnhauser à Munich.

Le Salon international des musées et des expositions (SIME), ouvrira dans la nef du Grand Palais le vendredi 15 janvier. Pour la première fois, les musées se présentent collectivement dans des stands de toile comme peuvent le faire dans ce lieu éditeurs, antiquaires et marchands d'art.

C'est à l'initiative de Jean-François Granfeld, « producteur culturel », qu'est née l'idée de cette foire inattendue à laquelle participent plus de cent musées grands et petits, français et étrangers, du Metropolitan de New-York au Musée de la dentelle d'Alençon. Ils exposeront des œuvres souvent originales, présenteront leurs activités

et leurs projets. Seront également présents les principaux partenaires des conservateurs d'aujourd'hui. Car, désormais, le musée moderne tend à se transformer en une véritable entreprise avec ses décorateurs, ses concepteurs d'exposition, sa politique commerciale et ses boutiques.

L'événement sera largement orchestré par les médias. Pendant toute sa durée, des colloques seront organisés sur les thèmes de l'exposition et de l'architecture muséale. Cette manifestation est le signe que nous sommes entrés dans l'ère des musées, que tout devient muséal, que les musées sont partout.

De l'amateur

Le musée est une institution récente : pas même deux siècles. Et si son développement a été triomphal, ce ne fut pas sans crises ni accidents.

Le 18 novembre 1793, les Parisiens que ne divertissaient plus ni les séances de la Convention ni les expositions de ci-devants pouvaient jouir d'une nouveauté d'un autre genre. Il leur était permis de visiter enfin les salles du Musée français, aménagées dans le palais du Louvre au terme de deux années de dédications généreuses et de décrets. Les collections royales, devenues nationales, formaient l'essentiel des collections de ce qui était le premier véritable musée parisien. Jacques-Lafitte n'existait que des collections privées, certaines immenses, où le public ordinaire n'était pas admis. On avait bien réuni dans la galerie du Luxembourg les Rubens et quelques autres chefs-d'œuvre du roi à partir de 1750. Mais elle avait été fermée en 1785.

Le Musée, lui, était conçu pour demeurer et n'être fermé à personne. Ainsi fut fait, avec un succès peu douteux. Le Musée français eut la bonne fortune de devenir aussitôt ouvert non seulement le musée des œuvres conservées en France, œuvres de la monarchie et œuvres saisies parmi les biens des émigrés et ceux du clergé, mais encore le dépôt d'une campagne incessante de pillage de l'Europe. Ce pillage fut méthodique et dirigé par des amateurs érudits, quand ce n'était par des artistes, tel Gros, point encore baron alors. Le résultat de l'entreprise : un Musée parmi des toiles et des sculptures illustres que les armées expéditionnaires d'Italie, puis, plus tard, d'Allemagne ou d'Espagne.

Il y en eut vite tant et tant que le Louvre ne suffit plus et que l'on songea à favoriser les grandes villes en province. Un décret du Consulat fonda, le 14 floréal an IX (1801) quinze dépôts de tableaux. Quinze cités eurent à se partager un total respectable de huit cent quarante-six toiles prises sur les réserves du Louvre et de

Versailles. D'autres conquêtes assuraient l'enrichissement des foyers, si besoin était.

Du même élan muséophile naquirent aussi, à Paris, le Musée des monuments français de Lenoir, celui des arts et métiers, le Musée d'histoire naturelle — sur un rapport de Lakanal — et le Musée de l'artillerie, cependant que le Louvre s'agrandissait d'un Musée des antiquités en 1800. Les municipalités provinciales, qu'elles aient ou non bénéficié des dépôts du Consulat, avaient pour leur compte fondé d'innombrables musées locaux, à partir de saisis le plus souvent. En dix ans l'essentiel était acquis : la substitution du musée à la collection privée, le développement de l'institution en province et l'attribution de sommes à l'entretien et aux achats d'œuvres. L'art devenait une affaire officielle, et le passé un réservoir d'objets à conserver.

L'art vivant au Luxembourg

La Restauration ne changea rien à ce qui avait été créé. Il lui fallut rendre ce qui avait été « acquis » pendant quinze ans de guerres, mais on ne rendit pas tout. Vivant Denon, directeur des collections, eut assez d'adresse pour ne pas renvoyer en Italie une centaine de toiles et un nombre fort élevé de dessins. Ce sauvetage accompli, Louis XVIII inventa à son tour un musée, et, par on ne sait quel paradoxe, ce roi que l'on imagine confit en nostalgie et en regrets, suscita un musée des artistes vivants et le logea au Luxembourg. C'était en 1818, et le musée y demeura jusqu'en 1937 jusqu'à la construc-

tion du Musée d'art moderne. La compétence du musée s'étendait désormais du passé au présent. On sait à quels déboires a mené cette décision.

Plus raisonnables furent la création d'un département des sculptures et d'un autre consacré à l'Égypte (1826) à l'intérieur du Louvre, début d'une suite d'enrichissements qui ne cessa tout au long du siècle et fit de feu le Musée Napoléon devenu plus simplement Musée du Louvre une sorte de monstruosité démesurée. Après les Égyptiens, les Assyriens y pénétrèrent en cortège en 1842. Les romains et gothiques allèrent eux s'établir l'année suivante à Cluny, quand l'État acheta les collections et l'hôtel du collectionneur Alexandre du Sommerard. Les « sauvages » ne vinrent que plus tard et campèrent au Musée d'ethnologie de Chaillot en 1880, suivis par les Orientaux qu'Emile Guimet, industriel et collectionneur prodige, avait réunis à Lyon en 1879 avant de déménager place d'Iéna en 1888.

Dans ce cas, comme dans celui de Sommerard, le musée naît des biens et de la passion d'un seul homme. L'État ratifie, reçoit, achète quelquefois. Il ne crée pas, il entretient. C'est que le musée du XIX^e siècle français vit du collectionneur, on ne saurait trop le rappeler, ne serait-ce que parce qu'il se distingue en cela du musée actuel. Le Louvre doit plusieurs centaines de toiles au legs La Caze de 1869, dont la *Bethsabée* de Rembrandt, des Watteau, des Rubens, des Hals et des Fragonard.

Que serait le musée d'Aix-en-Provence sans la donation Granet de 1849 ? Celui d'Avignon sans Baprist Calvet qui le fonda et

l'entretint ? Celui de Lille sans le cabinet de dessins donné par le peintre Wicar ? Celui de Montauban sans le legs de quatre mille dessins d'Ingres par l'artiste lui-même ? Celui de Montpellier sans les générosités successives du peintre Fabre et du grand collectionneur Brays ? Celui de Nantes sans les primitifs italiens de la collection Cacault qui y entrèrent dès 1810 ?

Il serait aussi facile que fastidieux de multiplier exemples et dates. Tous démontrent ce fait majeur : que la richesse des collections françaises leur est venue par dons et legs et que cette coutume a duré longtemps, de l'Empire jusqu'à la III^e République. En 1896 encore, le financier Henri Cornuaché légua à la Ville de Paris son hôtel et ses admirables collections chinoises.

Naturellement l'État et municipalités achetaient également. Conservateurs et Sociétés d'amis ou d'amateurs des beaux-arts choisissaient de quoi orner les palais des Beaux-Arts que les villes édifiaient à proportion de leur fortune. Par malheur, l'action de ces « officiels » et élus n'a laissé que de médiocres souvenirs. Il fut longtemps de mode d'ironiser sur l'incommodité des musées bâtis au XIX^e siècle, trop pompeux, paraît-il. Leurs défauts seraient pourtant moins choquants s'ils avaient été mieux entretenus. Du musée de Lille, construit en 1892, à celui de Nantes, achevé en 1900, l'architecture ne progresse pas. Mais le second a été nettoyé de façon à mettre en valeur ses dimensions alors que le premier a été laissé à l'abandon et menacé ruine par endroits. L'un fait grand effet et

l'autre consterne, sans que le style du temps ait quelque responsabilité là-dedans.

Autre péché, péché presque mortel celui-ci, les achats de l'État en matière d'art vivant. Il faut en revenir à Louis XVIII et à sa création du Luxembourg : l'État, c'est-à-dire quelques personnes bien ou mal choisies, était investi d'une charge écorçante. Il lui revenait de savoir quelles œuvres montrer au Salon, ou aux Salons à partir des années 80, méritaient d'être préservées et exhibées au public. On connaît le résultat, et le divorce de l'art moderne et des musées qui caractérise la seconde moitié du siècle. L'habitude s'est prise d'en rendre coupables ceux qui avaient à décider et qui se recrutaient parmi les membres de l'Institut et leurs admirateurs.

Plus de crainte que de ressentiment

Tous ligés ont créé un goût officiel, plus étroit de surcroît sous la III^e République que sous le Second Empire. On peut imaginer qu'il y avait de leur part plus de crainte que de ressentiment. Dépositaires d'un budget public, ils se firent un devoir de proscrire l'audace et d'ériger le bon sens en principe. La pesanteur de l'institution et l'aigreur de quelques « chers maîtres » suffirent à aggraver la rupture, rupture peut-être inévitable si l'on consent à admettre que le goût ne se règle pas par votes de sous-commissions et que la notion de musée d'art vivant ne va pas sans quelque incohérence.

La cassure fut si violente que, dans la France fin de siècle, dont les musées, qu'ils fussent des

au conservateur

beaux-arts, d'histoire, de science naturelle, d'archéologie ou d'ethnologie, se multipliaient encore, le Musée du Luxembourg devint le symbole de l'avènement.

En 1894 venait l'affaire du legs Caillebotte, de cette collection d'impressionnistes que l'État mit si peu d'empressement à recevoir, qu'elle n'entra que partiellement au Luxembourg. Cette fois, le musée, corps constitué, s'opposait au collectionneur qui l'avait pourtant nourri jusque-là. Signe d'émancipation ou de paralysie ?

Solécisme à en juger par la suite. On ne voit pas que le Luxembourg ne soit amélioré jusqu'à sa disparition en 1937. Les commissions d'achats des musées de province n'étant guère plus « avancées » — elles s'inspirèrent des achats de l'État au Salon, dont elles recevaient pour leurs musées nombre de pièces à titre d'attribution temporaire, — l'art moderne ne pénétra dans les musées que par exception. Celle du legs Sembat au musée de Grenoble — encore un legs — est restée fameuse, car celui-ci fut longtemps le seul à exposer Matisse et les Fauves. Il fallait que la situation fut désespérée pour que, par exemple, le très modéré J.-E. Blanche puisse s'indigner publiquement, et en 1938, d'un vote du Conseil des musées refusant un Picasso proposé au dixième du prix habituel.

Le déménagement de 1937 vers Chaillot n'aurait peut-être pas suffi sans la réorganisation de l'après-guerre, qui a donné le Jeu de Paume à l'impressionnisme et permis enfin aux conservateurs du nouveau Musée d'art moderne d'entreprendre une vraie et efficace politique de « rattrapage ». Resto que le mal était fait, et que les musées d'art moderne les plus complets, à commencer par le MOMA de New-York, avaient déjà acquis bien des œuvres majeures du siècle. Grâce à des dons et à des legs, naturellement.

PHILIPPE DAGEN.

V. O. : GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - RACINE ODÉON - 14 JUILLET PARNASSE
V. F. : GAUMONT OPÉRA

My life as a dog

ELU MEILLEUR FILM ÉTRANGER DE L'ANNÉE
PAR LA CRITIQUE NEW-YORKAISE
UN TRIOMPHE AUX ÉTATS-UNIS

Ma vie de chien

un film de

Lasse Hallström

هكذا من الاصل

سكزا من الامم

EXPOSITIONS

Le SIME

Aujourd'hui pour demain

Dans la folie muséale d'aujourd'hui, l'art contemporain a sa place, ne serait-ce que pour ne pas rééditer les erreurs passées.

« **Q**UE dirait-on d'un commerçant dans les produits recherchés dans le monde seraient parcimonieusement montrés dans un vieux bâtiment ruiné ? C'est pourtant là ce que fait l'Etat dans le domaine des œuvres d'art moderne. » Ces propos de Louis Hautecœur, conservateur en chef du musée du Luxembourg, venaient appuyer en 1929 sa demande de création d'un « vrai » musée d'art moderne, qui en finirait avec le « hangar luxembourgeois » dont Félix Fénéon, à qui l'on doit cette appellation, avait vu avec plaisir un incendie s'y déclarer « si ne s'accumulaient là des documents indispensables aux monographies futures de la bêtise du dix-neuvième siècle ».

Vouloir en finir avec le Luxembourg, le musée créé en 1818 par Louis XVIII pour recevoir des œuvres d'artistes vivants, était quelque peu justifié dès la fin du siècle, et encore plus à la fin des années 20. Alimenté en œuvres par l'Académie des beaux-arts, fermée à toute manifestation de

l'art qu'aujourd'hui on considère comme classique du vingtième siècle, après avoir tenté d'envoyer le legs Caillebotte aux oubliettes, il fallut attendre 1927 pour qu'un Van Gogh y trouve sa place et 1930 pour qu'un cubiste y ait droit de cité. Dans le même temps, la plupart des grandes capitales étrangères constituaient des collections d'art moderne remarquables.

Ce formidable retard pris par la France en matière d'art vivant n'allait pas être rattrapé de si tôt ; malgré tous les efforts menés autour de 1930, dans la perspective du nouveau musée qui ouvrirait en 1937 au palais de Tokyo, un temps où débats et réflexions ont été alors menés sur la notion de musée d'art moderne en termes qu'aujourd'hui on ne désavouerait pas. Pour Louis Hautecœur, encore, c'est un « laboratoire d'essai, lieu de passage qui ne peut se flatter de posséder que des chefs-d'œuvre », dont le patron, le conservateur, « se doit d'enregistrer les nuances diverses de l'art. Car il est des œuvres sans lesquelles on ne comprendrait plus une époque », ce qui est vrai pour les « pompieri » de Fénéon, l'était devenu pour les cubistes ou les fauves, en théorie tout au moins.

Dans une histoire des musées qui reste à faire, celle des musées

d'art moderne mettrait en relief la personnalité d'une poignée d'individus, qui souvent contre vents et marées, contre les institutions en place, ont dû batailler ferme pour faire admettre l'ouverture du musée à la création contemporaine. C'est Alfred Barr au Musée d'art moderne de New-York, créé en 1929. C'est André Farcy — qui n'a pas la même notoriété — et qui pourtant par ses achats systématiques d'œuvres d'artistes vivants a fait du musée de Grenoble, dont il a été le conservateur de 1919 à 1949, le premier musée d'art moderne en France, avant justement celui de Paris. C'est Raymond Escholier, au Petit Palais, c'est Jean Cassou, qui

organisa la réunion du musée des écoles étrangères et des acquisitions d'artistes français, pour un musée national qui a pris forme en 1947, et qui depuis a tant de mal à combler les lacunes de ses collections.

Cela fait cinquante ans. Depuis c'est devenu un grand musée, qui partage pour le meilleur et pour le pire le sort du Centre Pompidou ; où l'on voit mal comment il pourra passer le cap de l'an 2000 sans prendre le risque d'être à nouveau dépassé par des musées qui ayant tout libéré de l'écueil de l'espace pourraient être à la fois musée d'art moderne et musée d'art contemporain. Pré-

senter des collections historiques du vingtième siècle et l'actualité. Et organiser des expositions sans avoir à déménager une partie des collections, comme cela vient de se passer avec l'exposition Fontana, au troisième étage ; celui de l'art depuis les années 60, dont évidemment les œuvres ne sont pas au goût de tout le monde.

Une collection d'art contemporain jamais ne peut faire le consensus, pas plus aujourd'hui qu'hier, où la grande peur de rééditer les erreurs passées incite à engranger parfois tout et n'importe quoi, ce qui est après tout un moindre mal, et moins grave que de vouloir déjà s'ériger en censeur, comme il arrive souvent.

Cela dit, on admettra aujourd'hui l'extraordinaire floraison de l'art actuel dans les musées, bien au-delà de Paris. Le bouleversement s'est fait en peu de temps, moins de vingt ans, peut-être moins de dix, dira-t-on, si l'on se souvient de la situation des musées de province dans les années 70, où seules une poignée de villes avaient des musées ouverts à l'art moderne : Grenoble, Saint-Etienne, Marseille, Les Sables-d'Olonne ou Toulon. Ce changement radical est venu avec la régionalisation et le coup de pouce du ministère de la culture.

Tout va-t-il pour le mieux dans le meilleur des mondes depuis 1980, depuis la création de musées comme celui du Nord à Villeneuve-d'Ascq (construit par Simouen) pour accueillir la collection Masurel, ou celui de Dunkerque (dit à Wilerval) pour réaliser le rêve d'un particulier G. Delaine, ou encore celui de Saint-Etienne, le dernier-né des musées d'art contemporain ?

Dans les trois cas, on a le sentiment d'un manque. Pour les deux premiers : en collections (malgré les Léger, les Picasso et les Braque de la donation Masurel) ; pour le dernier : en architecture, ce qui incite à se demander si on a réellement rejoint, en la matière nos voisins allemands, ou encore les Américains dont les musées d'art moderne et contemporains font une liste de revues internationales. Peut-être faudra-t-il attendre quelques années encore pour que l'on puisse parler à armes égales quand prendront tournure bon nombre de projets : à Nîmes, Nice, Toulouse, Lyon... qui viendront s'ajouter à la liste des musées créés ces dernières années, et parmi lesquels il ne faut pas oublier ceux qui, comme à Bordeaux, se sont très intelligemment insérés dans des bâtiments anciens, genre entrepôts ou halles.

GENEVIEVE BREERETTE.

Muséomanie

Grands et petits, généralistes ou spécialisés, les musées sont aujourd'hui près de deux mille en France. Et leur nombre va s'accroître. Ils s'intéressent à tous les domaines, de la peinture aux chaussures, de la boulangerie à l'orfèvrerie. Les visiteurs sont de plus en plus nombreux. Deviendront-ils à leur tour gibeliers de musée ?

UNE dépêche de l'Agence France-Presse nous a appris, au cours de l'été dernier, l'ouverture imminente, à Mulhouse, d'un musée de la traversée du chemin de fer. Une autre plus récente, celle d'un temple du graffiti à Verneuil-en-Halatte. A Paris, deux des « grands chantiers » entrepris ou inaugurés au cours du présent septennat sont des musées — Orsay et le Grand Louvre. Mais l'Institut du monde arabe, la Cité de la musique et la Grande Arche de la Défense en abritent ou en abriteront chacun un.

A Saint-Etienne, Bordeaux, Nantes ou Marseille, on construit ou on rénove des bâtiments voués aux arts. Toute gare désaffectée, toute halle abandonnée, toute

usine laissée pour compte, risque avec un peu de chance, de terminer ses jours garnie de cimaises jusqu'au toit. Une nouvelle profession prospère : celle d'aménageur de musée. Avec un bel avenir devant elle, puisque tout semble prendre un jour ou l'autre la direction du musée.

Tout, y compris les plus humbles productions de la vie courante. Deux musées — à Bonnières et à Charenton — sont exclusivement consacrés à la célébration du pain ; vingt-quatre le sont à celle du vin, six au tabac, huit au fromage et trois à la pierre à fusil. Il y avait 500 000 papillons étiquetés au Musée de Saint-Quentin. Cela n'a pas empêché qu'un « papillorama » s'ouvre à Nice en 1982 et que, la même année, on construise à Villers-le-Bois, dans les Deux-Sèvres, un autre centre voué aux mêmes insectes. Il y a un musée du parfum à Grasse et un autre à Venise. La saga de la chaussure est racontée simultanément à Fougères et à Romans. Celle du chapeau l'est à Chazelle. La Mecque du peigne se trouve à Oyonnax. Le musée de l'outil de Magny-en-Vexin est fier de sa collection de moulins à gaufres, d'enclumes et de fers à chevaux. Le Mont-Valérien recèle un musée colombophile où figure la dépouille héroïque d'un pigeon voyageur abattu au-dessus de

Verdun, en 1916. Les voies de chemin de fer désaffectées se reconvergent volontiers en conservatoire de la machine à vapeur, comme à Pithiviers. On ne compte plus les musées de la voiture automobile. Ils prolifèrent un peu partout, y compris dans l'abbaye normande du Bec-Hellouin.

Les cités qui ont eu la chance d'avoir donné un grand homme à la patrie s'empressent d'ouvrir un musée qui porte son nom. Et tant pis si le conservateur n'a pas grand-chose à se mettre sous la dent. Aux Andelys, le Musée Nicolas-Poussin ne peut présenter qu'un seul tableau du peintre. En revanche, il exhibe bravement soixante pots à pharmacie du XVIII^e siècle. Le Musée de Pont-Aven s'est ouvert, il y a deux ans,

sans une seule toile de la fameuse école. Qu'à cela ne tienne. Il lui suffit pour justifier son existence, d'emprunter suffisamment d'œuvres à qui en possède et d'organiser des expositions qui drainent, chaque été, des foules importantes.

Certains artistes prudents qui ne misent pas trop sur la reconnaissance de la postérité préfèrent léguer de leur vivant de quoi garnir quelques salles : c'est le cas d'Yves Brayer à Cordes. Sur les anciens champs de bataille, pullulent les musées commémoratifs. Les faits d'armes et les souffrances du passé se réduisent d'habitude à quelques armes hors d'usage, une douzaine d'uniformes poussiéreux et une poignée de photos ou d'affiches jaunies. Les départements de l'Est sont des foyers inépuisables de la « maison des derniers cartouches » — un épisode de la guerre de 1870 — à Bazilles, dans les Ardennes, à la ligne Maginot, dont chaque tronçon sera un jour ou l'autre exploité.

Mais ce sont surtout les friches industrielles et les bâtiments agricoles désertés qui sont, aujourd'hui, des gibeliers de choix pour les musées new-look. C'est dans ces lieux sinistres par la crise ou qui n'ont pas su se reconverter à temps que fleurissent les « éco-musées », ces conservatoires où l'on vient respirer avec nostalgie l'odeur d'un passé parfois très récent. Ici, un moulin avec son système hydraulique en état de marche ou une ferme avec son

moblier et ses instruments aratoires. Là, une ancienne mine, une usine ou une cité ouvrière. Voir un morceau de campagne, marais ou lande abandonnés de tous. Ils peuvent recouvrir plusieurs cantons, comme celui du Creusot, ou se contenter de quelques pièces, dans une tour médiévale, comme à Villefontaine, dans le nord du Dauphiné. La logique du système voudrait qu'un jour ou l'autre une partie de la population locale fasse partie intégrante de ces musées vivants. Le laboureur et ses enfants seront alors « classés » comme la crypte mérovingienne ou la forge du maréchal-ferrant.

Comment expliquer cette « muséofolie » qui s'est emparée de la France comme de la plupart des pays occidentaux ? Le développement du tourisme est sans doute la cause la plus immédiate. Toutes les municipalités n'ont pas sous la main un cloître romain ou un château Renaissance. En revanche, presque toutes possèdent, dans leur patrimoine, une vieille demeure léguée au siècle dernier par un notable folklorisant qui aura entassé au cours de son existence quelques jolis meubles, une douzaine de tableaux de qualité diverse, une série de costumes régionaux, une collection de tabatières ou de pierres taillées. La commune, gagnée par l'air du temps, se demande soudain si ce « patrimoine culturel » endormi depuis des lustres ne pourrait pas constituer le noyau d'un futur musée. Un coup de pinceau, des vitrines modernes, parfois un nouveau bâtiment et le « Musée régional de Sambre et Rhône » peut être inauguré avec un certain éclat.

Mais cette exhumation n'aurait pu s'opérer sans la diffusion d'une sociologie confuse qui tend à attribuer à tout objet une valeur de « symptôme ». Tout est riche d'enseignement : le peigne à carder comme les œuvres de tel petit maître local, le tour du potier comme la poignée d'assignats. En dépit de raccourcis historiques présumés, on est loin du musée imaginaire d'André Malraux. Si Freud saute « comme un indice de civilisation ce souci que

prennent les hommes de choses sans utilité aucune ou même en apparence plutôt inutiles », le modèle retenu n'a rien à voir avec les recherches du père de la psychanalyse. Il fait bien sûr regarder du côté de Georges-Henri Rivière et de son Musée des arts et traditions populaires dont on a fait trop souvent une lecture fragmentaire et une interprétation désordonnée. Sa grande idée, l'éco-musée, est dans la plupart des cas vidée de son sens.

Mais le succès de ces lieux de pèlerinage est à la mesure d'une mémoire en déroute : la nôtre. Comment retient le fil du temps quand deux générations cohabitent à peine sous le même toit, quand les objets de notre vie quotidienne se démodent si vite et que les greniers ont disparu de nos demeures ? Pour soigner cette amnésie, nous fréquentons le brocanteur chez qui on achète, à prix d'or, un grille-pain des années 50, celui de nos parents. Il n'est pas mauvais aussi d'aller faire un tour au musée local entre deux haltes gastronomiques. Les deux démarches ont la même finalité : colmater les trous d'une mémoire qui fuit de plus en plus. Le remède est-il efficace ? On peut en douter comme Witold Gombrowicz doute du musée en général : « Au musée, il y a presse et foule, note-t-il dans son Journal. La quantité accable la qualité. Les chefs-d'œuvre treize à la douzaine cessent d'être des chefs-d'œuvre (...). Je suis quant à moi de moins en moins enclin à distribuer ma sensibilité en compartiments séparés. L'exige de l'art non seulement qu'il soit bon mais encore qu'il soit solidement implanté dans la vie. Je ne veux tolérer ni temple de l'art, ni oratoires trop ridicules. Que peut-on exiger d'une série de machines à écrire ou d'ordinateurs de la première génération ? Pas grand-chose. A moins qu'à l'image des dieux, les œuvres des hommes ne soient l'objet de subtils métamorphoses. »

EMMANUEL DE ROUX.



Le Musée de l'air au Bourget.

et muséofolie

14 janvier - 13 février
A.R. Penck
Sculptures
Galerie Lelong
43, rue de Téhéran, Paris 8^e

14 janvier - 13 février
Boyle Family
Galerie Lelong
43, rue de Téhéran, Paris 8^e

GALERIE 10
10, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS - Tél. : 43-25-10-72
REUVEN - ZAHAVI
12 janvier - 12 février
Nocturne 23 janvier

DU 3 DÉCEMBRE 1987 AU 20 JANVIER 1988
"FLEURS ET FRUITS"
Huiles sur toile - Aquarelles - Lithographies

GALERIE HÉLÈNE PRINCE
GALERIE D'ART DE LA MAISON DE LA LITHOGRAPHIE
110, BOULEVARD DE COURCELLES - 75017 PARIS - Tél. 42 27 20 16
METRO : TERNES ou COURCELLES - BUS : 30-31-43-45 et 84
OUVERT DU LUNDI AU SAMEDI INCLUS DE 11 H À 19 H SANS INTERRUPTION

LA GALERIE SCHMIT
396 Rue Saint-Honoré 75001 PARIS (1) 42.60.36.36
Préparant les Catalogues Raisonnés des Peintures de René PRINCE (1843-1914), sur le thème "Chevaux et Cavaliers", et de Stanislas LEPINE (1835-1892) serait désireuse de recevoir les photographies en noir et blanc - formats 13 x 18 cm ou 18 x 24 cm - des œuvres par ces Maîtres, ainsi que les dimensions et la nature du support (bois ou toile).

Le SIME
Grand Palais, avenue Winston Churchill, du mardi au 15 janvier au mercredi 20 janvier inclus. Tous les jours, de 10 heures à 20 heures. Nocturne le samedi 16 janvier jusqu'à 22 heures. Dimanche 17 janvier de 10 heures à 19 heures. Entrée : 40 F (gratuit réduit) : 25 F, gratuit jusqu'à 12 ans. Droit d'inscription aux expositions : pour la journée 250 F (étudiants : 125 F). Renseignements au 42-78-18-07. Visites-conférences proposées dans le salon par les conférenciers des musées-musées-musées (gratuit). Départs : 14 h, 11 h 30, 12 h 30, 14 h 15, 15 h 30, 17 h. Catalogue : 90 F.

USM DE LA PLOMME
ELIPSE
PIRE SEGHERS
SCROPOLIS
STATION CENTRALE
ZSIS SCHEMAS
MAISEN
ATLANTIS
L'ATLANTIS
L'ATLANTIS

EXPOSITIONS

au Grand Palais

L'architecture de la maison des musées

Le musée a toujours été un lieu en même temps qu'une collection. C'est de plus en plus une architecture singulière.

Le premier musée fut la maison des musées. Et puis ce fut un lieu d'études, pour les savants, un endroit fermé qui, en s'ouvrant au public, finit par donner jour à deux univers distincts : celui du musée, voué aux arts, et celui du musée, voué aux sciences, naturelles de préférence. Le musée, c'était une collection d'images. Le vingtième siècle, il fallait s'y attendre, devait accoucher du musée « moderne », à la fois « laboratoire et théâtre », comme le définit bien Georges Salles, directeur des musées de France. Une définition qui inclut science et plaisir, étude et création, et qui n'a depuis varié que sur deux points.

D'une part la notion de conservation — donc de transmission du savoir, de mémoire — évidemment présente mais sous-entendue dans la définition de Salles, s'est considérablement amplifiée, en même temps que se développait le concept actuel de patrimoine. D'autre part, pour des raisons similaires, le musée a vu s'accroître à l'infini son champ d'action : c'est désormais l'image même de la vie, sous toutes ses formes, artistique ou scientifique, visible ou abstraite, triviale ou glorieuse, passée ou même présente. Les écomusées mis en route par Georges-Henri Rivière ont même abouti à intégrer dans ce fourre-tout un paradoxe d'éthnologie : l'image de la vie n'y peut être que la vie elle-même.

Reste une constante, qui vient singulièrement décaler l'opération du Grand Palais : le musée est et a toujours été un lieu, en même temps qu'une collection. Construit ou non, tout est d'occasion, heureux ou malheureux, mais toujours un lieu, donc un regard, un esprit, une présentation. De là, que signifie « exposer » : un musée, et peut-on en extraire un échantillon sans perdre l'essentiel de sa (plus ou moins bonne) raison d'être ? L'évolution débridée du concept fait qu'il n'y a sans doute pas de réponse à une telle question. Mais elle vaut d'être posée : on s'en rend bien compte si l'on prend pour exemple l'idée très en vogue de musée d'architecture.

L'architecture dans une architecture ? Mises à part quelques tentatives exaltées comme le Pergamon Museum de Berlin il n'est guère possible en effet de conce-

voir un tel musée autrement que par le biais de représentations : dessins, plans, maquettes, fragments... Mais accepterait-on (acceptera-t-on, en fait) de ne voir qu'en reproduction tel ou tel chef-d'œuvre du Louvre ou d'Orsay, trop fragile pour supporter à long terme l'œil acide des touristes ? Comme on accepte déjà les excellents moulages qui remplacent quelques statues victimes de la pollution (sans pour autant se ruer au Musée des monuments français...).

Dans le domaine des arts et de l'architecture, des questions apparemment aussi élémentaires que la taille, la mobilité, la fragilité, aboutissent ainsi à des problèmes pratiques et théoriques extrêmement complexes, dont la résolution rendra à nouveau caduc le concept déjà flottant qui nous préoccupe aujourd'hui. Un peu plus de chemin a été fait dans le domaine des sciences pour aboutir à l'impasse coûteuse de La Villette, où les équations de l'histoire et du futur, du ludique et du pédagogique n'ont vraisemblablement pas été résolues. L'avaient-elles été davantage aux Arts et Métiers ou au Palais de la découverte ? Sans doute pas, et en tout cas pas pour l'éternité. C'est que les musées vieillissent. Les palais de pierre, généralement ornés que nous a légués le dix-neuvième siècle sont spécialement pour y abriter les beaux-arts sont devenus aussi plus inadaptés que ne le sont les palais royaux, les couvents, les châteaux, les garcs, détournés de leur fonction première. L'architecture reste, tandis que galope la muséographie.

Galopait-elle vraiment ? La nouveauté même d'une réflexion qui, en France, ne remonte qu'au lendemain de la première guerre mondiale, le foisonnement anarchique et passionnant des vingt dernières années, l'accroissement quasi d'un public tout à fait nouveau pour les musées, les muséologues, les conservateurs et les muséographes, tout cela tend à masquer un certain nombre de constantes, et même de principes. On le voit nettement à travers l'architecture des bâtiments rénovés ou construits ex nihilo (il y en a des milliers aux États-Unis). La demande du public et des maîtres d'ouvrage s'y manifeste de plus en plus précisément. Et l'architecture elle-même, maîtresse désormais assez bien la complexité des programmes pour avoir engendré un nouvel architecture d'édifice, le musée, comme le théâtre ou le stade le sont depuis l'Antiquité, un type sur lequel d'innombrables variations sont possibles. Or l'existence d'un tel archétype architectural

induit forcément pour longtemps, très longtemps, des comportements, des habitudes, voire des traditions, et leur poids sera toujours plus lourd que les querelles théoriques qui agitent l'univers de la muséographie.

Trois grands ensembles caractérisent cet archétype, que l'on trouve au musée de Villeneuve-d'Ascq ou le Musée national d'art moderne au Centre Pompidou : la conservation, la présentation, l'accueil. La conservation, c'est tout ce dont le public n'approche pas, qu'il perçoit souvent comme

un mystère. C'est tout ce qui concerne la gestion et l'animation du musée et de son contenu : administration, réserve, restauration.

La présentation, c'est l'objet même de l'institution et, partant, de tous les conflits d'école qui l'entourent. On ne peut la caractériser que *a minima* : l'espace et son cloisonnement, la circulation et ses contraintes, la lumière et sa variation, la sécurité et ses artifices... Reste l'accueil qui décline à tous les temps, tous les modes,

la billetterie, l'information, la vente de souvenirs ou de cartes postales, la caverne, l'administration, la salle de conférences ou de projection, bibliothèque, etc.

Tel est l'archétype qui tend à se fixer dans tous les pays du monde, de Paris à Tokyo, même si les variations en sont innombrables comme les exceptions qui confirment la règle (musées gratuits et de plein air, etc.). Car cet archétype est celui que reconnaît désormais le public, au point de se découvrir des réactions de consommateurs quand tel ou tel

musée lui apparaît trop archaïque (l'ancien Louvre pour le public français) ou trop en avance sur son temps (La Villette).

C'est dire combien la muséographie et l'architecture peuvent se croiser, s'entremêler, se confondre parfois, lorsqu'il faut trouver le point d'équilibre entre l'actif et la passivité du public, son indépendance et les règles de sécurité, la souplesse et la solidité. C'est dire encore qu'il est difficile de dissocier l'une de l'autre, qu'il s'agit d'imaginer un nouveau musée comme naguère celui des Arts et Traditions Populaires, (ATP), de rénover un musée ancien comme aujourd'hui le Louvre, de convertir un bâtiment comme l'ancienne gare d'Orsay.

Ainsi s'explique la spécialisation d'un nombre croissant d'architectes habitués à travailler avec les conservateurs : on reconnaît Renzo Piano (Bibliothèque, Houston), I. M. Pei (Washington, le Louvre), Stirling (Tate Gallery), Roland Simounet (Musée Picasso, Villeneuve-d'Ascq, Nemours), Gas Aulenti (réaménagement du Musée national d'art moderne, Orsay, Barcelone). Ainsi s'explique également l'intervention de plus en plus fréquente sur les projets complexes des « programmeurs ». Ainsi s'explique enfin la naissance d'équipes spécialisées qui prennent le relais des conservateurs, ou plutôt traduisent techniquement, « muséologiquement », leurs besoins, créent un dialogue cohérent entre la mobilité des collections et les contraintes de l'architecture. Ainsi l'histoire des musées commence-t-elle à trouver ses historiens.

FRÉDÉRIC EDELMANN.



La Musée d'Orsay à Paris.

Un entretien avec Jean-Paul Aron

Une agression contre la mémoire

Les musées, mausolées du passé ou temples du rien ? Jean-Paul Aron analyse ici ce qu'il appelle l'ivresse du musée, phénomène contemporain par excellence.

« Vous avez écrit dans les *Méduses* que « l'art (-) ressemblait, au mode des vases, à des médicaments et de la cuisine surgelés, à la consommation de masse ». L'écritiez-vous encore ?

— Oui... Je ne dis pas que l'on se rend dans une exposition ou un musée pour n'y pas regarder les œuvres ; mais, dans la mesure où elles sont dotées d'un contenu et d'un sens, l'on ne va pas dans les expositions pour les découvrir, car l'on n'en est pas capable. Ce n'est ni refus ni rébellion ; seulement, l'œuvre en tant que telle n'intéresse plus. Elle est devenue signe, un signe comme tous les signes qui submergent notre existence, un signe évanescence.

— La visite serait un rituel.

— Qu'est-ce qui attire les gens dans les musées et dans les représentations, qui ont de plus en plus de succès — il suffit de se souvenir de la folie viennoise au Centre Pompidou ? Pas les œuvres, ni les artistes, que l'on ne connaît pas, le plus souvent, mais la rumeur médiatique qui professe qu'il faut y aller voir quelque chose. C'est comme au Club Méditerranée : on va à La Barbade comme à Bangkok. Il y a une interdépendance, une interchangeabilité absolue des endroits. Le monde est transformé en un immense kaléidoscope, où l'on erre au hasard des signes. De même dans les musées : on les visite pas pour ce qu'ils montrent, mais par complicité avec une civilisation de l'apparence.

Peut-être de tels propos ont-ils une allure flétrissée. J'ai l'air de préconiser le petit nombre et de vilipender ces énormes afflux de visiteurs. Que l'on n'y trouve pas l'expression d'une quelconque idéologie. Le public de masse n'appartient pas à ce que l'on aurait appelé au XIX^e siècle, d'une formule atroce, les « plus basses classes ». La classe ouvrière est peu affectée par les expositions. Ce public relève de la

petite et de la moyenne bourgeoisie, nantis ou quasi nantis. Donc, l'élite dont je parle n'est sûrement pas économique, mais culturelle. Et j'ai d'autant moins de scrupule à m'exprimer de la sorte que je vois dans la fréquentation des musées une forme paroxystique de la consommation généralisée qui est au cœur de tout ce dont j'ai horreur dans le temps que nous vivons : un temps du rien.

— A quelles causes attribuez-vous cette sorte d'antimémorisation des œuvres ?

— A vrai dire, cet évanescence de l'œuvre me paraît encouragé, sinon provoqué, par les « muséologues », les « muséographes » et les administrateurs de musée eux-mêmes. Il existe un exemple admirable de cela : le Musée d'Orsay, où tout est fait, me semble-t-il, pour privilégier le rassemblement contre l'art... Ecoutez, je connais honorablement Manet et je l'admire passionnément. J'avais vu souvent, et avec une jouissance toujours renouvelée, au Jeu de Paume, le *Fifre*, le *Balcon*, et d'autres chefs-d'œuvre de Manet. Ces tableaux-là ont été transportés à Orsay. Je ne sais pas ce qui s'y passe, mais l'acrobacie, l'architecture, l'espace, l'éclairage, tout cela fait que je ne parviens plus à voir le *Fifre* et le *Balcon* comme auparavant. Je vois les casernes de M^{me} Aulenti, je vois Manet au milieu de Bouguereau et de Thomas Couture, je ne vois plus le *Balcon* et le *Fifre*. Ici le public n'est plus en cause, mais les conservateurs et autres, tous ligés par une volonté farouche, effrénée, frénétique, d'arracher l'œuvre à son contenu esthétique pour en faire un mirage... Tout propos muséographique me paraît essentiellement pernicieux.

J'observe simultanément que le nombre des musées, la variété des objets « muséographiés », si j'ose dire, sont tels qu'il n'y a pas de manifestation de l'existence collective qui ne soit susceptible d'entrer au musée. Dans un bourg de Franche-Comté, il y avait une fromagerie qui ne marchait plus très bien. Elle végétait. Le conseil municipal l'a laissée s'enfoncer. Elle a fini par fermer. A peine était-elle close que ceux qui avaient refusé de la sauver proposaient d'en faire un musée du fro-

mage. C'est dire que le musée est vidé de tout sens.

— Mais crier un tel musée, n'est-ce pas simplement une attitude de sociologue ?

— Ce ne peut en être que la déviation. Je rappelle dans cette ivresse, dans cette folie, l'existence de nouveaux musées, un symptôme de ce qui est le plus grave dans notre déréliction contemporaine : nous n'avons plus de mémoire.

— On croirait plutôt l'inverse : que le musée est par excellence une institution de mémoire.

— Non, parce qu'il existe deux sortes de mémoire, dont la première est la mémoire vivante, celle que les hommes et les sociétés ont longtemps portée en eux, celle qui les mettait en relation vivante avec le passé. Celle, soit dit en incidents, que les artistes possèdent et qui faisait que Renoir avait en lui la mémoire vivante de Delacroix ; Delacroix, celle de Fragonard ; Fragonard, de Rubens, etc. Nous avons perdu cette mémoire, comme nous avons perdu le sens du temps, à force de vivre sous le règne tyrannique de l'instant : celui du clip, du flash, du sketch, du zapping. Sous cette dictature de l'instant, qui est encore dictature de la vitesse, vitesse qui nie la durée et l'espace, il ne saurait y avoir de mémoire vivante. A sa place : une fausse mémoire, une multiplicité de mémoires artificielles, livres de toutes sortes, encyclopédies, discours, discours sur l'art particulièrement. Et musées monumentaux, évidemment. Qui exposent tout, qui deviennent les substituts d'une mémoire de nos richesses que nous n'exerçons plus naturellement — et cela pour notre plus grand plaisir de consommateur. Le musée devient le témoin de notre incapacité structurelle d'aller aux choses elles-mêmes. Il réalise la forme ultime et caricaturale du simulacre.

— Condamnez-vous de la sorte l'histoire de l'art, que les musées ont pour fonction de mettre en scène ?

— Cette histoire de l'art, pour parler vite, prend la place de l'art lui-même. Ce phénomène s'inscrit dans la situation de ce que je décris. Nous sommes dans un temps de discursivité universelle et confuse. On ne va pas aux

choses, on en parle, elle se réduit à leur commentaire. Et l'histoire de l'art est un discours moderne, les musées sont des discours. Les artistes conceptuels, qui affichaient des discours dans les galeries, ou des théâtres, ou des poèmes, l'avaient clairement pressenti. Tout est discours aujourd'hui. Convertibilité indéfinie.

— Et je dois dire que les énonciations dérivées sur le postmodernisme et l'immatérialité de Lyotard, lequel a l'habitude de prendre les trains en marche mais n'en rate jamais un seul, vont tout à fait dans le même sens. Vous vous souvenez de l'exposition des *Immatériaux* : elle exaltait tout ce que je dénonce.

— Cette déperdition que vous dites structurelle dans notre époque, à quelle date vous paraît-elle manifester ses premiers symptômes ?

— Il n'y a pas de commencement absolu en histoire. Mais je crois qu'il faudrait situer cette première cristallisation dans le dernier tiers du XIX^e siècle. C'est-à-dire à l'époque où Mallarmé pense la mort de la littérature et où Cézanne tente désespérément, et au prix de difficultés immenses, d'atteindre, de saisir un monde qui se dérobe à la figuration, personnage, nature morte ou paysage. Il parvient quelquefois à le capturer, mais avec quelle peine ! Peut-être pourrait-on dire que Cézanne est l'un des premiers peintres de l'âge des musées. On l'écrit des conceptuels, à son corps défendant.

— Que faudrait-il faire, si tant est qu'il reste quoi que ce soit à tenter, pour rétablir un rapport aux choses et aux œuvres qui retrouve l'immatérialité perdue ?

— Je ne crois pas que l'on puisse parvenir à la récupérer. Mais si je révais, car il s'agit bien d'une utopie, je dirais qu'il faudrait d'abord détruire tous les musées. Et retourner aux ateliers d'artistes. Empêcher les artistes de se scléroser par des expositions dans des musées... J'aimerais voir revivre la peinture dans la spontanéité de son essor, qu'elle revienne au vécu, au vécu du public et du peintre. Ce n'est certes pas le cas aujourd'hui.

Propos recueillis par PHILIPPE DAGEN.

MAISON DE LA POÉSIE
Association internationale
par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, 1^{er}
M^{me} Halles - Tél. : 42-36-27-53

EXPOSITION
PIERRE SEGNIERS
un homme couvert de noms
Du 5 janvier au 17 mars
tous les jours, de 12 h à 18 h
Entrée libre

ACROPOLIS
1, esplanade Kennedy
06300 NICE

FIGURATION CRITIQUE
SIGNES, SCHEMAS
IMAGES
jusqu'au 24 février

19 JANVIER 19 h
ATHÈNES

Pratique théâtrale I
Ariane MNOUCHKINE
Hélène CIXOUS
« RACONTER L'HISTOIRE CONTEMPORAINE »
Raconter animé
par Georges Banu
en collaboration avec
l'Institut d'Études Théâtrales Paris III
4, square de la Pépinière-Louis-Jouvet
47 42 67 27 - Entrée libre

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (7^e) - M^{me} Varenne
60 DESSINS DE RODIN
extraits du premier volume de
L'INVENTAIRE
Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 17 h
DU 16 DÉCEMBRE AU 14 MARS

THÉÂTRE DE GENÈVE
CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL
DIRECTION
BERNARD SOBBL
TÉLÉPHONE 04 94 20 31

THE CHANGELING
DE THOMAS MIDDLETON
ET WILLIAM ROWLEY
TEXTE FRANÇAIS
ET MISE EN SCÈNE
STUART SEIDEN
DU 14 JANVIER AU 14 MARS

مركز من الأهل

سكن من الاول

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

MÉMOIRES DU FUTUR. Bibliothèque et technologies. Galerie du CCI. Jusqu'au 18 janvier.

LUCIAN FREUD. Galeries contemporaines. Jusqu'au 24 janvier.

LES MACHINATIONS DE SIMON DE SAINT-MARTIN. Atelier des enfants. Jusqu'au 5 mars.

HUBERT TONEA. Éditeur d'architecture. Centre d'information du CCI. Jusqu'au 1^{er} février.

Musées

ZURBARAN. Grand Palais. Galeries muséales. Entrée : place Clemenceau (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F ; le samedi : 18 F. Du 16 janvier au 11 avril.

TRÉSORS DES PRINCES CELTES. Grand Palais. Galeries nationales. Avenue du Général-Eisenhower (42-56-09-24). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

SALON INTERNATIONAL DES MUSÉES ET DES EXPOSITIONS. Grand Palais. Entrée : avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Tous les jours de 10 h à 20 h (Nocturnes le 16 jusqu'à 22 h ; le dimanche de 10 h à 19 h). Du 15 au 20 janvier.

Expositions-dehors (1913) : Le Théâtre des Champs-Élysées. Époque Boetticher. Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 15 février.

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

Richelieu. Sauf dimanche et jours fériés, de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier.

ELISABETH SUNDAY. Jusqu'au 16 janvier. LES PAPIERS MARBRÉS FRANÇAIS. Jusqu'au 9 janvier. Bibliothèque nationale. Galerie Colbert (voir ci-dessus).

ANDRÉ KERTESZ. Photographie. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Jusqu'au 23 février.

SPLendeur ET MAJESTÉ. Concombre de la Bibliothèque nationale. Musée de l'Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). Sauf lundi, de 13 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 mars.

JEAN-BAPTISTE DEBRET. Un peintre philologue au Louvre. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). Sauf dimanches et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 20 février.

DONATON DUBREUIL. Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (42-89-04-91). Jusqu'au 23 février.

ILSE BING-PARIS 1931-1952. Jusqu'au 31 janvier ; musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf le lundi, de 10 h à 17 h 40.

WAGONS-LITS A L'AFFICHE. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 18 janvier.

L'AFFICHE DE LIBRAIRIE AU XIX^e SIÈCLE. Musée de la publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 18 janvier.

LE JOUET DE BOIS. De tous les temps, de tous les pays. Musée de la sculpture, 10, rue de Valenciennes (42-56-37-11). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

LA TOUTE D'UN ROL. L'orfèvrerie du XVIII^e siècle à la cour de Louis XV. Musée de la sculpture, 10, rue de Valenciennes (42-56-37-11). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 31 janvier.

LES SOULIERS DE ROGER VIVIER. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 18 h. Le dimanche de 11 h à 18 h.

DESSINS DE BODIN. Musée Rodin. Hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 14 mars.

CITÉS-CINÉ. Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès (42-49-30-80). Mardi, vendredi, samedi, de 10 h à 22 h ; mercredi, jeudi, dimanche, de 10 h à 19 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 28 février.

LA MAISON INTELLIGENTE. Maison de l'industrie. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carlier (40-05-72-72). Jusqu'au 17 janvier.

UNE AVENTURE ARCHITECTURALE. Cité des sciences et de l'industrie. (Voir ci-dessus). Jusqu'au 15 mars.

ARCHÉOLOGIE DU LIVRE MÉDIÉVAL. Bibliothèque de l'Arsenal, 1, rue de Sévigné (42-77-64-31). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 24 janvier.

L'ART DE LA RELIURE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Conservatoire national des arts et métiers. Bibliothèque, 292, rue Saint-Martin (42-71-24-14). Tous les jours, de 10 h à 19 h. Le dimanche de 10 h à 17 h. Jusqu'au 17 janvier.

AUX ARMES CITIZENNES. Les mânes à l'histoire de la Révolution. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 janvier.

ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES. Nouvelles acquisitions. Océris, choisit. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; le samedi : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

LE JARDIN DES PORCELANES. Musée Grévin, 6, place d'Éden (47-23-61-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 15 février.

ANCIEN PÉROU : Vie, pouvoir et mort. Jusqu'au 29 février ; JOUETS TRADITIONNELS DES ENFANTS DU MONDE. Hall du Musée. Jusqu'au 29 février. Musée de l'homme, palais de Chaillot (45-33-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 2 février.

JEAN FELTZKE. Musée de la marine. Palais de Chaillot. Place du Trocadéro (45-33-71-70). Sauf le mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 février.

LE CORBUSIER : LE PASSÉ A RÉACTION POSTIQUE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-André (42-61-36-16). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 6 mars.

PAGES D'OR DE L'ÉDITION PUBLICAIRE. Bibliothèque Forney. Hôtel de Sully, 1, rue du Figeac (42-78-14-00). Jusqu'au 19 mars.

AUTOUR DE DAVID : LE NÉO-CLASSICISME EN BELGIQUE 1770-1830. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-30). Sauf lundi et jours fériés, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 février.

L'ATELIER EXPERIMENTAL DE RECHERCHE ET DE CRÉATION DE LA MANUFACTURE DE SEVRES. Hall du Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-36-16). Sauf samedi et dimanche, de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 29 janvier.

IB BRAEIS : JENS BREKEMOSE. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. Tous les jours, de 12 h à 19 h. Dimanche, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 14 février.

HAROLD TOWN. 80 œuvres sur papier. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (43-51-33-73). Jusqu'au 31 janvier.

TRÉSORS DU MUSÉE INTERNATIONAL D'ORFÈVRE. La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 janvier.

CHIFFRE-ÉCRIVURE INÉDITS DE L'AFRIQUE NOIRE. Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 avril.

BETTINA REINHES. Portraits-témoins photographiques de Paris 44. Grande-Galerie (entrée : Pont-Neuf, rue du Pont-Neuf) (42-86-47-89). Jusqu'au 28 février.

Jours de 13 h à 19 h ; le dimanche de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 janvier.

AUX ARMES CITIZENNES. Les mânes à l'histoire de la Révolution. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 janvier.

ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES. Nouvelles acquisitions. Océris, choisit. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; le samedi : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

LE JARDIN DES PORCELANES. Musée Grévin, 6, place d'Éden (47-23-61-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 15 février.

ANCIEN PÉROU : Vie, pouvoir et mort. Jusqu'au 29 février ; JOUETS TRADITIONNELS DES ENFANTS DU MONDE. Hall du Musée. Jusqu'au 29 février. Musée de l'homme, palais de Chaillot (45-33-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 2 février.

JEAN FELTZKE. Musée de la marine. Palais de Chaillot. Place du Trocadéro (45-33-71-70). Sauf le mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 février.

LE CORBUSIER : LE PASSÉ A RÉACTION POSTIQUE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-André (42-61-36-16). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 6 mars.

PAGES D'OR DE L'ÉDITION PUBLICAIRE. Bibliothèque Forney. Hôtel de Sully, 1, rue du Figeac (42-78-14-00). Jusqu'au 19 mars.

AUTOUR DE DAVID : LE NÉO-CLASSICISME EN BELGIQUE 1770-1830. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-30). Sauf lundi et jours fériés, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 février.

L'ATELIER EXPERIMENTAL DE RECHERCHE ET DE CRÉATION DE LA MANUFACTURE DE SEVRES. Hall du Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-36-16). Sauf samedi et dimanche, de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 29 janvier.

IB BRAEIS : JENS BREKEMOSE. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées. Tous les jours, de 12 h à 19 h. Dimanche, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 14 février.

HAROLD TOWN. 80 œuvres sur papier. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (43-51-33-73). Jusqu'au 31 janvier.

TRÉSORS DU MUSÉE INTERNATIONAL D'ORFÈVRE. La Louve des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-87-27-00). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 janvier.

CHIFFRE-ÉCRIVURE INÉDITS DE L'AFRIQUE NOIRE. Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 23 avril.

BETTINA REINHES. Portraits-témoins photographiques de Paris 44. Grande-Galerie (entrée : Pont-Neuf, rue du Pont-Neuf) (42-86-47-89). Jusqu'au 28 février.

AUX ARMES CITIZENNES. Les mânes à l'histoire de la Révolution. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 janvier.

ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES. Nouvelles acquisitions. Océris, choisit. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma-Gandhi (47-47-69-80). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 15. Entrée : 12 F ; le samedi : 10 F. Jusqu'au 28 mars.

LE JARDIN DES PORCELANES. Musée Grévin, 6, place d'Éden (47-23-61-65). Sauf mardi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 15 février.

ANCIEN PÉROU : Vie, pouvoir et mort. Jusqu'au 29 février ; JOUETS TRADITIONNELS DES ENFANTS DU MONDE. Hall du Musée. Jusqu'au 29 février. Musée de l'homme, palais de Chaillot (45-33-70-60). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Jusqu'au 2 février.

JEAN FELTZKE. Musée de la marine. Palais de Chaillot. Place du Trocadéro (45-33-71-70). Sauf le mardi de 10 h à 18 h. Jusqu'au 29 février.

LE CORBUSIER : LE PASSÉ A RÉACTION POSTIQUE. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-André (42-61-36-16). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 6 mars.

PAGES D'OR DE L'ÉDITION PUBLICAIRE. Bibliothèque Forney. Hôtel de Sully, 1, rue du Figeac (42-78-14-00). Jusqu'au 19 mars.

AUTOUR DE DAVID : LE NÉO-CLASSICISME EN BELGIQUE 1770-1830. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-30). Sauf lundi et jours fériés, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 février.

L'ATEL

CINEMA

INTERVISTA (Fr.-It., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Pathé Henriette, 3^e (46-33-79-38); Pathé Saint-Germain, 4^e (42-22-72-80); La Pagode, 5^e (45-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-31); Eclair, 12^e (47-07-28-04); Gaumont Aléa, 14^e (43-21-44-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (43-75-79-79); Biograph Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

L'IRLANDAIS (Brit., v.a.): Clichy, 6^e (46-33-10-82); La Triomphe, 6^e (45-62-45-76).

ISHIAH (A., v.a.): George V, 6^e (45-62-41-46); v.f.: Les Montparnasse, 6^e (43-27-32-37).

LES KEOPS (Fr.): Forum Orient Express, 1^{re} (40-33-42-26); George V, 2^e (45-62-41-46); Maxville, 3^e (47-70-72-80); Pathé Français, 4^e (47-70-33-88); Fanny, 5^e (43-51-56-86); Miramar, 6^e (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); Pathé Clichy, 15^e (42-06-46-01).

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr., v.a.): Lattès, 6^e (42-78-47-86); Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47).

LES MAÎTRES DE L'UNIVERS (A., v.f.): George V, 6^e (45-62-41-46); Hollywood Boulevard, 5^e (47-70-10-41).

MALIBU (Brit., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 2^e (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 3^e (45-59-19-08); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Biograph Montparnasse, 15^e (45-44-25-02).

NEUF SEMAINES ET DEMI (A., v.a.): Le Triomphe, 6^e (45-62-45-76).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel, palest. v.a.): Saint-Germain Hucheta, 5^e (46-33-43-20).

LE NOÛVEAU DE LA NOÛVE (Fr.-It., v.f.): Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-35-43).

NOVADE INTERDITE (Fr.): George V, 6^e (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (45-59-82-82); La Galaxie, 15^e (45-80-18-08); Sept Parvenues, 14^e (40-32-32-20).

OU QUE TU SOIS (Fr.): Studio 43, 5^e (47-70-43-40).

LA PASSION BEATRICE (Fr.-It.): Elysée Lincoln, 6^e (43-59-36-14).

PRICE UP YOUR EARS (Fr.): (Brit., v.a.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Saint-André-des-Arts I, 6^e (43-26-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

CORSA VERDE, Film allemand de Werner Herzog, v.a.: Clichy Boulevard, 6^e (42-71-23-36); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6^e (45-74-94-94); UGC Champ-Élysées, 6^e (45-62-30-40); La Galaxie, 15^e (47-48-06-06); v.f.: Rex, 2^e (42-36-83-93); UGC Boulevard, 3^e (45-75-95-40); Les Nations, 12^e (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44); Gaumont Parana, 14^e (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-50); UGC Convention, 15^e (45-74-94-94); Images, 15^e (45-22-47-94).

DRAGNET, Film américain de Tom Mankiewicz, v.a.: UGC Odéon, 6^e (42-36-10-30); UGC Bréville, 6^e (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2^e (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94); UGC Boulevard, 3^e (45-74-94-94); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44); Gaumont Parana, 14^e (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-50); UGC Convention, 15^e (45-74-94-94); Images, 15^e (45-22-47-94).

GENERATION PERDUE, Film américain de John Schumacher, v.a.: Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 3^e (45-59-19-08); UGC Biarritz, 6^e (45-62-20-40); v.f.: Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Rex, 2^e (42-36-83-93); Bréville, 6^e (45-22-47-94); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15^e (45-74-94-94); Images, 15^e (45-22-47-94).

LES ENFANTS DE L'ARCHE, Film américain de John Huston, v.a.: Forum Orient Express, 1^{re} (40-33-42-26); Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); Pathé Henriette, 3^e (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (45-59-82-82); 14 Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-31); Eclair, 12^e (47-07-28-04); Gaumont Aléa, 14^e (43-21-44-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Pathé Mayfair, 15^e (45-25-27-06); v.f.: Les Nations, 12^e (43-43-04-67); La Malice, 17^e (47-48-06-06).

IL SEMBLE MORT, Film italien de Felice Farina, v.a.: Reflet Loges, 1^{re} (43-54-42-34); Studio 43, 5^e (47-70-43-40).

MA VIE DE CHIEN, Film américain de Louis Malle, v.a.: 14 Juillet Parana, 6^e (43-26-58-00); Racine Odéon, 6^e (43-26-58-00); Gaumont Champ-Élysées, 6^e (43-04-04-07); v.f.: Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33).

LES MONTAGNES DE LA LUNE, Film franco-allemand de Paul Rader, v.a.: Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (42-97-53-74); Lattès, 6^e (42-78-47-86); Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); Sept Parvenues, 14^e (40-32-32-20).

PACTE AVEC UN TUEUR (Fr.) Film américain de John Flynn, v.a.: Forum Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); Saint-Germain Studio, 5^e (46-33-63-20); George V, 6^e (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (45-59-82-82); v.f.: Maxville, 3^e (47-70-72-80); Pathé Français, 4^e (47-70-33-88); Fanny, 5^e (43-51-56-86); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); UGC Convention, 15^e (45-74-94-94); Pathé Mayfair, 15^e (45-25-27-06); Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

POKER, Film français de Catherine Corsini, Film Horizon, 1^{re} (45-08-57-57); Saint-Germain Studio, 5^e (46-33-63-20); George V, 6^e (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (45-59-82-82); v.f.: Maxville, 3^e (47-70-72-80); Pathé Français, 4^e (47-70-33-88); Fanny, 5^e (43-51-56-86); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); UGC Convention, 15^e (45-74-94-94); Pathé Mayfair, 15^e (45-25-27-06); Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

PROMESSE, JURE ! (Fr.): Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); Les Montparnasse, 6^e (43-27-32-37).

LE PROVERBE (A., v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (42-97-53-74); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Normandie, 6^e (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2^e (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94); Parana, 6^e (43-26-58-00); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); La Galaxie, 15^e (45-80-18-08); UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44); Mistrail, 14^e (45-39-52-43); UGC Convention, 15^e (45-74-94-94); Pathé Clichy, 15^e (42-06-46-01); Trois Secrétes, 15^e (42-06-79-79).

RENEGADE (It.-A., v.f.): Maxville, 3^e (47-70-72-80).

SEINS UNIVERSELS (A., v.a.): Forum Orient Express, 1^{re} (40-33-42-26); Pathé Henriette, 3^e (46-33-79-38); UGC Rotonde, 6^e (45-74-94-94); Pathé Marignan-Concorde, 3^e (45-59-82-82); UGC Biarritz, 6^e (45-62-20-40); La Bastille, 11^e (43-57-90-31); 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2^e (47-42-72-52); Rex, 2^e (42-36-83-93); Parana, 6^e (43-26-58-00); UGC Convention, 15^e (45-74-94-94); Pathé Montparnasse, 15^e (45-44-25-02); La Gambetta, 20^e (46-36-10-96).

SOMME TUA DROITE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1^{re} (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-59-83); Gaumont Collège, 6^e (43-21-52-36); UGC Odéon, 6^e (43-25-59-83); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15^e (45-74-94-94).

LES SOCIÉTÉS D'ESTIVATION (A., v.a.): Studio de la Harpe, 5^e (46-34-25-25).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.): Lattès, 6^e (42-78-47-86); Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47).

TANPOPO (Jap., v.a.): Champs-Élysées, 6^e (43-54-42-34).

TOI ET MOI AUSSI (Ail., v.a.): Saint-Germain Village, 5^e (46-33-63-20).

TOO MUCH (Brit., v.a.): Clichy Boulevard, 6^e (42-71-23-36); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6^e (45-74-94-94); UGC Champ-Élysées, 6^e (45-62-30-40); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44); Gaumont Parana, 14^e (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-50); UGC Convention, 15^e (45-74-94-94); Images, 15^e (45-22-47-94).

SPY LE MATIN (Fr.): Lattès, 6^e (42-78-47-86); Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47).

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.a.): Utopia Champollion, 5^e (43-26-48-18); République Cinéma, 11^e (48-05-51-33); Denfert, 14^e (43-21-41-01).

WHY? THAT GIRL (A., v.a.): Clichy, 6^e (46-33-10-82).

YEELEN (malais., v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1^{re} (42-97-53-74); La Saint-Germain-des-Près, 6^e (42-22-47-23); Gaumont Ambassade, 3^e (45-59-19-08); La Bastille, 11^e (43-57-90-31); Sept Parvenues, 14^e (40-32-32-20); Pathé Clichy, 15^e (42-06-46-01).

LES YEUX NOIRS (It., v.a.): Clichy Boulevard, 6^e (42-71-23-36); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6^e (45-74-94-94); UGC Champ-Élysées, 6^e (45-62-30-40); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44); Gaumont Parana, 14^e (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-50); UGC Convention, 15^e (45-74-94-94); Images, 15^e (45-22-47-94).

ZIGZAG (Fr.) (Jap., v.a.): Saint-André-des-Arts II, 6^e (43-26-48-18).

Les séances spéciales

LES ABYSSES (Fr.): Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-10-82); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6^e (45-74-94-94); UGC Champ-Élysées, 6^e (45-62-30-40); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13^e (43-36-23-44); Gaumont Parana, 14^e (43-35-30-40); Gaumont Aléa, 14^e (43-27-84-50); UGC Convention, 15^e (45-74-94-94); Images, 15^e (45-22-47-94).

L'AGE DE MONSIEUR EST AVANCÉ (Fr.): Reflet Loges, 1^{re} (43-54-42-34); mer. jeu. ven. à 12 h.

AMADEUS (A., v.a.): Grand Palais, 15^e (45-44-66-83) (copie neuve) mer. jeu. ven. à 14 h. dim. 19 h. 45, mar. 19 h. 30.

ANGEL HEART (A., v.a.): Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47); UGC Danton, 6^e (42-25-10-30); 21 h.

ANNE TRISTER (Can.): Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. 18 h. 45, ven. 17 h.

ASTÉRIX CHEZ LES BRETONS (Fr.): Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. 13 h. 45, dim. 13 h. 30.

AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.a.): Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09) mer. jeu. ven. à 20 h. 22 h.

LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A., v.f.): La Berry Zébre, 11^e (43-57-51-63) mer. jeu. ven. à 15 h. 17 h. 19 h. 21 h. 23 h.

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNEE (A., v.a.): République Cinéma, 11^e (48-05-51-33) mer. 22 h, dim. 17 h. 40.

BIRDY (A., v.a.): Studio Odéon, 5^e (43-54-72-71) UGC séances à 14 h 10 film 5 min après.

BLADE RUNNER (A., v.a.): Grand Palais, 15^e (45-44-66-83) mer. 22 h 15, ven. 0 h. dim. 22 h 20, mer. 18 h.

BRAZIL (Brit., v.a.): Studio Odéon, 5^e (43-54-72-71) UGC séances à 20 h 05 film 5 min après; Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. jeu. ven. à 18 h.

CASANOVA DE FELLINI (It.) (Fr., v.a.): Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09) mer. jeu. ven. à 15 h 30.

CHAMBER AVEC VUE (Brit., v.a.): Reflet Loges, 1^{re} (43-54-42-34) mer. jeu. ven. à 12 h.

LES CHAÎNES DE FEU (Brit., v.a.): Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. jeu. ven. à 18 h. 45, dim. 18 h.

CHRONOS (A., v.a.): La Galaxie, 15^e (45-80-18-08) mer. jeu. ven. à 19 h. 20 h. 21 h.

LE CONTE DES CONTES (Sov., v.a.): Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47) UGC à 15 h.

DANS LA VILLE BLANCHE (Suisse, v.a.): Denfert, 14^e (43-21-41-01) mer. 18 h.

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (A., v.a.): Clichy, 6^e (46-33-10-82) UGC à 18 h 30.

DOWN BY LAW (A., v.a.): Clichy, 6^e (46-33-10-82) UGC à 13 h et 20 h 20 + 18 h 30.

ET L'EXTERMINATEUR (A., v.f.): Grand Palais, 15^e (45-44-66-83) mer. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.): La Galaxie, 15^e (45-80-18-08) mer. jeu. ven. à 10 h. 11 h. 12 h. 13 h. 14 h. 15 h. 16 h. 17 h. 18 h.

L'EMPIRE DES SENS (Fr.-Jap., v.a.): Denfert, 14^e (43-21-41-01) mer. 22 h.

L'ENFANCE D'IVAN (Sov., v.a.): République Cinéma, 11^e (48-05-51-33) mer. 17 h 30.

L'ENFANT SAUVAGE (Fr.): Denfert, 14^e (43-21-41-01) mer. 16 h 30.

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.): Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. jeu. ven. à 13 h 30.

LA FLÛTE À SIX SCHTROUMPES (Bel.): Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. jeu. ven. à 13 h 45.

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.a.): Châtelet Victoria, 1^{re} (45-08-94-14) UGC à 15 h 30 et 22 h.

IL V A MALDONNE (Fr.): 14 Juillet Parana, 6^e (43-26-58-00) UGC à 22 h.

JEAN DE FLORETTE (Fr.): Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09) mer. jeu. ven. à 13 h 30, dim. 14 h.

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.a.): Châtelet Victoria, 1^{re} (45-08-94-14) UGC à 13 h 30, 20 h + 22 h.

LILY MARLEEN (Ail., v.a.): Châtelet Victoria, 1^{re} (45-08-94-14) UGC à 18 h.

LUCKY LUKE, LES DALTON EN CAVALÈRE (Fr.-A.): Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. 13 h 45, dim. 17 h.

LES LUNETTES D'OR (It.-Fr., v.a.): Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77) UGC à 12 h.

M LE MAUDIT (Ail., v.a.): République Cinéma, 11^e (48-05-51-33) mer. 20 h, dim. 22 h.

MACBETH (A., v.a.): Action Christian, 6^e (43-29-11-30) séances mer. jeu. ven. à 14 h. 16 h. 18 h. 20 h. 22 h film 5 min après.

MATIAS (A., v.a.): Les Vieux Chasseurs d'Ours (Jap., v.f.): République Cinéma, 11^e (48-05-51-33) mer. 15 h 40.

MIDNIGHT (A., v.a.): Clichy, 6^e (46-33-10-82) UGC à 16 h 30 + 22 h.

LE MITROIR (Sov., v.a.): Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47) UGC à 18 h 30.

MISSION (Brit., v.a.): Châtelet Victoria, 1^{re} (45-08-94-14) UGC à 17 h 30.

MODERN BLAZE (Sov., v.a.): Châtelet Victoria, 1^{re} (45-08-94-14) UGC à 13 h 25 et 20 h.

MORT À VENISE (It., v.a.): Studio Odéon, 5^e (43-54-72-71) UGC séances à 11 h 50 film 5 min après.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.a.): Clichy, 6^e (46-33-10-82) UGC à 16 h 30.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.): Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. dim. 21 h. ven. jeu. 18 h 45.

ORANGE MÉCANIQUE (Brit., v.a.): Châtelet Victoria, 1^{re} (45-08-94-14) UGC à 18 h.

PEAU D'ÂNE (Fr.): Denfert, 14^e (43-21-41-01) mer. 10 h. dim. 14 h.

LA PHOTO (Gr., v.a.): Reflet Média Loges, 1^{re} (43-54-42-34) UGC à 12 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit., v.a.): Grand Palais, 15^e (45-44-66-83) mer. 18 h. jeu. 18 h 15, ven. 16 h 15, 22 h 15, 0 h 30, 18 h, 18 h 30.

PLATON (A., v.a.): Châtelet Victoria, 1^{re} (45-08-94-14) UGC à 22 h 15.

LA POULE NOIRE (Sov., v.a.): Epée de Bois, 5^e (43-37-57-47) UGC à 15 h.

RAMPO DAY (A., v.a.): Studio Odéon, 5^e (43-54-72-71) UGC séances à 16 h 35 film 5 min après.

RAINING IN THE MOUNTAIN (Hong Kong, v.a.): Utopia Champollion, 5^e (43-26-48-18) UGC à 18 h.

LE RECORD (Ail.-Suisse, v.a.): Champs-Élysées, 6^e (43-54-42-34) mer. jeu. ven. à 12 h.

RENT A COP (A., v.a.): Studio 28, 15^e (46-06-30-07) mer. jeu. à 19 h et 21 h.

LE ROULEAU COMPRESSÉ ET LE VIOLON (Sov., v.a.): République Cinéma, 11^e (48-05-51-33) mer. 17 h 30.

ROXANNE (A., v.a.): Clichy, 6^e (46-33-10-82) UGC à 22 h.

STRANGER THAN PARADISE (Ail., v.a.): Utopia Champollion, 5^e (43-26-48-18) UGC à 22 h 30.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.a.): Studio Odéon, 5^e (43-54-72-71) UGC séances à 22 h 30 + ven. sam. séances à 0 h 20 film 5 min après.

THÉORÈME (Fr., v.a.): Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09) mer. jeu. ven. à 18 h 15.

TINTIN ET LE LAC AUX ROUSQUES (Fr.-Bel.): Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. sam. 17 h.

UN BON PETIT DIABLE (Fr.): Saint-Lambert, 15^e (43-52-91-68) mer. dim. 17 h.

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.a.): Les Trois Luxembourg, 6^e (46-33-97-77) UGC à 12 h.

LE VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.a.): Denfert, 14^e (43-21-41-01) mer. sam. 14 h.

WELCOME IN VIENNA (Aut., v.a.): Champs-Élysées, 6^e (43-54-42-34) mer. jeu. ven. à 12 h.

ZZZ DANS LE MÉTRO (Fr.): République Cinéma, 11^e (48-05-51-33) mer. sam. dim. 14 h.

Les festivals

ALFRED HITCHCOCK (v.a.), Action Rive Gauche, 5^e (43-29-44-40). Pas de programme pour Marie, mer. séances à 14 h. 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Mais qui a tué Harry?, jeu. séances à 14 h. 16 h. 18 h. 20 h. 22 h; L'Homme qui a sauvé trop, ven. séances à 14 h. 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Faut-il se tuer, sam. séances à 14 h. 16 h. 18 h. 20 h. 22 h; Stenard froides, dim. séances à 14 h. 16 h 30, 19 h, 21 h 30; Le Cerveau, jeu. séances à 14 h. 16 h. 18 h. 20 h. 22 h; Le Maître au collet, mer. séances à 14 h. 16 h. 18 h. 20 h. 22 h.

CHARLES CHAPLIN, Studio 43, 5^e (47-70-43-40). Les Temps modernes, sam. 14 h. Le Kid, mer. 16 h. La Ruée vers l'or, mer. sam. 14 h. Le Dictateur, dim. 14 h. Le Pèlerin, Charlot soldat, Jour de gaieté, mer. 14 h; Charlot, Charlot, Charlot, dim. 14 h.

CYCLE JACQUES TATI, Saint-Michel, 5^e (43-26-79-77). Jour de film, film à 13 h 55, 17 h 10, 22 h 30; Les Vacances de M. Hulot, film à 15 h 20, 21 h + 22 h 00; Mon Oncle, film à 18 h 45.

CYCLE DE COURTES MÉTRAGES, République Cinéma, 11^e (48-05-51-33). Elle et Lui, La Troisième Solution, La Princesse des dîmanches, Les Quatre Vents de l'été, Ronde de nuit. Un petit tour, Scènes de la vie d'un homme, jeu. 20 h 30.

ERIC ROHMER, République Cinéma, 11^e (48-05-51-33). Les Nuits de la pleine lune, jeu. 18 h; Le Beau Mariage, sam. 12 h 10; Pauline à la plage, sam. 17 h; La Femme de l'aviateur, jeu. 13 h 40; Le Signe du lion, jeu. 12 h 20; La Marquise d'O, jeu. 17 h 40.

ERIC ROHMER, Denfert, 14^e (43-21-41-01). La Marquise d'O, jeu. 18 h; Les Nuits de la pleine lune, ven. 17 h 30, jeu. 14 h; Pauline à la plage, jeu. 12 h 50; 4 Aventures de Reinette et Mirabelle, dim. 10 h; La Femme de l'aviateur, mer. 12 h; Le Beau Mariage, mer. 12 h 20.

FESTIVAL M.I.C.E., 14 Juillet Parana, 6^e (43-26-58-00). L'Apiculteur, mer. à 14 h 05, 16 h 20, 19 h 45; Good Morning Babylon, jeu. à 14 h 05, 16 h 20, 19 h 45; Manégages, ven. à 13 h 45, 15 h 50, 17 h 55, 20 h 05; La Mésa en finie, sam. à 14 h. 16 h. 18 h. 20 h; La Storia, dim. mar. à 13 h 50, 16 h 30, 19 h 15; Fatherland, jeu. à 13 h 45, 15 h 45, 17 h 55, 20 h 05.

HOMMAGE MARCEL L'HERBIER (v.a.), Studio 43, 5^e (47-70-43-40). L'Inconnu, mer. sam. 20 h, jeu. 18 h; Rose-France, Autour de l'argent, mer. 18 h; L'Inconnu, mer. sam. 20 h; L'

Mercredi 13 janvier

Jeudi 14 janvier

Echantillon : plus de 300 foyers en Ile-de-France dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M6 dans de bonnes conditions

Portrait	Kamikaze	Spencer	Mohr et Val.
1.5	2.5	5.0	2.0

MOTS CROISÉS

PARIS EN VISITES

18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Les régimes complémentaires de retraite, un bilan positif », par Jean Gardin (Centre Varenne).

MÉTÉOROLOGIE

★ TU = temps universel, c'est-à-dire moins 2 heures en été ; heure légale mondiale

	LEGENDE
--	----------------

ire pour la France : heure légale
1 heure en hiver.

CONFÉRENCES

18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Les régimes complémentaires de retraite, un bilan positif », par Jean Gardin (Centre Varenne).

★ TU = temps universel, c'est-à-dire 2 heures en été ; heure légale moyenne

[illegible]

Le Monde DIRIGEANTS

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT
DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSER-
VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES
DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE
400 000 F +.

Directeur général

Activité parfums
500.000 F

Bruxelles - Cette marque anglo-saxonne de prestige, mondialement connue, a récemment lancé une nouvelle gamme de parfums, par l'intermédiaire de son réseau mondial de boutiques. Pour accentuer sa pénétration internationale, elle recherche un directeur général qui développera ce secteur d'activité grâce à ces magasins et en utilisant les canaux appropriés de la distribution en parfumerie. Rattaché au directeur de la division Europe Continentale et assisté d'une petite équipe, il sera responsable du management global de cette activité : élaboration et mise en œuvre de la stratégie commerciale et marketing internationale, développement des ventes et renforcement d'une gamme de parfums et produits de beauté de haute qualité. Ce poste, basé à Bruxelles, s'adresse à un candidat âgé de 34 ans minimum, diplômé d'une école supérieure de commerce ou équivalent et maîtrisant bien l'anglais. Il devra justifier d'une expérience réussie de la direction d'un centre de profit ou de la gestion d'une zone export incluant si possible les États-Unis au sein d'un groupe international de parfumerie. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ (fixe + intéressement) sera de l'ordre de 500.000 francs (ou pourra être supérieure si le calibre du candidat le justifie) et sera assortie d'une voiture de fonction. Écrire à D. MORETTE en précisant la référence A/R9345MD. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
8, rue des Grands - 92521 NOUILLY Cedex - Tél. 46.47.31.64
Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur Général

Portugal

Notre entreprise fabrique et vend des produits de mode très élaborés, forts de notre identité et du professionnalisme de nos équipes, nous développons harmonieusement et soutenons créer une filiale fabrication et commercialisation au Portugal.

En tant que Président, vous aurez donc la grande responsabilité de vous imprégner des valeurs de notre entreprise et de sa découvrir les produits et le fonctionnement.

Nous vous donnerons ensuite les moyens de créer votre filiale qui bénéficiera d'une large autonomie.

Diplômé d'une grande école de gestion ou d'ingénieur, possédant une large expérience commerciale, vous devez être un homme de développement et un manager soudeux de mener à bien les projets que nous élaborons ensemble. La participation au capital sera, à moyen terme, l'un des aspects de votre réussite.

Merci d'envoyer votre dossier confidentiel, réf. G 8003/M à notre Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

nervet pont conseil

Un puissant groupe bancaire international

recherche un directeur général pour son établissement en France.

DIRECTEUR DE LA TRÉSORERIE

VOUS AVEZ :

- une large expérience des Opérations de Change,
- une connaissance approfondie des activités des marchés financiers qui fait de vous un intervenant reconnu,
- des qualités de Manager et d'animateur appréciées de votre Équipe,
- une bonne participation des formes de relations dans un Groupe International.

VOUS SOUHAITEZ :

- contribuer à son développement,
- participer à l'élaboration de sa stratégie,
- faire partager vos idées.

NOUS OFFRONS :

indépendamment de larges possibilités d'évolution de carrière, une rémunération particulièrement attractive.

Poste basé à Paris.

Merci d'envoyer votre dossier confidentiel, qui sera traité en toute confidentialité, à notre adresse : 16250, à

PIERRE LICHATI - 10, rue de Valenciennes - 75002 PARIS

هكذا من الاصل

FAIRE VIVRE ENSEMBLE TRADITION ET TECHNOLOGIE

DIRECTEUR GENERAL

EN FRANCE - COMITÉ

Filiale d'un groupe, notre réputation est bien ancrée en France ; nous souhaitons et avons les moyens de la développer en Europe. Respectueux du savoir-faire légué par nos fondateurs, nous n'en intégrons pas moins des équipements dont la technologie peut être qualifiée d'avancée.

Vous avez 35/40 ans, diplômé Grandes Écoles, votre expérience d'Ingénieur, Armement ou similaire fait de vous un homme de terrain, animateur et gestionnaire.

Vous savez ce que signifie les termes qualité, délais, coûts, mais aussi prix de revient.

Bien sûr, vous n'hésitez pas à vous remettre en cause dans une optique "toujours mieux".

Autonome, disponible, vous serez responsable de l'entreprise, rattaché à la Présidence située à Paris.

Vous évoluerez dans une structure jeune et serez gratifié d'un salaire motivant.

Ce challenge vous intéresse, alors adressez-nous un dossier de candidature (C.V., photo, prétentions).
Geneviève DESBRUÈRES, 103, rue Jouffroy, 75017 PARIS.



ICIMOD International Centre for Integrated Mountain Development
Kathmandu, Nepal

In preparation for the retirement of the first Director, Professor Colin Rosser,
The Board of Governors invites applications for the post of

DIRECTOR

Qualifications should include :

- A distinguished career of professional achievement in any of the disciplines relevant to the practice and promotion of integrated mountain development.
- Major practical and research experience with integrated development and environmental management in mountain areas, preferably in the Hindu Kush-Himalayas.
- An established record of institutional management at the highest level, and of the leadership and motivation of a multi-disciplinary and international staff of senior scientists and professionals.

Substantial experience of high-level executive positions in relevant international institutions would be particularly appreciated. Candidates may be male or female, and of any nationality. The working language of the Centre is English.

ICIMOD is an autonomous international organisation with its Headquarters in the Kingdom of Nepal, with the primary objective of promoting the sustained well-being of mountain communities through effective socio-economic development policies and programmes, and through the sound management of fragile mountain habitats.

The Centre currently has an international professional staff of 25-30 and an annual budget exceeding U.S. \$ 2 million. The Centre's publications and programmes may be obtained directly from ICIMOD, P.O. Box 3226, Kathmandu, Nepal.

The appointment of the new Director of ICIMOD will be for a term of four years, preferably from April 1989 or as early as possible thereafter. The salary and allowances of this exceptionally challenging post will be commensurate with the high qualifications and experience required, comparable to equivalent top-ranking positions in international organisations.

Further details can be obtained from the address below, where applications should be received not later than 15 April 1988 by :

the Chairman of the Board of Governors,
ICIMOD, P.O. Box 4925, 8022 Zurich, Switzerland.

PARIS

DIRECTEUR FINANCIER ADJOINT

ESSEC - HEC
EXPERTISE
COMPTABLE
+ EXPERIENCE
BANCAIRE

A 40 ans environ, diplômé HEC ou ESSEC et titulaire de l'expertise comptable, vous avez fait vos preuves au cours de ces dix dernières années dans les domaines de la finance et de la comptabilité en milieu bancaire.

Aujourd'hui, pour concilier votre carrière, vous êtes prêt à relever le challenge dans un grand groupe français de 3 milliards de francs de C.A., également implanté à l'étranger et en forte croissance.

Adjoint au Directeur financier GROUPE dans un premier temps, vous serez :

MEDIA COMMUNICATIONS
100/102, rue Nationale - 95000 LALE, qui transmettra

LE MONDE DIRIGEANTS

l'opportunité offerte aux entreprises
d'accélérer les recrutements
de leurs dirigeants.

Pour tous renseignements contactez :
LE MONDE PUBLICITÉ, département Communication Emploi.
Tél : 45-55-91-82.

Implantés à Luxembourg, nous sommes une société de recherches et de marketing, spécialisée dans le domaine des biens de grande consommation non durables. Notre client, une société multinationale européenne, qui occupe une des toutes premières places dans son marché, désire développer ses activités de recherches de marché.

Pour renforcer notre équipe, nous recrutons plusieurs universitaires diplômés en sciences humaines comme

CHARGÉS D'ÉTUDES MARKETING QUALITATIVES ET PSYCHOLOGIQUES

Après un certain temps d'introduction les candidats retenus seront appelés à réaliser, au sein d'une équipe mais de façon indépendante, des recherches pour une ligne de produits. Une expérience professionnelle dans le domaine des études sociales et/ou de marché est préférable mais non indispensable.

Les candidats/candidate (âge de 25 à 35 ans) devront dépendant :

- Être diplômés d'études supérieures en sciences humaines ;
- Avoir de très bonnes connaissances d'allemand, surtout la capacité de parler couramment avec des ressortissants allemands (l'anglais est un atout supplémentaire) ;
- Être disposés à habiter à Luxembourg ou zones frontalières et se déplacer pour des courts voyages en Europe.

La rémunération sera proportionnée à l'expérience du candidat.

Si cette fiche convient à vos intérêts et à votre profil, veuillez pour votre candidature s/r 7077, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

UNIVERSITY OF QUEENSLAND Equal Opportunity in Employment is University Policy

SENIOR TUTOR/LECTURER IN FRENCH (FIXED TERM) DEPARTMENT OF FRENCH

Senior Tutor or Lecturer with absolute proficiency in French. The Department is looking for a person with a demonstrable commitment to research and practical innovative language teaching methodology. An interest in design of original teaching material, in particular in any of the following, would be an advantage:

1. Communicative methodology;
2. "Haut niveau" teaching techniques (in the applied linguistic sense);
3. Computer assisted language learning;
4. Video and drama production for language learning.

Formal qualifications: Senior Tutor: A higher degree or equivalent. Lecturer: PH. D. and publications. Term of appointment: Senior Tutor: 3 years initially, with possible renewal for 2 more years. Lecturer: 5 years.

Salary: Senior Tutor: \$A24,534 - \$A28,028 per annum. Lecturer: \$A28,380 - \$A37,122 per annum.

Closing date: 15 February 1988. Reference No: 52887.

Additional information and application forms are available from the Director, Personnel Services, University of Queensland, St. Lucia 4067, Queensland, Australia.

AFRIQUE NOIRE DIS

SSII recherche pour une affectation de 2 ans dans un pays d'Afrique un informaticien confirmé

qui aura à diriger un centre informatique de gestion équipé d'un DPS 4000 doté d'un SGBD IDEB.

Le candidat devra connaître une méthode de type Merise ou Axial et avoir des compétences d'organisateur et de formateur.

Une connaissance de l'Afrique noire est vivement souhaitée.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

NATIONS UNIES

Le département de la coopération technique pour le développement recherche pour des projets d'assistance technique, en Afrique, au sud du Sahara, et plus particulièrement dans les ministères du plan du Burkina-Faso, du Mali, du Niger, du Sénégal et de São-Tomé-et-Principe :

I. — Des MACRO-ÉCONOMISTES PLANIFICATEURS pour superviser et coordonner l'ensemble des activités de projets de renforcement des systèmes de planification avec accord dans le suivi et contrôle de l'exécution des plans, en prenant une part active à la sensibilisation et la formation dans ce domaine.

II. — Des MACRO-ÉCONOMISTES pour intégrer des équipes d'assistance à la planification et collaborer à la mise en œuvre de concepts, méthodes et techniques de planification et de prévision macro-économiques et former le personnel national requis pour l'application de ces méthodes.

III. — Des EXPERTS EN PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS pour collaborer à la programmation des investissements, à la mise en application de méthodes pratiques d'identification, de formulation, d'évaluation et de suivi d'exécution des investissements jugés critiques à l'établissement de bilans annuels d'assistance financière et à la sensibilisation et formation de cadres dans ce domaine.

Les candidats aux postes de macro-économistes planificateurs doivent être titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une grande école, avoir une bonne maîtrise des méthodes et techniques de planification et une expérience approfondie des économies des pays en voie de développement.

Les candidats aux postes de macro-économistes devront être titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une grande école, avoir une bonne maîtrise des méthodes et techniques de planification et de la prévision économiques et les problèmes que pose la Nation à court terme/moyen terme.

Les candidats aux postes d'experts en programmation des investissements devront être titulaires d'un diplôme universitaire ou d'une grande école, avoir une bonne expérience en matière de formulation, d'évaluation de projets et de programmation des investissements ainsi que connaître les procédures de recherche et de financement dans les institutions spécialisées.

Tous les candidats devront parler et écrire le français couramment. La connaissance du portugais est indispensable pour les postes à São-Tomé-et-Principe. Les candidats retenus bénéficieront de contrats d'un an avec possibilité de prolongation et des conditions de service, salaire, prestations et indemnités accordées aux fonctionnaires des Nations unies. Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae à :

M. Demetrios Argyriades, chef adjoint, service de recrutement pour l'Assistance Technique (SRAT) DCI-1426, Nations unies, New-York, N.Y. 10017.

Groupe de sociétés industrielles dans le domaine alimentaire et produits de grande consommation exportant à partir de l'Afrique :

Recherche pour répondre à son développement :

DIRECTEUR EXPORT

Véritable professionnel de l'exportation en Afrique

En relation avec le Directeur Général, il mettra en œuvre la stratégie à l'export. Il s'attachera notamment à la recherche de nouveaux marchés, consolidera les marchés existants et assurera la réalisation des objectifs fixés.

De formation supérieure commerciale ou équivalente, parlant couramment anglais, il possèdera un sens aigu de la négociation et une grande disponibilité.

Véritable professionnel de l'exportation, une expérience réussie de l'Afrique est indispensable. Ce poste offre à un candidat de valeur des possibilités financières motivantes et des opportunités futures au sein du groupe.

Avantages liés à l'expatriation.

Basé en Afrique, de nombreux voyages sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite + c.v. + photo sous la référence 1122 à SQUADRA, Madame JULIEN, département RESSOURCES ET ENTREPRISES, 21, rue de Suez, 75016 Paris.

RESSOURCES ET ENTREPRISES

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE RECHERCHE

CADRE RESPONSABLE DES VENTES - FRANCE

- Produits techniques : domaine maintenance et lavage ;
- Expérience commerciale de quelques années ;
- Capable de gérer bureau administratif et de distribution ;
- Capable de négocier à haut niveau ;
- Dynamique et entreprenant.

Ecrire avec c.v. à HAVAS sous la réf. A 477 BLD. AD. MAX. 13 - 17 - 1000 BRUXELLES.

L'Office européen des brevets, à Munich cherche un Spécialiste en organisation (R.M. EXT/182) et un Concepteur de systèmes (R.M. EXT/183)

Post : a. - L'organisation générale, au sein de laquelle ils contribueront à améliorer l'organisation des structures et des méthodes, ainsi qu'à employer efficacement le personnel, le matériel et les méthodes de gestion OU :

b. - Le développement de systèmes, où ils seront chargés de concevoir et de mettre en œuvre des méthodes rationnelles au bureau, dans l'administration et la gestion, à l'aide des techniques modernes d'informatique, de bureautique et de communication.

L'essentiel des tâches consiste à concevoir, réaliser et vérifier des solutions rationnelles et rentables apportées aux problèmes organisationnels et techniques, en étroite collaboration avec les services spécialisés.

Nous recherchons des candidats titulaires d'un diplôme sanctionnant des études universitaires complètes, et possédant une expérience professionnelle reconnue de plusieurs années dans le domaine choisi. Il importe également qu'ils aient la capacité de résoudre même en détail des problèmes complexes et à exposer des solutions d'une façon convaincante. Les langues officielles de l'Office sont l'allemand, l'anglais et le français.

Les candidats sur formulaires, que l'on peut se procurer auprès de l'Office devront parvenir le 21 janvier 1988, au plus tard à :

Office européen des brevets
service de personnel, Erhardstrasse 27, D-8008, Munich 2.
Tél. : Munich 2399-4316.

VENTES DIRECT. DES VENTES

fabriquant de machines d'imprimerie de réputation mondiale, recherche une personne polyvalente pour développer et gérer la zone géographique limitée, pas de plafond, salaire + commission + bonus.

S'adr. : KINGSLEY MACHINES 850 Central Expressway, Suite 200, CA 95038, USA. A l'ent. du vendredi, 10h à 12h, à Paris 1^{er} arr. de 10h à 12h, par tél. 213-228-8728. Notre tél. de fax : 910-221-6881.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

Envoyer lettre de candidature et Curriculum Vitae à DIS, avenue du Paraná, B.P. 214 - 9841 LES ULIS.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Le Monde CADRES

RÉGION EST Clique chirurgicale recherche

pour encadrement des services administratifs et direction du personnel. Poste à pourvoir à partir de 01/01/1988. N° 5113.

LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Ville de DOMONT (95) (12 000 habitants) recrute

UN RÉDACTEUR

Optique animation

pour assurer la responsabilité des cadres administratifs et matériels de la ville.

Grande expérience en animation de cadres administratifs et matériels.

Envoyer candidature et cv à M. le Maire, 47, rue de la Mairie, 95300 DOMONT.

VILLE BAUGLEVILLE Nord-Est Parisien recrute pour son service population

COLLABORATEUR DU CHEF DE SERVICE

On sera chargé principalement des :

- suivi des dossiers de logement ;

- suivi de l'observatoire économique et des actions de la Région de l'Est.

N.B. DE RECRUTEMENT :

- Bac + 2 minimum ;

- sup. prof. appréciée.

Adm. cand. cv et photo. Sous n° 8312 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

N° 1 du sect. rec. pr. R.P. FUTURS CADRES CLOUX

recrute pour son service de nuit secrétaire de rédaction revue de presse quotidienne coordination de ses services de nuit

URGENT recherche

TECHNICO-CIAL CONFIRME

Pour direction magazine de cuisine MICALFA, à côté de France-Martinique.

Connecteur Stend Halbes dans Salon des Arts Ménagers ou T. : 18 (500) 50-22-22.

Lycée et/ou contr. hand.-ent

rech. urgent pour classe scientifique

PROF. DE MATH. EXPERIMENTE

sp. plan de type parité.

Tél. du lundi au jeudi de 8 h à 16 h 30 - 43-02-48-77.

CHERCHONS REPRÉSENTANT

POUR VISITER PROFESSIONNELS FRANCE ET ÉTRANGER

- Bonne cult. générale.

- Anglais et allemand indispensables.

- Grande disponibilité pour voyages.

- Évolution rémunération en fonction résultats.

C.V. à A. Van Gilsen SAIRL, 87, 1^{er} St-Sulpice, 31410 NOE. 01-47-24-00.

GRUPPO DE PRESSE CENTRE DE PARIS

recrute pour son service de nuit secrétaire de rédaction revue de presse quotidienne coordination de ses services de nuit

URGENT recherche

TECHNICO-CIAL CONFIRME

Pour direction magazine de cuisine MICALFA, à côté de France-Martinique.

Connecteur Stend Halbes dans Salon des Arts Ménagers ou T. : 18 (500) 50-22-22.

Lycée et/ou contr. hand.-ent

rech. urgent pour classe scientifique

PROF. DE MATH. EXPERIMENTE

sp. plan de type parité.

Tél. du lundi au jeudi de 8 h à 16 h 30 - 43-02-48-77.

CHERCHONS REPRÉSENTANT

POUR VISITER PROFESSIONNELS FRANCE ET ÉTRANGER

- Bonne cult. générale.

- Anglais et allemand indispensables.

- Grande disponibilité pour voyages.

- Évolution rémunération en fonction résultats.

C.V. à A. Van Gilsen SAIRL, 87, 1^{er} St-Sulpice, 31410 NOE. 01-47-24-00.

Pour show culture le 25 janvier 1988

rech. J.F. 16/20 ans, env. rémunérés. 42-53-48-13.

GRUPPO DE PRESSE CENTRE DE PARIS

recrute pour son service de nuit secrétaire de rédaction revue de presse quotidienne coordination de ses services de nuit

URGENT recherche

TECHNICO-CIAL CONFIRME

Pour direction magazine de cuisine MICALFA, à côté de France-Martinique.

Connecteur Stend Halbes dans Salon des Arts Ménagers ou T. : 18 (500) 50-22-22.

Lycée et/ou contr. hand.-ent

rech. urgent pour classe scientifique

PROF. DE MATH. EXPERIMENTE

sp. plan de type parité.

Tél. du lundi au jeudi de 8 h à 16 h 30 - 43-02-48-77.

CHERCHONS REPRÉSENTANT

POUR VISITER PROFESSIONNELS FRANCE ET ÉTRANGER

- Bonne cult. générale.

- Anglais et allemand indispensables.

- Grande disponibilité pour voyages.

- Évolution rémunération en fonction résultats.

C.V. à A. Van Gilsen SAIRL, 87, 1^{er} St-Sulpice, 31410 NOE. 01-47-24-00.

Le centre d'information financière organise un stage pour recruter des CONSEILLERS CIALUX H.F.

- contacts à haut niveau ;

- commission financière et commerciale ;

- rémunération très intéressante.

Tél. de jour 45-53-20-00.

Sté japonaise à Paris IMPORT/EXPORT

HAUT NIVEAU pour le secteur ÉCONOMIE SOCIALE

De formation supérieure, il ou elle aura pratique et vision dans son environnement. Env. c.v., PHOTO et prêt. s/réf. ECA à S.I.L. CONSEIL, 13, av. de la Porte d'Antenne, 75017 PARIS, chargé de recrutement. Description écrite.

18 h à 4 h de matin.

Envoyer c.v. + photo sous n° 8303 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

SEVME INFORMATIQUE ALBAIGNE

Tél. (16) 42-32-40-06 recherche pour son service de nuit secrétaire de rédaction revue de presse quotidienne coordination de ses services de nuit

URGENT recherche

TECHNICO-CIAL CONFIRME

Pour direction magazine de cuisine MICALFA, à côté de France-Martinique.

Connecteur Stend Halbes dans Salon des Arts Ménagers ou T. : 18 (500) 50-22-22.

Lycée et/ou contr. hand.-ent

rech. urgent pour classe scientifique

PROF. DE MATH. EXPERIMENTE

sp. plan de type parité.

Tél. du lundi au jeudi de 8 h à 16 h 30 - 43-02-48-77.

CHERCHONS REPRÉSENTANT

POUR VISITER PROFESSIONNELS FRANCE ET ÉTRANGER

- Bonne cult. générale.

- Anglais et allemand indispensables.

- Grande disponibilité pour voyages.

- Évolution rémunération en fonction résultats.

C.V. à A. Van Gilsen SAIRL, 87, 1^{er} St-Sulpice, 31410 NOE. 01-47-24-00.

Le Centre d'Information Financière organise un stage pour recruter des CONSEILLERS CIALUX H.F.

- contacts à haut niveau ;

- commission financière et commerciale ;

- rémunération très intéressante.

Tél. de jour 45-53-20-00.

Sté japonaise à Paris IMPORT/EXPORT

HAUT NIVEAU pour le secteur ÉCONOMIE SOCIALE

De formation supérieure, il ou elle aura pratique et vision dans son environnement. Env. c.v., PHOTO et prêt. s/réf. ECA à S.I.L. CONSEIL, 13, av. de la Porte d'Antenne, 75017 PARIS, chargé de recrutement. Description écrite.

18 h à 4 h de matin.

Envoyer c.v. + photo sous n° 8303 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

SEVME INFORMATIQUE ALBAIGNE

Tél. (16) 42-32-40-06 recherche pour son service de nuit secrétaire de rédaction revue de presse quotidienne coordination de ses services de nuit

URGENT recherche

TECHNICO-CIAL CONFIRME

Pour direction magazine de cuisine MICALFA, à côté de France-Martinique.

Connecteur Stend Halbes dans Salon des Arts Ménagers ou T. : 18 (500) 50-22-22.

Lycée et/ou contr. hand.-ent

rech. urgent pour classe scientifique

PROF. DE MATH. EXPERIMENTE

sp. plan de type parité.

Tél. du lundi au jeudi de 8 h à 16 h 30 - 43-02-

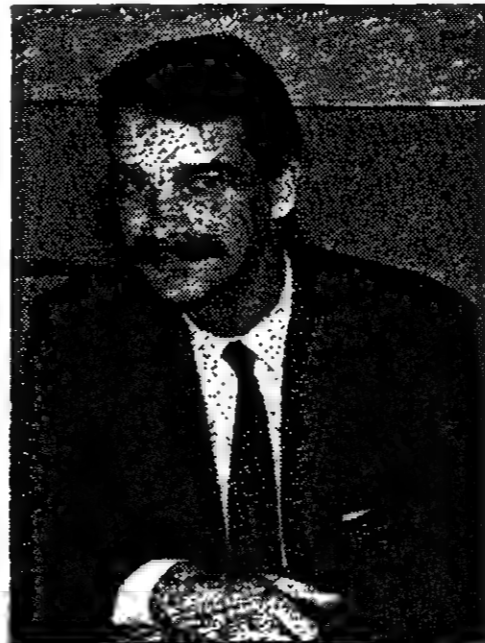
هكذا من الاعمال

CLERMONT-FERRAND - 20/21 JANVIER 1988

ENSEMBLE



JEAN-PIERRE ROUX
Député-Maire d'Avignon



PHILIPPE CATHONNET
Président de SNMI

Il y a à peine un an, Philippe Cathonnet rencontrait Jean-Pierre Roux en mairie d'Avignon. L'objet de l'entretien portait sur le transfert des activités de la Société Nouvelle de Métallisation Industries, entreprise leader dans les techniques de projection à chaud. Avignon, carrefour industriel en pleine expansion avec une taxe professionnelle intéressante, s'avérait être un site privilégié. Aussitôt, les deux hommes se sont trouvés un langage commun et la ville décidait d'octroyer à l'entreprise un crédit-bail dont le résultat a été une usine clé-en-main.

Le 12 novembre dernier, accompagné de Jean-Pierre Roux, Philippe Cathonnet a signé un contrat pour installer la première société franco-soviétique à Moscou.

Avignon-SNMI, un bon exemple de dialogue ville-entreprise, un bon exemple parmi ceux qui seront abordés lors de la convention Vive la Ville à Clermont-Ferrand les 20 et 21 janvier prochains.



ASSOCIATION DES MAIRES DE GRANDES VILLES DE FRANCE - TÉL.: (0) 45.48.14.16.



[Faint, illegible text from another page or document, likely bleed-through or a separate clipping.]

SOMMAIRE

■ La Commission européenne a transmis aux ministres des Douze ses propositions sur la libéralisation du système bancaire. L'installation d'établissements dans la CEE sera contrôlée par la banque centrale du pays d'origine (lire ci-dessous).

■ Les régions ont transmis au gouvernement leur projet de contrat pour l'établissement du onzième plan pour la période 1989-1993 (lire page 28).

■ Le gouvernement britannique va supprimer les aides régionales à l'industrie pour mettre en

œuvre un dispositif en faveur de l'innovation et des fusions d'entreprises (lire page 29).

■ La Suède a annoncé un budget d'austérité pour 1988. Son déficit est le plus faible depuis le début des années 70. Le gouvernement a été gêné par la menace de fortes revendications salariales (lire page 29).

Les mouvements de capitaux à l'horizon 1992

L'installation d'établissements bancaires dans la CEE sera contrôlée par la banque centrale du pays d'origine

La Commission européenne devait soumettre, le mercredi 13 janvier, aux gouvernements membres une proposition de directive concernant la libéralisation de l'activité bancaire dans la Communauté. Ce document, prolongeant la logique des propositions visant à la libération complète des mouvements de capitaux, devrait être adopté par les Douze avant la fin 1989. Deux autres propositions, essentielles pour l'établissement du marché unique, seront présentées à Bruxelles en février. L'une a trait à l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés, la seconde à l'ouverture des marchés publics.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

A compter du 1^{er} janvier 1993, une banque française pourra installer librement des filiales et succursales dans les autres États membres ou encore y exercer ses activités à partir de Paris, sans avoir à demander, comme c'est le cas aujourd'hui, l'autorisation de la banque centrale du pays d'accueil.

L'accord qui lui aura été donné par la Banque de France suffira, en effet. En outre, ce sera cette même Banque de France qui sera chargée de contrôler les activités des établissements de crédit français dans les autres États membres. Cependant, exception à la règle, il reviendra toujours à la banque centrale du pays d'accueil d'accueillir la mise en œuvre de la politique monétaire. Ce qui est vrai pour les banques françaises le sera évidemment pour celles des autres pays membres.

Les banques des pays tiers vont aussi bénéficier de nouvelles facilités de ce marché intérieur bancaire, à condition que leur pays d'origine accorde une liberté d'accès analogue aux banques de la Communauté. Ce sera aux pays de la CEE choisis comme lieux d'implantation de vérifier que cette liberté est effectivement accordée. Cette exigence, dont l'objet est d'éviter que la libéralisation résultant de l'établissement du marché unique profite à des pays tiers qui ne consentiraient pas un effort d'ouverture comparable, ne s'appliquera cependant pas aux banques ayant déjà pignon sur rue dans la CEE.

La libéralisation que veut promouvoir la nouvelle directive sera subordonnée à l'harmonisation, dans des conditions plutôt rigoureuses, des principales « règles prudentielles » applicables à l'activité bancaire, capital minimum (5 millions d'ECU, soit 35 millions de francs), surveillance des principaux actionnaires ainsi que des participations des banques dans le secteur non ban-

caire, mécanisme de contrôle interne, fonds propres, ratios de solvabilité, couverture des grands risques, systèmes minimaux de garantie des dépôts... L'harmonisation ainsi recherchée, dont l'objet est de protéger autant que possible les clients des banques, entraînera un renforcement des règles prudentielles dans les pays de la CEE où la législation actuelle est la moins stricte : c'est le cas du Royaume-Uni, de la RFA et surtout de l'Espagne.

L'« agrément bancaire unique »

Le cœur du projet de la directive est constitué par l'« agrément bancaire unique », qui dispense donc de demander aux banques centrales des pays partenaires le droit de s'installer ou d'opérer sur leur territoire.

Il est assorti d'une liste très libérale des activités qui sont de la sorte autorisées d'un bout à l'autre de la CEE. On y trouve notamment, ce qui n'allait pas de soi, toutes les formes de transaction sur les valeurs mobilières. L'existence de l'agrément unique — celui qui a été donné par la banque nationale du pays d'origine — entraîne de facto la suppression du « capital de dotation », qui est actuellement exigé par la majorité des États membres comme condition d'agrément des succursales d'établissements de crédit originaires d'un autre État membre.

PHILIPPE LEMAITRE.

Publicité

M. Maurice Lévy annonce la réorganisation de Publicis

M. Maurice Lévy, nouveau président du directoire de Publicis, devait annoncer mercredi 13 janvier à trois cent cinquante cadres et collaborateurs la réorganisation qu'il avait prévue lors de sa nomination (le Monde du 29 septembre 1987). Il s'agit, en transformant son management et en lui donnant une structure opérationnelle unifiée, de préparer la première agence de publicité française à la concurrence du marché unique européen de 1992.

Publicis-Communication, nouvelle entité présidée par M. Maurice Lévy, regroupera l'ensemble des activités et coiffera deux branches : Publicis-Communication et Médias-Régies.

Publicis-Communication (toutes les agences de publicité, en France et à l'étranger, spécialisées ou régionales), aura une structure « à l'américaine » avec toute une série de vice-présidents. Le « chairman executive » sera M. Maurice Lévy, flanqué d'un « vice-chairman » ou la personne de M. Claude Marcus, jusqu'ici chargé de l'international, qui est aussi membre du directoire, et d'un « executive vice-président », M. Gérard Pedraglio. Deux vice-présidents seront chargés du ques-

titatif et du développement. M. Dominique Manduit, directeur de Publicis-Conseil, plus particulièrement responsable de la création, et M. Christian Vial, de la commercialisation. Trois vice-présidents seront chargés de la supervision des clients internationaux : MM. Stéphane Pincas (Philippe, Nestlé, Air France), Bertrand Siguer (Renault), Claude Pradère (budgets de l'Oréal). La principale agence du groupe, Publicis-Conseil, que M. Maurice Lévy préside aussi, aura deux directeurs généraux adjoints (M. Salomon Salto et M. Marie-Claude Mayer), une directrice de la création (M. Béatrice Baillies-Labourdette), un secrétaire général (M. Claudine Bismuth) et un directeur des médias (M. Jean-Claude Lioret, qui vient de RSCG).

Médias-Régies, présidé par M. Bruno Desbarats, également membre du directoire, regroupera les quatre domaines de la régie publicitaire : presse (Telepress, le Point Communication, Régie Libération, le Monde Publicité), radio (Europe 1), affichage (Giraudy), cinéma (Médiavision), ainsi que Métrobus...

J. D.

BILLET

Prudence socialiste

La meilleure situation du régime général de la Sécurité sociale fin 1987 a plutôt tempéré les critiques à l'égard du gouvernement, à l'heure où la commission des comptes examinait les bonnes surprises de fin d'année. Seule la CGT a fait exception. Refusant l'analyse des comptes, pour considérer « les finalités profondes qui devraient être celles de l'institution », elle constatait une « dégradation continue : recul des garanties et progression de l'insécurité sociale sous tous ses aspects : chômage, pauvreté, mal vie, détérioration de l'état sanitaire du pays ». Et son représentant à la commission a réitéré avec vigueur une taxation des revenus du capital, « à la hauteur de la cotisation salariale », et une « pénalisation » des entreprises qui ne créent pas d'emplois.

La même reproche d'injustice sociale a été adressé par M. Pierre Bérégovoy, au nom du Parti socialiste, mais avec beaucoup plus de modération. Se réjouissant de l'amélioration des comptes, l'ancien ministre n'a pas reproché au gouvernement la rigueur — il trouve plutôt celle-ci un peu tardive, notamment en ce qui concerne les hôpitaux — mais d'avoir favorisé les mauvaises lois (par la redistribution de 5 milliards de francs de prestations familiales ou par les avantages fiscaux, de même ampleur, prévus pour le « plan épargne retraite ») et de pénaliser les plus fragiles, par exemple les personnes âgées touchées par certaines mesures du plan Séguin, sur lesquelles il faudrait revenir.

Estimant un peu élevées les perspectives de croissance de

l'économie retenues par le gouvernement et un peu faibles les évolutions des honoraires médicaux en 1988 (en raison de mesures de relèvement « justifiées, mais un peu électoralistes », M. Bérégovoy a surtout mis l'accent sur la nécessité de « remettre à plat l'ensemble des prélèvements », fiscaux et sociaux, en distinguant entre dépenses d'assurance — financées par des cotisations — et de solidarité — couvertes par des prélèvements de type fiscal. Ainsi le « revenu minimum d'insertion » préconisé par le PS serait-il financé par le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes.

Ces critiques et ces propositions se retrouvent ailleurs. La CFDT, par exemple, a affirmé encore le 12 janvier que les bons résultats de l'assurance-maladie « découlent essentiellement de la sensibilisation de l'opinion (les médecins comme les assurés) et non de la diminution du niveau de remboursement de certaines dépenses », et a souligné la nécessité de « garantir les recettes du régime général par un élargissement du financement à tous les revenus ».

M. Bérégovoy s'est explicitement référé aux positions prises par « de grands syndicats ». Mais il a évité de préciser sur quelles dispositions « injustes » du plan Séguin les socialistes reviendraient, ni comment et à quel horizon ils envisageaient la remise en ordre des prélèvements. Malgré l'approche de l'échéance électorale, le PS semble craindre comme la peste tout engagement précis.

G. H.

LE MONDE
diplomatique

ECONOMIE

Comment fonctionne le système monétaire européen ?

NUMERO JANVIER - EN VENTE PARTOUT

Selon un sondage de la fondation Europe et société

Les services publics ne sont pas assez tournés vers la clientèle

Les services publics ne sont pas jugés aussi mal qu'on le dit par leurs usagers, mais ces derniers déplorent toutefois ne pas être traités suffisamment comme des clients. Telle est, en résumé, la conclusion d'un sondage (1516 personnes interrogées suivant la méthode des quotas) qui sera présenté en avant-propos d'un colloque organisé par la Fondation Europe et Société, les 14 et 15 janvier à Paris (1).

Sur ce débat essentiel du « moins » ou du « mieux » d'Etat qui partage libéraux et socialistes, le sondage rappelle que pour neuf Français sur dix, les services publics sont « des services indispensables et obligatoires ». Mais cela ne signifie pour autant une propriété par l'Etat que pour 77 % des personnes interrogées. L'idée des privatisations est passée par là.

Service indispensable ne se traduit pas par service identique. Les Français attendent, en priorité, que les services publics innovent (95 % des personnes interrogées), répon-

dent mieux aux besoins des clients (87,9 %) et améliorent leurs relations commerciales (87,7 %). La mise en concurrence est, à cet égard, souhaitable (78,6 %) ainsi que l'europanisation (75,6 %). Cette dynamisme ne doit pourtant pas se faire aux dépens des valeurs traditionnelles : les garanties sociales devraient progresser (62,4 % des personnes interrogées pensent que cela reste un but des services publics). Si bien qu'il sort en définitive du sondage une image trouble : comme si les Français, tiraillés entre les avantages du libéralisme et ceux de la social-démocratie, voulaient le beurre et l'argent du beurre. Une conclusion pas inintéressante à trois mois des élections.

E. L. B.

(1) « Les entreprises assurant un service public en Europe face aux défis de la performance et de la compétitivité ». Fondation Europe et Société, 14 et 15 janvier à l'Union internationale des chemins de fer, 14, rue Jean-Ray 75015 Paris. Tél. : (1) 42-73-01-20.

ÉNERGIE

Création d'une échelle d'évaluation des accidents nucléaires

De 1 (anomalie) à 6 (Tchernobyl)

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T, et du tourisme, a annoncé mardi la création d'une échelle d'évaluation des accidents nucléaires. Semblable à la fameuse « échelle de Richter » qui mesure l'intensité des tremblements de terre, cette échelle, graduée de 1 à 6, sera opérationnelle dès le mois d'avril prochain. Conçue par un groupe de travail, composée de spécialistes de l'administration, d'EDF, du commissariat à l'énergie atomique, et de journalistes, elle permettra de mesurer la gravité de tout incident survenu dans une installation nucléaire en France.

De l'incident mineur (force 1) à la catastrophe (force 6), chaque niveau de gravité est qualifié et précisé au moyen d'exemples :

● Niveau 1 : anomalies de fonctionnement entraînant une utilisation de systèmes de sécurité, en raison d'un dépassement des normes techniques. Exemple : les incidents intervenus en 1987 à la centrale de Tricastin (remplacement dans des conditions délicates d'une petite tuyauterie).

● Niveau 2 : incidents susceptibles de développements ultérieurs, c'est-à-dire, ayant potentiellement des conséquences significatives pour la sûreté et d'un coût économique non négligeable. Exemple : fuite du barillet du générateur de Creys-Malville en 1987.

● Niveau 3 : incidents affectant la sûreté, conduisant soit à des rejets radioactifs sans gravité (moins du dixième des limites annuelles autorisées), soit à des fuites internes de radioactivité, soit à une dégradation des barrières et des systèmes de sécurité. Exemple : incidents ayant conduit en 1984 les opérateurs du réacteur 4 de la centrale du Bugey à utiliser les derniers systèmes de secours.

● Niveau 4 : accidents sur l'installation, entraînant soit des rejets extérieurs tout juste acceptables (dans les limites annuelles autorisées), mais sans conséquence radiologique significative, soit une détérioration du cœur nucléaire, soit une irradiation ou une contamination sérieuse des agents de l'installation.

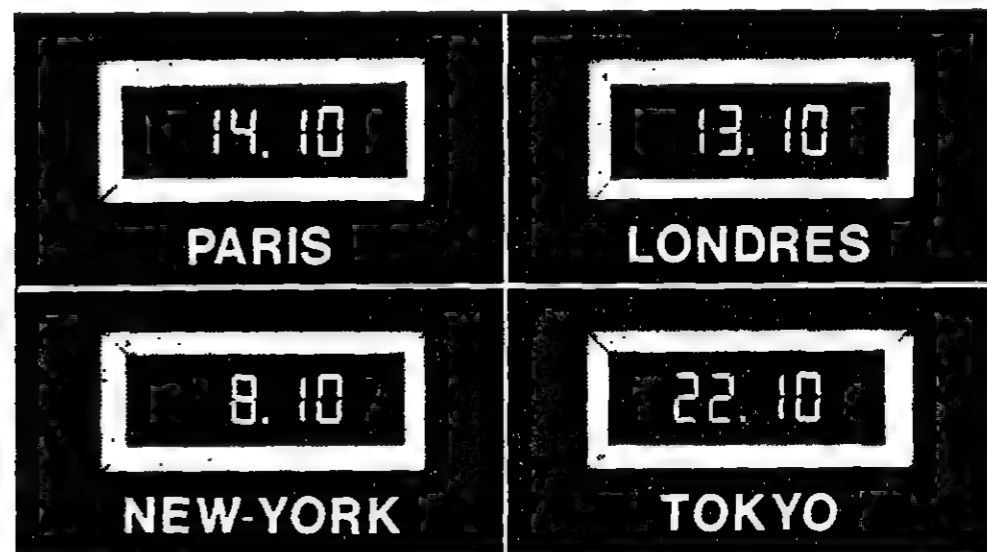
Exemple : l'incendie survenu en 1980 à la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux.

● Niveau 5 : accidents présentant des risques pour l'environnement, conduisant au déclenchement du plan particulier d'intervention (PPI) et de protection à l'extérieur du site, en raison de risques de rejets radioactifs importants (quelques milliers à quelques dizaines de milliers de curies d'iode 131). Exemple : accidents intervenus dans la centrale américaine de Three Miles Island en 1979 et dans l'usine britannique de Windscale en 1957.

● Niveau 6 : accidents majeurs, entraînant le rejet à l'extérieur d'une part significative du cœur nucléaire (rejets de quelques centaines de milliers à quelques millions de curies d'iode 131). Exemple : catastrophe de Tchernobyl en 1986.

Cette échelle, encore provisoire, devrait être testée concrètement et rétrospectivement sur l'année 1987 avant sa mise en place définitive au printemps.

V. M.



Gagner sur le temps.

Aujourd'hui, il n'y a de performance financière que dans une perspective internationale. Pour Paribas Asset Management, filiale spécialisée de gestion de portefeuilles, le monde est un espace de décision permanent.

Depuis Paris, New York, Londres, Genève et Tokyo, 50 spécialistes gèrent plus de 100 fonds d'investissement pour une clientèle française et internationale.

Ils utilisent les techniques d'analyse et de gestion les plus sophistiquées pour sélectionner à tout moment les devises, les marchés, pour déterminer la stratégie la plus adaptée aux besoins de la clientèle.

Informations et documents disponibles au (1) 42.98.19.19.

SICAV PARIBAS

هكذا من الاجل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le Carnet des Entreprises

ARBEL

M. Claude Dolle, ancien président directeur général de Saurat, rejoint le groupe Arbel.
M. Jean-Marc Blanc, qui a été récemment nommé président directeur général des Etablissements Arbel, l'a appelé à ses côtés pour assumer les fonctions de directeur général, plus spécialement chargé des activités industrielles du groupe.

INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (IDIA)

Un certain nombre de porteurs ont interrogé l'IDIA, sur le traitement fiscal, du dividende de 3 francs par action, distribué en 1987.
L'IDIA rappelle que son statut de société de Capital-Risque se traduit pour ses actionnaires par un régime plus favorable que celui de l'avoir fiscal de droit commun.
En effet, pour les personnes physiques, le dividende perçu est imposé uniformément au taux de 16 % quelle que soit la tranche d'imposition du bénéficiaire pour son impôt sur le revenu et quel que soit le montant des omissions de valeurs mobilières effectuées par celui-ci au cours de l'exercice 1987.
Le porteur pourrait même obtenir une exonération totale à condition de prendre l'engagement de conserver les titres pendant cinq ans et de réinvestir les dividendes pendant cette durée.
Pour les personnes morales, les dividendes reçus de l'IDIA sont considérés fiscalement comme des plus-values à long terme et imposés à 15 %.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ
Assemblées générales

Les assemblées générales extraordinaires et ordinaires des actionnaires de la Compagnie financière de Suez se sont tenues le vendredi 8 janvier 1988.
Elles ont notamment donné au conseil d'administration l'autorisation de principe d'émettre pour une durée de deux, trois ou cinq ans, selon le cas, différents types de valeurs mobilières et de fixer corrélativement le montant nominal global maximum des augmentations de capital pouvant en résulter à 5 milliards de francs. Dans son allocution le président a indiqué qu'il n'avait pas l'intention de faire usage dans l'immédiat de ces autorisations.
Un nouveau conseil d'administration a été nommé.

Il se compose de :
— M. Renaud de La Gassière, gouverneur honoraire de la Banque de France, président de la Compagnie financière de Suez ;
— M. Jean-Louis Boffa, président de la Compagnie de Saint-Gobain ;
— M. Carlo De Benedetti, vice-président, administrateur délégué de Cofide et président de Cern ;
— M. Jacques-Henri Goguet, administrateur directeur général de PUP International ;
— M. Antoine Jeannot-Galland, vice-président directeur général de la banque Indosuez ;
— M. René Lamy, gouverneur de la Société générale de Belgique ;
— M. Philippe Bistat, ancien président de la Compagnie financière de Suez, président de Lille, Bouillier et Colombes, du Compex Lyon-Alexandre Loryot et de la Compagnie des salins du Midi et des salins de l'Est ;
— M. Jérôme Masou, président de la Lyonnaise des eaux ;
— M. Michel Piqueres, président de la Société nationale Elf-Aquitaine ;
— M. Patrick Ricard, président de Pernod-Ricard ;
— M. Bernard Trépo, conseiller d'Etat honoraire, ancien président de la Commission des opérations de Bourse ;
— Sogefin, Société de gestion de fonds communs de placement du groupe.

En outre, une modification des statuts, approuvée par l'assemblée générale extraordinaire permettra l'élection prochaine de deux administrateurs représentant les salariés de la Compagnie financière de Suez.
Le nouveau conseil d'administration qui s'est réuni à la suite des assemblées générales a confirmé M. Renaud de La Gassière dans ses fonctions de président de la Compagnie financière de Suez.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Techpack

une filiale du groupe

Eurocom

a fusionné avec

Teleplastics Industries (TPI)

Le soussigné a initié cette opération et a assisté Eurocom et Techpack dans les négociations.

Chase Manhattan Bank (Paris)
Janvier 1988



Chase
Investment
Bank

SOCIAL

M. Hervé de Charette organise les « Rencontres nationales de l'innovation et de la qualité »

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, organisait, mercredi 13 janvier au Zénith, à Paris, les « Rencontres nationales de l'innovation et de la qualité ». Faisant suite à dix « Rencontres régionales », cette manifestation, destinée à symboliser la modernisation en cours dans l'administration, devait réunir cinq mille cadres de la fonction publique, venus de toute la France et de toutes les administrations. Présentant des nombreuses

expériences concrètes, elles devaient être étiquetées par un discours de M. Jacques Chirac.

Pour M. de Charette, la modernisation de la fonction publique est « une petite révolution culturelle ». Présentant ses vœux à la presse, le 12 janvier, il a souligné qu'il voulait faire de 1988 « l'année de la modernisation et de l'investissement ». « Je veux que l'usager devienne le client-roi des fonctionnaires et de l'administration », a-t-il souli-

gné en exhortant les cadres à être les « pionniers » de l'innovation ; de son côté, la CGT organisait, le 13 janvier, un rassemblement devant le Zénith pour faire connaître « en direct » ses revendications au ministre, dans le cadre d'une journée nationale d'action des fonctionnaires. Le ministre n'a invité au Zénith que les syndicats qui ont manifesté de l'intérêt pour cette réunion, à savoir la CFDT, FO, la CGC et la CFTC.

Des ingénieurs en première ligne

Etat/privé, ne nous feront pas pousser des cris de vierge syndicaliste effarouchée. Au contraire, nous y voyons là de nouveaux glissements de politique contractuelle. C'est peut-être « anti-syndical » mais c'est pour nous une voie à explorer.

Une « dynamisation » des services publics

Sans reprendre à son compte toutes les conclusions du sondage réalisé par le groupe d'intervention Vitamines en novembre 1987 auprès de

481 « TPE », le SNITPE ne se trouve pas en porte à faux. La modernisation, les sont pour 64 % jugent les finalités positives, mais il ne s'agit pas d'une adhésion à 100 %. Ce qui leur paraît positif, c'est l'efficacité attendue de cette modernisation en termes de rentabilité, dynamisme, qualité, cohésion des actions, simplification, compétitivité même. Mais il y a aussi du négatif à travers les craintes sur une réduction des effectifs, un désengagement de l'Etat ou les économies de moyens recherchées pour diminuer le coût du

service public. Certains redoutent aussi des privatisations ou un affaiblissement des syndicats.

Les « TPE » apparaissent plus réservées quant aux bénéfices de cette modernisation. Le sondage d'abord une « dynamisation des services publics » (32 %) et des gains financiers (25 %), mais ils ne sont que 20 % à escompter un « épanouissement » dans le travail, pourtant très majoritairement souhaité. Quant aux gains financiers, ils devraient, selon eux, être répartis « entre tous usagers : Etat, agents, collectivités territoriales et même dévotés (personnes âgées, malades, handicapés, etc.) ». Mais les bénéficiaires prioritaires devraient être les agents avant la formation, la recherche, les usagers, la relance des investissements.

Même scepticisme sur les incidences de la modernisation dans les domaines où des compétences ont en lieu, comme l'équipement, les « TPE » interrogées sont à 96 % prêts à consentir des « efforts » pour qu'elle « prenne forme ». Mais à condition qu'ils soient récompensés. Et qu'il y ait récompense à la clef.

MICHEL NOBLECOURT

2 551 812 fonctionnaires en 1987

L'Etat employait 2 551 812 fonctionnaires au 1^{er} janvier 1987, selon le rapport annuel sur la fonction publique d'Etat. La répartition est la suivante : 2 244 236 fonctionnaires civils (dont 1 011 823 à l'éducation nationale et 484 168 aux P et T) et 307 576 militaires. Au regard des emplois budgétaires, il y a eu en 1987, 19 100 suppressions nettes (— 14 900 pour les budgets civils et — 4 200 pour les budgets militaires). Dans les ser-

vices civils, la majorité des emplois sont occupés par des femmes. Par catégories hiérarchiques, la répartition était la suivante : 28 % des fonctionnaires sont en catégorie A, 31,9 % en catégorie B, 34 % en catégorie C et 6,1 % en catégorie D. Les dépenses de la fonction publique s'élevaient à plus de 522 milliards de francs en 1987, soit 40 % du budget de l'Etat et 12 % du produit intérieur brut.

EN BREF

• Conventions de conversion. — Les conventions de conversion, destinées depuis mars 1987 aux licenciés économiques, ne font pas encore recette. Un peu moins de 12 000 personnes ont signé de telles conventions en 1987, alors que l'on en espérait 20 000 par an en année pleine, voire 100 000 après l'extension du dispositif aux licenciés d'entreprises en faillite. La formule a démarré lentement et a connu une légère augmentation depuis l'automne (2 030 candidats en novembre, 1 575 en décembre).

Dans le cadre de l'accord sur l'assurance-chômage, le 30 décembre dernier, les partenaires sociaux ont pris l'engagement d'améliorer le fonctionnement du système, prévu pour accueillir en formation, pendant cinq mois, les licenciés économiques rémunérés à 70 % de leur ancien salaire. Patronat et syndicats devaient se rencontrer à ce sujet en février pour procéder à un bilan. La CFTC, pour sa part, souhaite accélérer la négociation.

Sur les 882 salariés qui ont bénéficié d'une convention de conversion en mai dernier, 43,3 % étaient reclassés en novembre, 19,7 %

étaient encore en stage et 37 % n'avaient pas de solution.

• La CGT multiplie les mini-grèves dans le métro parisien. — La CGT semble avoir choisi une tactique de harcèlement et de mise à l'épreuve de la direction de la RATP. D'un côté, elle annonce qu'elle suspend le mouvement de grève d'une heure par jour destiné à obtenir un train supplémentaire sur la ligne 9 (Bastard-Créteil) et qui perturberait fortement le trafic chaque soir à l'heure de pointe, depuis la fin de l'année dernière. De l'autre, le syndicat décide de lancer un mouvement identique sur les lignes 6 (Nation-Etoile par Denfert) et 11 (Châtelet-Les Halles) pour protester contre le déplacement d'office d'un conducteur muté de la ligne 6 à la ligne 11.

• Avenir social : les grévistes délégués par le service d'ordre de la CGT. — Le conflit qui oppose les éducateurs CFDT au conseil d'administration CGT de la maison d'enfants L'Avenir social, implantée à Orgemont (Essonne), est entré dans une nouvelle phase, le 13 jan-

vier (le Monde du 12 janvier). Plusieurs dizaines de personnes appartenant à la CGT, et à son service d'ordre selon les grévistes, ont fait évacuer les locaux vers 4 heures du matin. Les négociations sont interrompues depuis la fin de la semaine dernière, les gestionnaires de l'établissement ayant maintenu deux procédures de licenciement.

• Banque de France. — L'audience des référés est reportée d'une journée. — Sauf d'un report oral du médiateur, M. Jean-Pierre Mignot, le 12 janvier, le tribunal de grande instance de Paris renvoyé au mercredi 13 janvier l'audience de référés sur le conflit de la Banque de France. Ce délai devait être mis à profit pour permettre le levé du blocus des fourgons blindés retenus dans l'imprimerie de Chamille (Puy-de-Dôme). Le vice-président du tribunal a demandé à l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO et SNA-autonomes) d'intervenir en ce sens.

• Le juge des référés décide. — Le tribunal des référés d'Evry (Seine-et-Marne) a décidé, le

mardi 12 janvier, de nommer M. Jean-Etienne Mignot, consultant, à la tête du comité qui pose les trois syndicats de navigants de la compagnie Air Inter — la SNPL, le SPAC et le SNOAC — à leur direction.

Les deux parties sont tombées d'accord sur la nécessité de demander à un « arbitre » d'aider le juge à débloquer leur affaire, mais elles s'opposent sur la mission qui doit lui être confiée. Les grévistes veulent qu'il étudie l'ensemble du contentieux ; la direction veut limiter ses travaux au problème de l'effritement d'avions de remplacement en cas de grève.

Le président du tribunal tranchera, au plus tard le mercredi 13 janvier, à 11 heures, dans son ordonnance qui précèdera l'audience et la mission de ce « médiateur ». D'autre part, le même jour, la cour d'appel de Paris se verra défiler les jugements des tribunaux de Bobigny et de Clichy, ayant déclaré « abusive », en 1987, les motifs d'ordre de grève des syndicats destinés à obtenir le pilotage en équipage à trois des futurs Airbus A-320 conçus pour être conduits par deux pilotes seulement.

La préparation des contrats de plan

Les régions placent la formation au premier plan de leurs priorités

A moins que le gouvernement n'ait après l'élection présidentielle ne les remettre en cause, les contrats de plan, pour la période 1989-1993, le « moyen dur » de la planification française et des engagements réciproques de l'Etat et de ses partenaires, les régions.

Les présidents des vingt-deux conseils régionaux de métropole, dont deux seulement (Limousin et Nord-Pas-de-Calais) sont présidés par des élus de l'opposition (socialistes), ont maintenant tous fait parvenir à la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire) et au ministre délégué chargé de plan et de la fonction publique un document qui énonce leurs priorités pour les années à venir. Parallèlement, les préfets de région ont fait le même travail pour le gouvernement en se plaçant du point de vue des intérêts primordiaux de l'Etat.

Une première constatation s'impose au vu des travaux des élus régionaux. La mobilisation régionale pour répondre aux souhaits du gouvernement a été bonne et les régions ont « mis le paquet » pour adresser aux ministres en temps utile des documents précis où apparaît bien la hiérarchie des urgences. Plusieurs régions (Bretagne, Basse-Normandie, Nord-Pas-de-Calais) s'y sont prises à l'avance dès le printemps dernier pour mettre au point l'équivalent d'un « plan régional ». Les comités économiques et sociaux ont tous été consultés, certains (Alsace) ayant même fait d'abondants travaux préalables.

Qu'ils soient concis ou détaillés, les documents qui donneront naissance à la fin de l'année aux contrats de plan de la deuxième génération, après ceux de 1984-1988, s'efforcent d'être très objectifs, notamment en Champagne-Ardenne, en Basse-Normandie, en Midi-Pyrénées, alors que, dans le passé, beaucoup ressemblaient à des catalogues impressionnables.

Tous insistent sur la nécessaire adaptation des économies régionales à l'échelle de 1992 et à l'évolution des frontières. L'organisation des « solidarités internes », entre les différentes zones d'une région et la mise en valeur des atouts spécifiques apparaissent aussi comme des objectifs primordiaux. Enfin, sauf exception (l'Ile-de-France), les documents des régions et ceux des préfets proposent des orientations convergentes.

Ce cadre étant tracé, quatre thèmes de préoccupation majeurs apparaissent dans les documents des conseils régionaux, dont on constitue la première des priorités : la formation des hommes et l'éducation. C'est le cas très nettement pour l'Alsace, Poitou-Charentes, la Basse-Normandie, la Franche-Comté, Rhône-Alpes, le Nord-Pas-de-Calais et Champagne-Ardenne.

L'amélioration des communications arrive en tête des objectifs à atteindre pour Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Auvergne, la Lorraine, la Picardie, l'Ile-de-France, la Bourgogne, le Centre et la Bretagne. Au général, les régions se disent prêtes à augmenter fortement leurs crédits pour ce type d'investissement mais soulignent aussi (Lorraine, Alsace,

Basse-Normandie) des concours plus substantiels de l'Etat.

Recherche et transferts de technologie viennent en tête des priorités de l'Aquitaine et en seconde ou troisième urgence pour une dizaine d'autres régions. Le Limousin et la Franche-Comté réclament à cor et à cri la décentralisation de laboratoires trop concentrés en Ile-de-France. Chacune des vingt-deux régions voudrait « sa » technologie, voire deux ou trois pôles d'excellence (Lorraine, Rhône-Alpes).

Solidarité sociale

Enfin, toutes les régions expriment ouvertement, ou en filigrane, leur souci d'améliorer la compétitivité des entreprises, que ce soit par le renforcement des fonds propres, les aides à la production ou l'assistance à l'exportation. Bien sûr, en fonction de sa spécificité géographique ou économique, telle ou telle région insiste sur la mise en valeur d'atouts particuliers. Ici la mer, ou la montagne, ailleurs les parcs naturels, ailleurs encore les équipements sportifs. Quelques régions mettent en exergue des actions de solidarité sociale, principalement à l'égard des personnes âgées et des handicapés (Rhône-Alpes, Bourgogne, Bretagne, Nord-Pas-de-Calais, Limousin, Pays de Loire).

Début février, le gouvernement réunira un comité interministériel pour prendre acte des priorités régionales et indiquer aux préfets sur quelles bases ils pourront engager la négociation au fond avec les régions au cours des prochains mois.

F. G.

Économie

ÉTRANGER

Confronté à de sérieuses revendications salariales
Le gouvernement suédois présente un projet de budget « basses calories »

STOCKHOLM
 de notre correspondant

« Rigide », « sans surprise », voire « terne » ou « faible » : tels sont les qualificatifs qui ont accueilli le projet de loi de finances suédois pour l'exercice budgétaire 1988-1989, annoncé le 11 janvier, par le ministre suédois des finances, M. Kjell-Olof Feldt. Ce dernier a présenté lui-même comme un « budget-santé, sans couche de lard électoral », les prochaines législatives devant avoir lieu en septembre prochain.

Un projet basses calories donc, car un obstacle de taille s'opposait à l'annonce de promesses et de réformes : les négociations salariales, engagées récemment, menacent d'être longues et ardues, certaines organisations syndicales revendiquant pour leurs membres des augmentations de salaires supérieures de plusieurs points au plafond de 4 % calculé par le ministre, soutenu sur ce sujet par les organisations patronales. Un premier préavis de grève, concernant près de cinquante mille cadres de l'industrie, a été déposé pour le 18 janvier à treize heures. Une grève qui peut, à elle seule, paralyser des secteurs majeurs de l'industrie, ce dont la Suède se passerait à l'heure où ses exportations, précisément, sont décevantes.

Le ministre des finances a donc choisi d'attendre le printemps pour annoncer les réformes et mesures de plus grande envergure attendues, notamment le réaménagement de la loi sur l'environnement, la politique énergétique et la politique familiale, trois bons sujets électoraux. Les retraités, dont les pensions avaient été rognées par la dévaluation-décidée en 1982 par les sociaux-démocrates, de retour à la tête du pays après six années dans l'opposition, devront attendre la prochaine législature avant d'obtenir le réajustement promis. Les mécontents sont nombreux en ce début d'année, qui avait espéré une garantie de l'amélioration de leur situation. Parmi les bénéficiaires immédiats figurent malgré tout l'enseignement, négligé les années précédentes, les services sanitaires et hospitaliers ainsi que, dans une certaine mesure, la protection de l'environnement.

La « troisième voie » menacée

Pourtant, la croissance économique a été supérieure aux objectifs pour atteindre 2,5 % en 1987, le plein emploi est presque devenu réalité - le chômage a été ramené à 2 % de la population active - et les investissements sont restés dynamiques. Mais, « la politique économique de la troisième voie se trouve à un tournant critique », selon M. Feldt, qui ne souhaite pas remettre en cause sa stratégie d'assainissement lancée en 1982 par le gouvernement social-démocrate. Il s'agit alors de réduire, avant tout, le déficit de la balance des comptes courants, de stimuler l'épargne, de renforcer la

compétitivité en tenant la bride serrée aux salaires, aux prix et à la consommation.

Après avoir porté ses fruits et relancé l'économie, cette « troisième voie » est aujourd'hui menacée.

Le commerce extérieur s'est, en effet, détérioré. Après avoir escompté un excédent de la balance des comptes courants de 3,6 milliards de couronnes (1), le gouvernement a été confronté à un déficit de 4,8 milliards en 1987.

Compte tenu des incertitudes de l'économie internationale, M. Feldt a joué la prudence : 4 % d'augmentation des salaires pour une inflation limitée à 3,4 % en 1988 et un projet de budget presque équilibré, qui ne laisse guère de marge aux extravagances. Les dépenses s'élèvent à 353 milliards de couronnes, les recettes à 341 milliards. Le déficit, 12 milliards de couronnes, soit 1,1 % du PNB est le plus faible depuis le début des années 70. Si ces objectifs sont tenus, le ministre des finances estime pouvoir limiter le déficit de la balance des paiements courants à 12,2 milliards de couronnes en 1988 et à 15,6 milliards en 1989. Si les salaires augmentent de 7 à 8 %, ce déficit pourrait atteindre 20 milliards et l'inflation tourner autour de 5 à 6 %, obligeant le gouvernement à prendre des contre-mesures d'austérité.

Le ministre espère que les Suédois « comprendront cet avertissement ». Mais il attend de connaître le résultat des négociations salariales avant de compléter son projet de manière plus substantielle, voire plus « électoral ». Grâce aux 5 milliards de couronnes mis en réserve, il dispose d'une petite « couche de lard » réconfortante qui lui fait actuellement défaut et il pourrait annoncer, par exemple, une réduction de la pression fiscale, la Suède détient toujours le record dans cette spécialité.

FRANÇOISE NIETO.

(1). 100 couronnes = 93,5 F.

Un Livre blanc pour M^{me} Thatcher

La Grande-Bretagne réforme sa politique d'aide aux entreprises

Depuis l'arrivée de M^{me} Margaret Thatcher au pouvoir, en 1979, l'idée même de « politique industrielle » avait été bannie en Grande-Bretagne, mettant le ministère du Commerce et de l'Industrie dans une position ambiguë. Lors Young, arrivé à la tête de ce ministère en juin dernier, a décidé de clarifier la situation en annonçant, le mercredi 13 janvier, dans un Livre blanc, une nouvelle définition du rôle de son équipe sous la bannière de la « stratégie d'entreprise ».

L'option n'est pas nouvelle. Depuis neuf ans, les gouvernements conservateurs qui se sont succédés sous la direction de M^{me} Thatcher n'ont cessé de plaider pour la création d'un « climat » favorable aux entreprises et à l'initiative privée au détriment des aides globales du gouvernement. La privatisation n'a fait qu'accroître cette politique. La réforme annoncée par lord Young n'en a pas moins déçu les conservateurs, alors que son point essentiel, l'abandon de quinze ans d'aide régionale redéployée en faveur d'un soutien plus direct aux sociétés, déchaîne les critiques de l'opposition. Il s'agit, selon de M. Neil Kinnock, le leader travailliste, d'un « nouvel acte de sabotage » et non d'une stratégie capable de permettre à la Grande-Bretagne de mieux diversifier son industrie pour compenser la baisse des recettes pétrolières.

Subventions plus sélectives

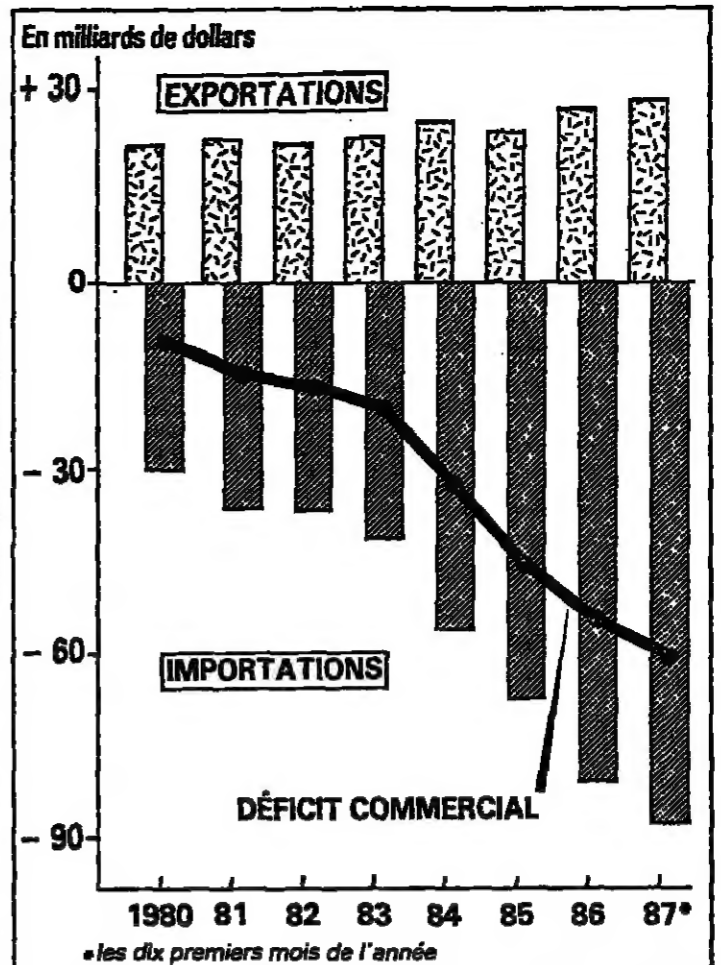
A compter du 1^{er} avril 1988, les aides traditionnellement attribuées aux régions en difficulté seraient remplacées par des subventions beaucoup plus sélectives à des projets. Deux programmes sont en outre prévus en faveur des petites et moyennes entreprises. Ces dernières, principales bénéficiaires de la réforme, pourront, en outre, profiter des conseils des fonctionnaires du ministère, dans cette d'œuvre, être appelés à rejoindre les bureaux régionaux portés au nombre de vingt-quatre. Une approche de « marché » remplacera ainsi l'approche industrielle qui avait jusqu'à présent primé au sein du ministère. Les grandes entreprises se verront livrées à leur sort, les aides dont elles jouissaient étant appelées à baisser fortement.

En dehors de ce changement de taille, le Livre blanc a déçu les milieux d'affaires par ses approximations. S'il entend simplifier les procédures et introduire de nouvelles pratiques lors des fusions pour être en phase avec les propositions de la Commission européenne (une nouvelle loi sur la concurrence et les fusions sera annoncée d'ici un mois), le gouvernement britannique n'abandonne rien de la panoplie en place. Il existera toujours, aux côtés de l'Office of Fair Trading (Office de la concurrence), une commission sur les monopoles et les fusions, contrairement à l'attente de l'association patronale, la Confédération de l'industrie britannique (CBI). Quant au programme prévu pour promouvoir l'innovation (initiale Alvey), il disposera de moyens financiers inférieurs aux souhaits des milieux d'affaires : 29 millions de livres de la part du ministère lui-même au cours des trois ans à venir, 55 millions de la part du conseil de recherche pour la science et la technologie.

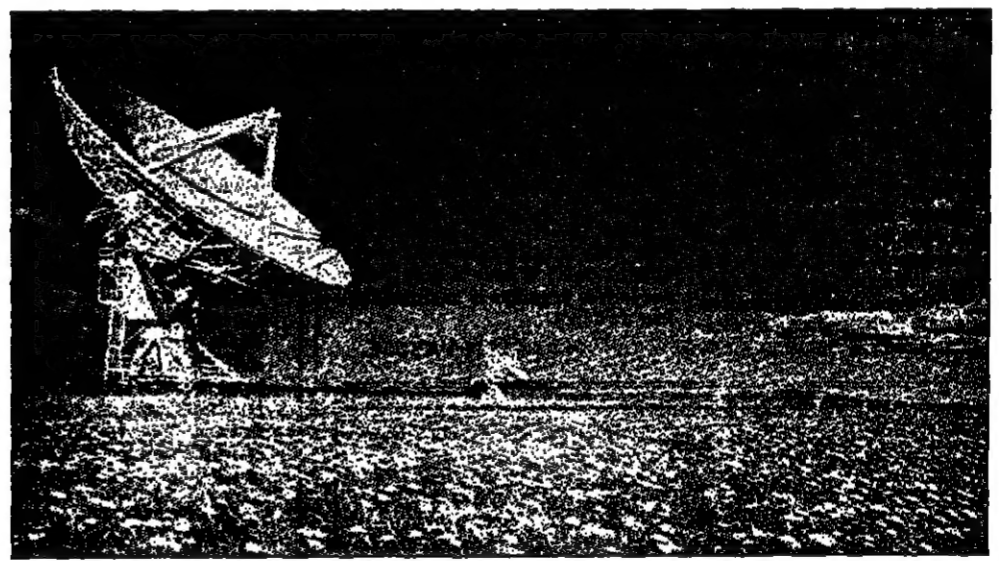
Dans la ligne de la politique libérale, les propositions du Livre blanc manquent, de l'avis de l'association britannique des chambres de commerce, de la cohérence dont le pays aurait besoin pour tenter de lutter contre les disparités croissantes entre le Nord, mis à mal par le déclin des industries traditionnelles, et le Sud florissant. Il risque surtout de confirmer un désengagement qui n'a cessé depuis 1979 : le budget du ministère de l'Industrie et du Commerce a, depuis lors, été amputé de plus du quart. Le fait que lord Young ait assuré que l'aide régionale serait en fait simplement redéployée pour passer de 478 millions de livres durant l'exercice budgétaire en cours à 560 millions en 1988-1989 et 513 millions un an plus tard ne rassure guère que les petites et moyennes entreprises.

F. Cr.

Le déficit américain s'est creusé avec le Japon



Le premier ministre japonais, M. Noboru Takeshita, rencontre, le mercredi 13 janvier, à Washington, le président Reagan. A l'ordre du jour de ce sommet nippo-américain : la situation économique mondiale et les échanges commerciaux entre les deux pays. Le graphique montre l'évolution significative du déficit commercial américain avec le Japon sur les sept dernières années. Pour remédier à ce déséquilibre, les États-Unis demandent à Tokyo de supprimer des barrières commerciales et d'ouvrir des secteurs industriels aux firmes américaines. Ils viennent de remporter un succès, puisque le Japon devrait autoriser prochainement les entrepreneurs américains à participer à des appels d'offres pour plusieurs grands chantiers.



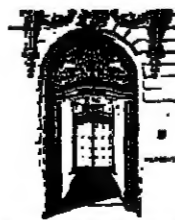
Quand les valeurs changent il faut savoir maîtriser le temps.

Bouleversement des marchés, des monnaies, des taux d'intérêt, tel est désormais le nouvel environnement financier.

Comprendre les marchés, mettre à profit leurs fluctuations, gérer l'épargne liquide : tel est le métier de Paribas Asset Management.

Depuis Paris, New York, Genève et Tokyo, ses équipes de spécialistes disposent des moyens nécessaires pour analyser, prévoir et tirer parti à tout moment des opportunités d'investissement.

Informations et documents disponibles au (1) 42.98.19.19.



SICAV PARIBAS

Gagner sur le temps.

RENTREE 26 JANVIER 88
NIVEAU DEUG, DUT, BTS...

Préparez-vous immédiatement à
UN NOUVEAU METIER
ASSISTANTE EUROPEENNE
DE MANAGEMENT DIPLOME ESA

Formation intensive : 9 mois en France, 5 en Allemagne ou en Espagne, 5 en entreprise débouchant sur 3 diplômes reconnus par les professionnels.

ESAM
 ESCOLE SUPERIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT

ESAM 1^{re} école française habilitée à préparer le diplôme européen ESA délivré dans 10 pays depuis 25 ans.

ESAM membre du groupe ICS et de l'Association Européenne de Secrétaires et de Managères.

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Bon à retourner à ESAM 63, av. de Villiers 75017 Paris - Tél. : 47-85-84-22

M^{me} Adresse _____

Tél. : _____

☐ souhaite un rendez-vous d'orientation ☐ souhaite une documentation

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

هكذا من الاعمال

1983-1987

BOURSE DU 12 JANVIER

[illegible]

12/1

[illegible]

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاول

55 من الاجل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Fin de la visite de M. Raimond en Turquie. 3 Les troubles dans les territoires occupés par Israël. 4 Le chef du PC ouzbek relevé de ses fonctions. 5 M. Sherkar élu président de la République au Kirghizistan.	8 M. Mitterrand dans l'Hérault. - M. Barre en Franche-Comté. - Les querelles statutaires du Parti radical. - Propos et débats. 9 Le financement des partis politiques.	10 Le procès d'Action directe. - Les expulsés iraniens. 11 Ouverture du procès du « Tarnio » à Brest. - Le rallye Paris-Dakar. 12 Communication : Un entretien avec M. Meyer, directeur de l'Information de Radio-France.	13 à 17 Ouverture du Salon international des musées et des expositions au Grand Palais ; un entretien avec Jean-Paul Aron. 18 Programmes des expositions. 19 à 21 Programmes des spectacles.	22 Les mouvements de capitaux à l'horizon 1992. 28 Les Rencontres nationales de l'innovation et de la qualité. 29 Un livre blanc pour M. Thatcher. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 14 Annonces classées 23 à 25 Campus 14 Carnet 26 Météorologie 22 Mots croisés 22 Radio-télévision 22 Spectacles 19 à 21	• Jouez au billard américain, JEUX. • Chaque matin le mini-journal, JOUR. • Bourse : où en est votre portefeuille ? BOURSE. Actualité, International, Campus, Bourse, FRANK, Imprimé. 36-15 tapez LEMONDE

Les fausses factures de Nancy Le président de la chambre de commerce de Meurthe-et-Moselle est écroulé

NANCY
de notre correspondant

Peu après minuit, mercredi 13 janvier, M. Michel Bouriez, directeur général du groupe Cora et président de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle, a été inculpé par M. Georges Thiel, juge d'instruction, d'abus de biens sociaux, de faux et usages de faux en écritures commerciales. M. Bouriez a été transféré aussitôt à la maison d'arrêt de Metz-Queuleu, où il a été écroulé.

Cette inculpation intervient dans le cadre de l'enquête sur une affaire de fausses factures pour laquelle M. Bouriez avait été placé en garde à vue lundi (le Monde du 13 janvier et du 20 novembre 1987). Agé de cinquante-cinq ans, directeur général de la société Cora (50 hypermarchés, 110 supermarchés, 700 supérettes), dirigeant de plusieurs sociétés filiales, consul de Belgique, M. Michel Bouriez est très connu à Nancy, où il passe pour un « décideur » influent. Il appartient au très important groupe Cora-Réville, dirigé par son frère Philippe, qui rassemble notamment, outre les activités de distribution, des activités aussi diverses que la communication (les Editions mondiales), la fourniture de grand luxe, l'informatique ou la production audiovisuelle (voir d'autre part).

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 janvier

Net repli

La baisse se poursuivait mercredi 13 décembre. Dès l'ouverture, l'indice de tendance perdait 0,96 %. Il descendait jusqu'à 1,75 % en séance. A la hausse figuraient BP France (+2,5 %), Crouzet (+2,4 %), Casino ADP (+1,6 %), Primagaz (+1,6 %), Midland (+0,8 %), Interch (+0,7 %), et Loxane (+0,5 %). En baisse, on notait Penhoët (-5,2 %), Signaux (-5,1 %), Silic (-5,1 %), Printemps (-5,1 %), Eurafiance (-5 %), Thomson (-4,8 %), SEB (-4,8 %) et Alstom (-3,9 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Preuve cours	Dernier cours
Accor	316	319 50	312
Agropar	328	324	328
Air Liquide (L)	481 10	482	478
Banque Paribas	2070	2086	2070
Bouygues	870	855	843
B.S.F.	4280	4240	4230
Carrefour	667	677	667
Chemin de fer	2070	2086	2070
Elf	870	855	843
Elf-Aquitaine	4280	4240	4230
Elf-Paris	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843
Elf-Total	4280	4240	4230
Elf-Total	667	677	667
Elf-Total	2070	2086	2070
Elf-Total	870	855	843